



REPUBLIQUE DU BÉNIN

MINISTÈRE À LA PRÉSIDENTE DE LA RÉPUBLIQUE CHARGÉ DE  
LA COORDINATION DES POLITIQUES DE MISE EN ŒUVRE DES  
OBJECTIFS DU MILLÉNAIRE POUR LE DÉVELOPPEMENT ET DES  
OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE



# Rapport de Suivi du Second Trimestre 2014

PLAN D'ACTIIONS DE L'INITIATIVE 1000 JOURS  
POUR LA REALISATION DES OMD AU BENIN



*Au service  
des peuples  
et des nations*

# AVANT PROPOS

Après la première expérience de suivi au titre du premier trimestre 2014, du Plan d'Actions de l'Initiative 1000 jours pour la réalisation des OMD, nous avons élaboré le rapport de suivi pour le compte du second trimestre. Ce suivi est réalisé dans une logique cumulative afin de mieux apprécier la dynamique des progrès vers l'atteinte des objectifs annuels. Afin de mieux rendre compte de l'efficacité des Ministères impliqués dans la mise en œuvre du plan, nous avons introduit un chapitre sur l'analyse des performances. Cette analyse, basée sur un score de performance, permet d'apprécier le niveau et la tendance des progrès enregistrés par les Ministères. Nous avons ainsi la possibilité de mesurer le nombre total de sous objectifs ou d'objectifs intermédiaires atteints par les Ministères par rapport à l'ensemble des objectifs intermédiaires prévus sur la période sous revue.

Globalement, l'application de suivi a connu une amélioration de fond et permet d'obtenir davantage d'informations sur la mise en œuvre du Plan d'Actions. Ainsi, nous opérons progressivement et en douceur la révolution des données que nous avons annoncée dans la première édition de suivi.

Ce second rapport de suivi, révèle une bonne dynamique à trois niveaux : (i) une bonne dynamique dans la mise en œuvre du Plan d'Actions ; (ii) une bonne dynamique vers une plus grande culture de collecte d'informations au niveau sectoriel et (iii) une bonne dynamique dans la maîtrise de l'application du suivi. Les résultats sont globalement encourageants même s'il faudra redoubler d'ardeur dans les secteurs de l'Enseignement maternel et primaire, de l'artisanat, de la Tuberculose, de l'urbanisme et de l'environnement.

Je voudrais exprimer mes encouragements à tous les Ministères impliqués dans la mise en œuvre du Plan d'Actions de l'Initiative 1000 jours et témoigner la reconnaissance du Gouvernement du Bénin à la mission résidente du Programme des Nations Unies pour le Développement, notre partenaire stratégique dans le cadre des OMD. Mes remerciements vont également à tous les partenaires au développement qui appuient l'exécution du Plan conformément au Cadre d'accélération des OMD au Bénin.

**Fulbert AMOUSSOUGA GERO**



Ministre à la Présidence de la République chargé de la Coordination des Politiques de mise en œuvre des Objectifs du Millénaire pour le Développement et des Objectifs de Développement Durable

# SOMMAIRE

<b>Avant-Propos</b> .....	<b>2</b>
<b>Sommaire</b> .....	<b>3</b>
<b>Glossaire</b> .....	<b>4</b>
<b>Liste des tableaux</b> .....	<b>5</b>
<b>Résumé Exécutif</b> .....	<b>9</b>
<b>Introduction</b> .....	<b>13</b>
<b>I. Méthodologie de suivi du plan d'actions : un cadre de suivi renforcé</b> .....	<b>14</b>
<b>II. Analyse de la programmation des interventions du plan d'actions</b> .....	<b>19</b>
<b>III. Niveau de réalisation du plan d'actions de l'Initiative 1000 jours par OMD au 30 juin 2014</b> .....	<b>23</b>
<b>IV. Analyse des performances des Ministères et secteurs OMD</b> .....	<b>53</b>
<b>V. Analyse des goulots d'étranglement à la mise en œuvre de l'Initiative 1000 jours au titre du second trimestre</b> .....	<b>68</b>
<b>VI. Proposition de recommandations par OMD et par Ministère</b> .....	<b>79</b>
<b>Conclusion</b> .....	<b>81</b>
<b>Annexes</b> .....	<b>82</b>

**Poids d'un goulot d'étranglement pour une Intervention :** le Poids d'un goulot d'étranglement PG(I) pour une Intervention I donnée est le rapport du nombre de fois que ce goulot a retardé la réalisation de l'une quelconque des mesures et tâches de l'intervention I sur le nombre total de fois qu'un quelconque goulot d'étranglement (y compris les autres à préciser) a impacté négativement la réalisation de l'une quelconque des mesures et tâches de l'intervention I.

**Score de Performance d'un Ministère :** le Score de Performance SP(M) d'un Ministère M est la moyenne pondérée des scores de performance de ses interventions ; les poids étant ceux des interventions de ce Ministère.

**Score de Performance pour une intervention :** le Score de Performance SP(I) pour une Intervention I mesure la performance globale du Ministère dans un trimestre pour cette intervention. Il est le rapport du nombre de « tâches/mesures » effectivement exécutées par le Ministère dans le trimestre sur le nombre total de « tâches/mesures » programmées pour être effectuées dans ce même trimestre.

**Taux d'Exécution Physique d'un Ministère :** le Taux d'exécution Physique d'un Ministère TEP(M), au cours d'une période donnée est la moyenne pondérée des TEP des interventions dont la mise en œuvre relève de ce Ministère au cours de la période, les poids étant ceux des interventions.

**Taux d'Exécution Financière :** le Taux d'exécution financière TEF d'une intervention I au cours d'une période donnée est le ratio de la somme des montants ordonnancés et des montants programmés.

**Taux d'Exécution Physique d'un OMD :** le Taux d'exécution Physique d'un OMD TEP(OMD) au cours d'une période donnée est la moyenne pondérée des TEP(M) des Ministères ou groupe de Ministères sous l'OMD au cours de la période, les poids étant ceux des Ministères (ou groupe de Ministères).

**Taux d'Exécution Physique du Plan d'Actions :** le Taux d'exécution Physique du Plan d'Actions TEP(PA) au cours d'une période est la moyenne arithmétique des TEP des OMD au cours de la période.

**Taux d'Exécution Physique :** le Taux d'exécution Physique TEP d'une intervention au cours d'une période donnée est la somme des poids des mesures/tâches entièrement exécutées sous cette intervention au cours de la période.

# LISTE DES TABLEAUX

<b>Tableau 1 :</b>	Ministères concernés par la mise en œuvre du Plan d'Actions de l'initiative 1000 jours	14
<b>Tableau 2:</b>	Pondération associée aux Ministères par OMD	16
<b>Tableau 3 :</b>	Prise en compte de l'Initiative 1000 jours dans le BGE (millions de FCFA)	19
<b>Tableau 4 :</b>	Synthèse des taux d'exécution du Plan d'Actions de l'Initiative 1000 jours au 30 juin 2014 par OMD	23
<b>Tableau 5 :</b>	Synthèse des taux d'exécution du Plan d'Actions de l'Initiative 1000 jours au 30 juin 2014 par OMD et par Ministère	24
<b>Tableau 6 :</b>	Taux d'exécution des interventions du MAEP au 30 juin 2014	25
<b>Tableau 7 :</b>	Comparaison des taux d'exécution des interventions du MAEP au 31 mars et au 30 juin 2014	26
<b>Tableau 8 :</b>	Taux d'exécution des interventions du MCMEJF	26
<b>Tableau 9 :</b>	Comparaison des taux d'exécution de MCMEJF au 31 mars et au 30 juin 2014	26
<b>Tableau 10 :</b>	Taux d'exécution des interventions de l'OMD 1 au 30 juin 2014	27
<b>Tableau 11 :</b>	Comparaison des taux d'exécution de l'OMD 1 au 31 mars et au 30 juin 2014	28
<b>Tableau 12 :</b>	Taux d'exécution des interventions du MEMP	30
<b>Tableau 13 :</b>	Comparaison des taux d'exécution de MEMP au 31 mars et au 30 juin 2014	31
<b>Tableau 14 :</b>	Taux d'exécution des interventions du MESFTPRIJ	32
<b>Tableau 15 :</b>	Comparaison des taux d'exécution du MESFTPRIJ au 31 mars et au 30 juin 2014	33
<b>Tableau 16 :</b>	Taux d'exécution des interventions du MCAAT	33
<b>Tableau 17 :</b>	Comparaison des taux d'exécution du MCAAT au 31 mars et au 30 juin 2014	34
<b>Tableau 18 :</b>	Taux d'exécution des OMD 2 et 3 au 30 juin 2014	34
<b>Tableau 19 :</b>	Comparaison des taux d'exécution des OMD 2 et 3 au 31 mars et au 30 juin 2014	34
<b>Tableau 20 :</b>	Taux d'exécution des interventions de l'OMD 4 au 30 juin 2014	35
<b>Tableau 21 :</b>	Comparaison des taux d'exécution des interventions de l'OMD 4 au 31 mars et au 30 juin 2014	36

<b>Tableau 22 :</b>	Taux d'exécution des interventions de l'OMD 5 au 30 juin 2014	37
<b>Tableau 23 :</b>	Comparaison des taux d'exécution des interventions de l'OMD 5 au 31 mars et au 30 juin 2014	37
<b>Tableau 24 :</b>	Taux d'exécution des interventions de l'OMD 6 au 30 juin 2014	38
<b>Tableau 25 :</b>	Comparaison des taux d'exécution des interventions de l'OMD 6 au 31 mars et au 30 juin 2014	40
<b>Tableau 26 :</b>	Taux d'exécution des interventions du MTPT	42
<b>Tableau 27 :</b>	Comparaison des taux d'exécution de MTPT au 31 mars et au 30 juin 2014	42
<b>Tableau 28 :</b>	Taux d'exécution des interventions du MEMIP au 30 juin 2014	43
<b>Tableau 29 :</b>	Comparaison des taux d'exécution des interventions du MEMIP au 31 mars et au 30 juin 2014	43
<b>Tableau 30 :</b>	Taux d'exécution des interventions du MTPT et MEMIP	44
<b>Tableau 31 :</b>	Comparaison des taux d'exécution des interventions du MTPT et MEMIP au 31 mars et au 30 juin 2014	45
<b>Tableau 32 :</b>	Taux d'exécution des interventions du MUHA et du MECGCCRPNF au 30 juin 2014	46
<b>Tableau 33 :</b>	Comparaison des taux d'exécution des interventions du MUHA et du MECGCCRPNF au 31 mars et au 30 juin 2014	47
<b>Tableau 34 :</b>	Taux d'exécution des interventions du MERPMEDER (secteur Eau)	48
<b>Tableau 35 :</b>	Comparaison des taux d'exécution de MERPMEDER (secteur eau) au 31 mars et au 30 juin 2014	49
<b>Tableau 36 :</b>	Taux d'exécution des interventions du MERPMEDER (secteur énergie)	50
<b>Tableau 37 :</b>	Comparaison des taux d'exécution de MERPMEDER (secteur énergie) au 31 mars et au 30 juin 2014	50
<b>Tableau 38 :</b>	Taux d'exécution de l'OMD 7	51
<b>Tableau 39 :</b>	Comparaison des taux d'exécution de l'OMD 7 au 31 mars et au 30 juin 2014	52
<b>Tableau 40 :</b>	Performance du MAEP	53
<b>Tableau 41 :</b>	Performance du Ministère en charge de la Microfinance	54
<b>Tableau 42 :</b>	Performance du MERPMEDER, secteur Eau	55
<b>Tableau 43 :</b>	Performance du MERPMEDER (secteur Energie)	56
<b>Tableau 44 :</b>	Performance du MCAAT	56

<b>Tableau 45 :</b>	Performance du MEMP	58
<b>Tableau 46 :</b>	Performance du Ministère en charge de l'Enseignement Secondaire	59
<b>Tableau 47 :</b>	Performance du Ministère des Travaux Publics et des Transports	60
<b>Tableau 48 :</b>	Performance du MEMIP	60
<b>Tableau 49 :</b>	Performance du Ministère en charge de l'environnement	61
<b>Tableau 50 :</b>	Performance du Ministère de l'Urbanisme, de l'Habitat et de l'Assainissement	61
<b>Tableau 51 :</b>	Performance du Ministère de la Santé, volet santé Infantile	62
<b>Tableau 52 :</b>	Performance du Ministère de la Santé, volet santé maternelle	63
<b>Tableau 53 :</b>	Performance Ministère de la Santé, volet Paludisme	63
<b>Tableau 54 :</b>	Performance du Ministère de la Santé, volet Tuberculose	64
<b>Tableau 55 :</b>	Performance du Ministère de la Santé, volet VIH Assurer	65
<b>Tableau 56 :</b>	Performance du Ministère de la Santé, volet VIH Enrayer	66
<b>Tableau 57 :</b>	Synthèse des scores de performances	67
<b>Tableau 58 :</b>	Récapitulatif des fréquences des goulots d'étranglement du MAEP	68
<b>Tableau 59 :</b>	Récapitulatif des fréquences des goulots d'étranglement du MCMEJ	69
<b>Tableau 60 :</b>	Récapitulatif des fréquences des goulots d'étranglement du MEMP	70
<b>Tableau 61 :</b>	Récapitulatif des fréquences des goulots d'étranglement du MESFTPRIJ	70
<b>Tableau 62 :</b>	Récapitulatif des fréquences des goulots d'étranglement du MCAAT	71
<b>Tableau 63 :</b>	Récapitulatif des fréquences des goulots d'étranglement du MS (secteur santé infantile)	72
<b>Tableau 64 :</b>	Récapitulatif des fréquences des goulots d'étranglement du MS (secteur Santé maternelle)	72
<b>Tableau 65 :</b>	Récapitulatif des fréquences des goulots d'étranglement MS (secteur PALUDISME)	73
<b>Tableau 66 :</b>	Récapitulatif des fréquences des goulots d'étranglement du MS (secteur TUBERCULOSE)	73
<b>Tableau 67 :</b>	Récapitulatif des fréquences des goulots d'étranglement du MS (secteur VIH ASSURER)	74
<b>Tableau 68 :</b>	Récapitulatif des fréquences des goulots d'étranglement du Ministère de la Santé (secteur VIH ENRAYER)	74
<b>Tableau 69 :</b>	Récapitulatif des fréquences des goulots d'étranglement du MTPT	75

<b>Tableau 70 :</b>	Récapitulatif des fréquences des goulots d'étranglement du MEMIP	75
<b>Tableau 71 :</b>	Récapitulatif des fréquences des goulots d'étranglement du MUHA	76
<b>Tableau 72 :</b>	Récapitulatif des fréquences des goulots d'étranglement du MECGCCRPNF	76
<b>Tableau 73 :</b>	Récapitulatif des fréquences des goulots d'étranglement du MERPMEDER (secteur EAU)	77
<b>Tableau 74 :</b>	Récapitulatif des fréquences des goulots d'étranglement du MERPMEDER (secteur ENERGIE)	77
<b>Tableau 75 :</b>	Prévalence des goulots d'étranglement par ministère	78

# RESUME EXECUTIF

1. Le présent rapport rend compte de l'exécution des actions prioritaires inscrites dans le Plan d'Actions de l'Initiative 1000 jours pour la réalisation des OMD, au titre du premier semestre de l'année 2014. Il est élaboré selon une démarche méthodologique participative en deux phases. La première phase a consisté au renseignement de l'application de suivi par les DPP et DRFM des Ministères clés OMD. Il s'est agi pour les cadres de ces Ministères de produire la programmation des activités OMD puis de renseigner sur leur niveau d'exécution. La deuxième phase a consisté à obtenir des DPP et DRFM les explications complémentaires qui justifiaient le niveau des performances réalisées.
2. L'analyse de l'exécution financière du Plan d'Actions fait ressortir qu'un montant total de 86 268,98 millions FCFA a été ordonnancé au premier semestre de l'année 2014, sur une dotation budgétaire prévisionnelle de 130 549,03 millions FCFA, soit environ un taux d'exécution financière de 66,08%. Au premier trimestre, le Taux d'Exécution Financière était de 57,34%.
3. Deux raisons expliquent globalement ce progrès par rapport au premier trimestre. Il s'agit globalement (i) d'un effort de rattrapage des Ministères peu performants au premier trimestre ; (ii) de la mise en place progressive des acteurs de la chaîne des dépenses et (iii) de l'effort de la DGB pour protéger et prioriser les dépenses OMD. Cependant, il est important de faire remarquer que, malgré cette assez bonne performance de mobilisation de ressources, les réalisations des Ministères clés OMD restent encore en deçà des attentes.
4. Par rapport à la réalisation physique du Plan d'Actions, il a été enregistré au premier semestre 2014, un taux d'exécution de 40,05%, base annuelle, soit un taux de 68,96% base semestrielle.
5. Il faut noter une diversification de ces deux taux (physique et financier) selon les OMD et selon les interventions par OMD.
6. En ce qui concerne l'OMD 1 : « **Éliminer l'extrême pauvreté et la faim** », le Ministère de l'Agriculture, de l'Élevage et de la Pêche (MAEP) a enregistré une performance contenue au terme du premier semestre 2014. Cela est surtout dû au fait qu'aucun effort n'a été fourni au niveau de l'intervention E, relative à la « nutrition et la sécurité alimentaire » au cours du second trimestre. Néanmoins, la dynamique de progrès du MAEP a connu une croissance accélérée du premier au second trimestre 2014. Quant au Ministère en charge de la Microfinance, malgré la baisse de sa dynamique de performance du premier au second trimestre, il a fait des efforts significatifs, notamment à travers le renforcement des capacités d'autonomisation.
7. Pour l'OMD 2 : « **Assurer l'éducation primaire universelle** » et l'OMD 3 : « **Promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes** », le Ministère de l'Enseignement Maternel et Primaire (MEMP) a enregistré une performance limitée au titre du premier semestre 2014 et sa dynamique de progrès est restée constante du premier au second trimestre. De ce fait, compte tenu de l'importance du secteur de l'éducation dans les OMD 2 et 3, il urge que des solutions accélératrices soient engagées, notamment afin de réaliser les interventions visant à « Réduire les taux d'abandon et de redoublement dans l'enseignement primaire », et à « Créer et renforcer les cantines scolaires dans les milieux défavorisés ». En ce qui concerne, le Ministère en charge de l'Enseignement Secondaire, le niveau de réalisation physique des interventions est satisfaisant au 30 juin 2014. Cette performance

est tirée par les interventions relatives à la « Formation initiale et continue des enseignants et du corps de contrôle (Conseillers Pédagogiques et inspecteurs) » et à l'« Amélioration de l'accès des filles à l'enseignement secondaire général ». Cependant, la dynamique de progrès de ce Ministère a baissé du premier au second trimestre. Quant au ministère chargé de l'Alphabétisation, le niveau de réalisation physique des interventions est très faible. Ce qui est dû à la non réalisation de l'intervention visant à « Expérimenter les langues nationales à l'école primaire ». De plus, la dynamique de performance de ce Ministère a baissé du premier au deuxième trimestre.

8. Pour les OMD 4-5-6, **relevant exclusivement du secteur de la santé**, les niveaux de réalisation physique sont acceptables. Ces performances sont notamment tirées par l'OMD 4, relatif à la santé infantile. En effet, les niveaux de réalisation physique des interventions de l'OMD 4 sont satisfaisants au titre du premier semestre 2014. De plus, la dynamique de progrès de cet OMD a connu une croissance accélérée entre le premier et le deuxième trimestre. Pour ce qui est de l'OMD 5, les performances du Ministère de la Santé à ce niveau sont faibles à cause de la très faible réalisation de l'intervention « Améliorer le taux de couverture en planification familiale ». Cependant, cet OMD s'inscrit dans une bonne dynamique de progrès, qui, si elle se poursuit, pourrait permettre d'atteindre les objectifs d'ici la fin de l'année.
9. En ce qui concerne l'OMD 6 consacré à la lutte contre le paludisme, la tuberculose et le VIH/SIDA, le niveau de réalisation physique est acceptable au titre du premier semestre 2014. Ce niveau d'exécution est notamment tiré par la « Maîtrise du paludisme et d'autres grandes maladies » (regroupant les volets « Paludisme » et « Tuberculose ») et le volet qui vise à « Assurer l'accès au traitement contre le VIH/SIDA ». Pour ce qui est du volet visant à « Enrayer la propagation du VIH/SIDA », il a enregistré une performance très faible au 30 juin 2014 à cause de la non réalisation des interventions relatives à (i) « L'Organisation de l'enquête de deuxième génération (ESDG) qui permettra de renseigner tous les indicateurs d'impacts liés à l'OMD 6 » et à (ii) « L'intensification des interventions de lutte contre le Sida en direction des MARP's en contractant des ONG ». Cependant, la dynamique de performance au niveau de ce volet a connu une hausse du premier au second trimestre. En ce qui concerne les interventions du volet visant à « Assurer l'accès au traitement contre le VIH/SIDA », elles ont enregistré une performance acceptable au premier semestre 2014. Cette performance pourrait être meilleure si l'intervention relative au « Recrutement de personnel qualifié pour les sites de prise en charge des PVVIH » était réalisée. En outre, la dynamique de progrès au niveau de ce volet est croissante du premier au second trimestre 2014. Quant aux interventions des volets visant à « Maîtriser le paludisme et autres grandes maladies », le niveau de réalisation physique, au titre du premier semestre 2014, est satisfaisante. Cette performance est notamment tirée par le niveau de réalisation physique des interventions liées à la « tuberculose ». De plus, la dynamique de progrès connaît une hausse pour ces deux volets du premier au second trimestre 2014.
10. L'OMD 7, « **Assurer un environnement durable** », enregistre un niveau d'exécution physique appréciable au titre du premier semestre de l'année 2014. Cette performance a été notamment obtenue grâce aux réalisations effectuées dans les domaines des routes et transports, de l'eau et de l'énergie. De façon spécifique, la performance réalisée au niveau des routes et transports est appréciable au premier semestre 2014. Cette performance qui augmente du premier au deuxième trimestre est notamment due à celle du Ministère de l'Economie Maritime et des Infrastructures Portuaires (MEMIP). En effet, le niveau de réalisation physique des interventions du MEMIP est satisfaisant au premier semestre. Par contre, sa dynamique de progrès a baissé au cours de la période sous revue. De son côté, le Ministère en charge des Travaux Publics (MTPT) a obtenu une performance appréciable caractérisée par un progrès positif en terme de réalisation physique du premier au second trimestre de l'année 2014. En ce qui concerne l'environnement et le cadre de vie, il est enregistré une performance acceptable au 30 juin 2014. Elle est notamment due à la performance

satisfaisante du Ministère en charge de l'Urbanisme. En revanche, la performance du Ministère en charge de l'Environnement est insuffisante. On constate par ailleurs, que la dynamique de progrès est restée constante au niveau des deux Ministères et de l'ensemble du secteur « Environnement et cadre de vie » au cours du premier semestre 2014. Quant aux secteurs de l'eau et de l'énergie, les niveaux de réalisation physique de leurs interventions sont appréciables. Alors que la dynamique de performance du secteur de l'eau a connu un progrès positif, celle du secteur de l'énergie a baissé du premier au second trimestre 2014.

**11.** Au regard de l'analyse de la mise en œuvre du Plan d'Actions, au cours du premier semestre, un certain nombre de recommandations de politique se dégagent. Le rapport suggère trois grands groupes de recommandations.

- De façon générale, les retards dans l'exécution des interventions OMD, pour diverses raisons, n'ont jamais pu être rattrapés malgré la bonne volonté des Ministères concernés. Ceci suggère notamment, la confirmation d'un ensemble de recommandations :
  - prendre des mesures afin de lancer le Budget Général de l'Etat au plus tard mi-janvier de chaque année ;
  - faire valider les PTA intégrés des Ministères clés OMD au plus tard fin janvier de chaque année ;
  - prendre les dispositions afin d'avoir en place tous les acteurs (SGM, DRFM, DPP, CSE) sectoriels de la chaîne PPBS au plus tard fin décembre de l'année précédente ;
  - promouvoir la proactivité au niveau des coordonnateurs de projets qui devront apprêter en fin d'année n-1 les dossiers des projets à mettre en œuvre au cours de l'année n ; il s'agit notamment, des dossiers d'appel d'offres, du plan de passation des marchés et du plan de consommation des crédits.
- Des goulots d'étranglement classiques et redondants ont été notamment mentionnés par les Ministères. Il s'agit de la fermeture fréquente et aléatoire du SIGFIP et des problèmes en lien avec la chaîne de passation des marchés publics. Dans les deux cas, il est envisagé trois recommandations.
  - Les Ministères sont appelés à considérer la régulation budgétaire ou fermeture du SIGFIP et les problèmes en lien avec la chaîne de passation des marchés publics comme étant des contraintes. Il revient aux Ministères de faire preuve d'anticipation nécessaire, afin d'optimiser leur réalisation sous la contrainte de la régulation budgétaire d'une part ou de la complexité des procédures de passation des marchés publics, d'autre part.
  - Le Ministère à la Présidence de la République chargé de la Coordination des Politiques de mise en œuvre des OMD et des ODD doit envisager des formations de renforcement de capacités avec études de cas pratiques pour les cellules de passation des marchés publics et les acteurs de la chaîne PPBS de tous les Ministères clés OMD. Ce renforcement de capacités des acteurs sectoriels, pourra aussi aider à réduire les cas de dossiers défilants d'une part, et sensibiliser davantage les cadres de la Direction Nationale du Contrôle des Marchés Publics (DNCMP) sur les difficultés des acteurs sectoriels, d'autre part.
  - Le Ministère en charge des Finances est appelé à instruire ses structures compétentes afin qu'elles donnent une absolue priorité aux dépenses OMD. Des solutions claires de protection des dépenses liées aux OMD devront être envisagées.
  - Le Ministère en charge des Finances est appelé à instruire la Caisse Autonome

d'Amortissement (CAA) à l'effet d'obtenir auprès de celle-ci, la soumission avant paiement pour avis et visa, les factures au Maître d'Ouvrage (Ministère bénéficiaire d'un financement) avant tout décaissement sur les ressources extérieures. Cette démarche permettra, entre autres, aux Ministères bénéficiaires de suivre le niveau de consommation des crédits sur ressources extérieures.

- Enfin, le rapport recommande des missions de vérification de l'Inspection Générale des Finances et des missions de contrôle conjointes de la DGSP, de la DSCPP et de la Cellule de Contrôle des projets et programmes de la Présidence de la République afin de contrôler la bonne gestion financière et la matérialité des réalisations physiques.

# INTRODUCTION

- 12.** Le Secrétaire Général des Nations Unies a lancé le 4 avril 2013, l'Initiative 1000 jours pour l'atteinte des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) d'ici 2015. Cette initiative vise la consolidation des acquis et l'accélération des progrès pour l'atteinte des OMD, et appelle des actions urgentes en faveur des OMD et le respect des engagements des donateurs en matière d'aide.
- 13.** Reconnaissant le rôle important que les engagements internationaux comme ceux de la Déclaration du Millénaire de septembre 2000 sur les OMD ont joué dans les progrès sociaux réalisés au Bénin, le Gouvernement de la République du Bénin, dans le cadre de l'opérationnalisation de ces engagements, a adopté le 16 octobre 2013, un Plan d'Actions intitulé « **Initiative 1000 jours pour la réalisation des OMD** », couvrant la période 2014-2015.
- 14.** Ce Plan d'Actions présente un ensemble d'interventions à mener d'ici 2015 afin d'atteindre ou d'approcher les différentes cibles des OMD. Ces interventions sont ciblées dans les domaines de la santé, de l'éducation, de l'énergie et de l'eau, de l'assainissement, de l'autonomisation des femmes et des filles, de la pauvreté, de l'emploi et du cadre de vie. Elles sont en cohérence avec la Stratégie de Croissance pour la Réduction de la Pauvreté SCRP (2011-2015) et sont déclinées en mesures clés et activités prioritaires à mener.
- 15.** La mise en œuvre effective de ce plan est essentielle pour consolider les acquis et accélérer la marche vers l'atteinte de tous les OMD. C'est pourquoi, le Gouvernement du Bénin, à travers le Ministère à la Présidence de la République chargé de la Coordination des Politiques de mise en œuvre des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) et des Objectifs de Développement Durable (ODD), s'est engagé à assurer un suivi rigoureux de l'exécution du Plan d'Actions.
- 16.** Le présent rapport fait le point des résultats du suivi de la mise en œuvre du Plan d'Actions de l'Initiative 1000 jours au titre du premier semestre de l'année 2014. Il est structuré autour de six points à savoir : i) la méthodologie de suivi du Plan d'Actions ; ii) l'analyse de la programmation des interventions du Plan d'Actions dans le Budget Général de l'Etat (BGE) 2014; iii) le point de réalisation des actions au niveau de chaque OMD ; iv) l'analyse de la performance des Ministères et des secteurs OMD ; v) l'analyse des goulots d'étranglement à la mise en œuvre de l'initiative sur ces deux premiers trimestres et, enfin, vi) les propositions de recommandations.

# I. Méthodologie de suivi du plan d'actions : un cadre de suivi renforcé

- 17.** La démarche méthodologique adoptée pour assurer le suivi du Plan d'Actions repose sur une approche participative qui a étroitement associé tous les départements ministériels impliqués dans la mise en œuvre des actions et interventions retenues au niveau de chaque OMD.
- 18.** La méthodologie du suivi du second trimestre est structurée autour de deux grandes étapes : i) la révision de l'application de suivi du Plan d'Actions de l'Initiative 1000 jours afin de prendre en compte la dynamique qui a caractérisé les PTA des sectoriels clés OMD ; cette révision de l'application a aussi permis de l'enrichir afin d'obtenir le maximum d'informations en lien avec la performance et les contraintes des Ministères et ii) la vérification des données sur la programmation et l'exécution financière et physique auprès des Directions des Ressources Financières et du Matériel (DRFM) et des Directions de la Programmation et de la Prospective (DPP).
- 19.** L'application de suivi du plan est une maquette qui permet de suivre l'exécution physique et financière des interventions prévues dans le Plan d'Actions de l'Initiative et d'analyser la performance des différents Ministères concernés. Elle permet en outre d'identifier les principaux goulots et contraintes liés à la non-exécution des actions /activités/tâches. L'application est structurée autour de sept des huit Objectifs du Millénaire pour le Développement. Chacune des actions est déclinée en interventions et « tâches/mesures ».
- 20.** Le suivi des interventions concerne onze (11) Ministères comme présenté dans le tableau n°1 ci-après :

**Tableau 1 : Ministères concernés par la mise en œuvre du Plan d'Actions de l'initiative 1000 jours**

Objectifs	Ministères
OMD1	MAEP, MCMEJF
OMD 2 et 3	MEMP, MESFTRIJ, MCAAT
OMD 4-5 et 6	MS
OMD 7	MUHA, MERPMEDER, MTPT, MEMIP, MECGCCRPNF

Source : Plan d'Actions de l'Initiative 1000 jours, 2014

- 21.** La méthode de calcul des différents taux est présentée comme il suit. Les différentes interventions contenues dans le Plan d'Actions de l'Initiative 1000 jours pour la réalisation des OMD au Bénin ont été déclinées en mesures et/ou tâches par les différents ministères concernés. Par ailleurs, il a été procédé, par chacun desdits Ministères, à la pondération des mesures et/ou tâches et des interventions dont la mise en œuvre relève du département ministériel, de manière à ce que :
- la somme des poids (en pourcentage) des mesures et/ou tâches d'une intervention soit égale à 100% ;

- la somme des poids (en pourcentage) des interventions d'un département ministériel soit égale à 100%.

**22.** Ainsi, le calcul des différents taux d'exécution est inspiré de la méthodologie harmonisée de calcul du Taux d'Exécution Physique (TEP) proposée par la Direction Générale de Suivi des Projets et Programmes (DGSP) en 2013.

Désignons par :

- $I$ , une intervention ;
- $M$ , un Ministère ;
- $OMD$ , un OMD et ;
- $PA$ , le Plan d'Actions.

### 1. Calcul du TEP d'une intervention au cours d'une période

**23.** Le TEP d'une intervention au cours d'une période donnée est la somme des poids des mesures/tâches entièrement exécutées sous cette intervention au cours de la période.

$$TEP(I) = \sum_{i=1}^k p_i \text{ des mesures entièrement exécutées}$$

avec  $(I)$  = intervention et  $p_i$  = poids de la mesure/tâche  $i, i = 1, \dots, k$

### 2. Calcul du TEP d'un Ministère au cours d'une période

**24.** Le poids des différentes interventions au sein d'un Ministère étant connu, le TEP du Ministère au cours d'une période donnée est la moyenne pondérée des TEP des interventions dont la mise en œuvre relève de ce Ministère au cours de la période. Autrement dit :

$$TEP(M) = \frac{1}{100} \sum_{i=1}^n p(I_i) * TEP(I_i)$$

avec  $(M)$  = Ministère,  $p(I_i)$  = poids de l'intervention  $I_i$ , et  $\sum_{i=1}^n p(I_i) = 100$ ,  $i = 1, \dots, n$

### 3. Calcul du TEP d'un OMD au cours d'une période

**25.** En vue de faciliter le calcul du TEP d'un OMD, il a été jugé nécessaire de procéder à la pondération des Ministères et groupe de Ministères au sein de chaque OMD. Ainsi, en fonction de la nature, du nombre et du coût des interventions relevant de chaque Ministère pour un OMD, les poids contenus dans le tableau 2 ci-après ont été attribués à chaque Ministère ou groupe de Ministères.

**Tableau 2: Pondération associée aux Ministères par OMD**

OMD	MINISTERE/GROUPE DE MINISTERES	Poids (%)
OMD 1	MAEP	60
	MCMFEJF	40
<b>TOTAL OMD 1</b>		<b>100</b>
OMD 2 & 3	MEMP	55
	MESFTPRIJ	42
	MCAAT	3
<b>TOTAL OMD 2 &amp; 3</b>		<b>100</b>
OMD 4	SANTE INFANTILE	100
OMD 5	SANTE MATERNELLE	100
OMD 6	LUTTE CONTRE LE VIH, LE PALUDISME ET D'AUTRES MALADIES	100
OMD 7	ROUTES & TRANSPORTS	25
	ENVIRONNEMENT ET CADRE DE VIE	20
	EAU	35
	ENERGIE	20
<b>TOTAL OMD 7</b>		<b>100</b>

Source : DCSP-OMD

**26.** Le poids des différents Ministères ou groupe de Ministères pour un OMD étant connu, le TEP de l'OMD au cours d'une période donnée est la moyenne pondérée des TEP des Ministères ou groupe de Ministères impliqués dans la mise en œuvre de l'OMD au cours de la période. Autrement dit :

$$TEP (OMD) = \frac{1}{100} \sum_{i=1}^n p(M_i) * TEP(M_i)$$

avec  $p(M_i)$  = poids du Ministère (groupe de ministères)  $M_i$ , et  $\sum_{i=1}^n p(M_i) = 100 \sum_{i=1}^n p(M_i) = 100$ ,  $i = 1, \dots, n$

#### 4. Calcul du TEP du Plan d'Actions au cours d'une période

**27.** Pour l'ensemble du Plan d'Actions (PA), son TEP au cours d'une période donnée est la moyenne arithmétique des TEP des OMD au cours de la période, soit :

$$TEP (PA) = \frac{1}{6} \sum_{i=1}^6 TEP(OMD_i)$$

## 5. Calcul du Score de Performance pour une Intervention

**28.** Le Score de Performance (SP) pour une intervention SP(I) mesure la performance globale du Ministère dans un trimestre pour l'intervention. Il est le rapport du nombre de « tâches/mesures » effectivement exécutées par le Ministère dans le trimestre sur le nombre total de « tâches/mesures » programmées pour être effectuées au cours de cette même période. Si  $N$  désigne le nombre de tâches prévues pour être exécutées dans le trimestre et  $K$  le nombre de tâches effectivement exécutées (qui peuvent faire objet de vérification physique) par le Ministère, on a :

$$SP(I) = \frac{K}{N}$$

## 6. Calcul du Score de Performance d'un Ministère

**29.** Le Score de Performance (SP) d'un Ministère SP(M) est la moyenne pondérée des scores de performance de ses interventions, les poids étant ceux des interventions. Si  $\alpha_i$  désigne le poids d'une intervention  $I_i$  donné, on a :

$$SP(M) = \sum_{i=1}^n \alpha_i SP(I_i)$$

où  $n$  désigne le nombre d'interventions du ministère

## 7. Calcul du Poids d'un goulot d'étranglement pour une intervention PG(I)

**30.** Le Poids d'un goulot d'étranglement  $j$  nommé PG(I) pour une intervention  $I$  donnée est le rapport du nombre de fois que ce goulot a retardé la réalisation de l'une quelconque des mesures et tâches de l'intervention  $I$  sur le nombre total de fois qu'un quelconque goulot d'étranglement (y compris les autres à préciser) a impacté négativement la réalisation de l'une quelconque des « tâches/mesures » de l'intervention  $I$ .

**31.** Pour une intervention donnée  $I$ , soit  $j$  un goulot d'étranglement,  $j = 1, \dots, 8$  et  $m$  une « tâche/mesure » de l'intervention  $I$ ,  $m = 1, \dots, k$ .

$G_{ij}$  la valeur de vérité du goulot  $j$  sur la mesure  $m$  ( $G_{mj}$  = oui, pour  $j$  allant de 1 à 7, si le goulot  $j$  a impacté négativement la réalisation de la mesure  $m$  et  $G_{mj}$  = non dans le cas contraire. Lorsque  $j=8$  (c'est-à-dire pour le goulot « autres à préciser »),  $G_{mj}$  = oui, si un autre goulot différent des sept premiers est mentionné pour avoir impacté négativement la réalisation de la mesure  $m$  et  $G_{mj}$  = non lorsque rien n'a été mentionné

comme problème. On désigne par  $\mathbb{I}_{(G_{ij})}$  la fonction définie par :  $\mathbb{1}_{(G_{ij})} = \mathbb{1}_{(G_{mj})} = 1$  si le goulot  $j$  a

impacté négativement la réalisation de la mesure  $m$  et  $\mathbb{I}_{(G_{ij})} = 0$  sinon. Le poids du goulot  $j$  dans l'ensemble des goulots d'étranglement qui ont ralenti la réalisation de l'intervention  $I$ , noté PG(I) est donné par :

$$PG(I^j) = \frac{\sum_{m=1}^k \mathbb{1}_{(G_{mj})}}{\sum_{j=1}^8 \sum_{m=1}^k \mathbb{1}_{(G_{mj})}}$$

**32.** Les goulots d'étranglement retenus dans l'application sont : (i) le problème au niveau de la chaîne de passation des marchés (CCMP-DNCMP), (ii) le problème au niveau du contrôle financier, (iii) les grèves, (iv) le problème au niveau du décaissement de ressources, (v) la fermeture SIGFIP, (vi) le problème Institutionnel (Régisseur, Coordonnateur), (vii) le retard dans la délégation des crédits, (viii) les autres à préciser.

#### **8. Calcul du Poids d'un goulot d'étranglement pour un Ministère $PG(M^j)$**

**33.** Le Poids d'un goulot d'étranglement pour un Ministère  $PG(M^j)$  est donné par la moyenne pondérée des Poids des goulots d'étranglement de ses interventions ; les pondérations étant celles des interventions pour le Ministère. On a donc :

$$PG(M^j) = \sum_{i=1}^n \alpha_i PG(I_i^j)$$

## II. Analyse de la programmation des interventions du plan d'actions

### 1. Programmation des OMD dans le budget 2014

- 34.** Afin de maintenir le Bénin dans la dynamique de l'accélération des OMD, le Gouvernement s'est attelé à l'opérationnalisation du Plan d'Actions de l'Initiative 1000 jours à travers le Budget Général de l'Etat (BGE), exercice 2014. Pour ce faire, une dotation de 230,61 milliards de francs CFA a été inscrite au Budget 2014, contre une prévision budgétaire de 417,350 milliards dans le Plan d'Actions, soit 55,26% des ressources prévues. Toutefois, les OMD 1 et OMD 5 ont bénéficié d'une attention particulière et affichent des dotations de plus de 100% au budget de 2014 par rapport aux prévisions du Plan d'Actions de l'Initiative. Il convient de noter que les ressources de certains PTF, liées à la mise en œuvre des interventions, ne sont pas retracées dans le SIGFIP ; ceci pourrait expliquer le poids relativement faible que présente les OMD 6 et 7 largement financés sur ressources extérieures dans le BGE.
- 35.** Par ailleurs, il convient de souligner que ces dépenses liées aux OMD au niveau de certains ministères coïncident avec celles retenues au titre des dépenses sociales prioritaires dans le cadre de la mise en œuvre du Programme Economique et Financier conclu avec le FMI.

**Tableau 3 : Prise en compte de l'Initiative 1000 jours dans le BGE (millions de FCFA)**

OMD	Montant prévu dans le Plan d'Actions de l'initiative au titre de 2014	Montant prévu au BGE, Gestion 2014	Proportion
OMD1	48 334,00	56 781,49	117,48%
OMD2 & 3	107 722,00	84 037,16	78,01%
OMD4	4 759,00	3 315,00	69,66%
OMD5	1 203,00	3 224,82	268,06%
OMD6	34 676,00	4 907,27	14,15%
OMD7	220 656,00	78 352,57	35,51%
<b>ENSEMBLE OMD</b>	<b>417 350,00</b>	<b>230 618,31</b>	<b>55,26%</b>

Source : DPP/Ministères sectoriels, DCSP-OMD, 2014

### 2. Programmation budgétaire de l'OMD 1

- 36.** A moins de deux ans de l'échéance fixée pour l'atteinte des OMD, tous les indicateurs relatifs à l'OMD 1 « **Éliminer l'extrême pauvreté et la faim** », ne se situent pas sur la trajectoire idéale pour atteindre en 2015, la cible fixée. La situation révèle que le phénomène de la pauvreté persiste au Bénin et il n'est pas évident que cette tendance soit inversée avant l'échéance fixée. L'incidence de la pauvreté monétaire est encore largement au-dessus des attentes. En matière d'emploi productif et de travail

décent, les attentes sont encore grandes. Cependant, le Bénin est sur la bonne trajectoire pour la réduction de la proportion de la population qui souffre de la faim.

- 37.** Au regard de la situation actuelle au niveau de l'OMD 1; 56,78 milliards de FCFA ont été inscrits au Budget Général de l'Etat, exercice 2014 pour la mise en œuvre des interventions retenues dans le Plan d'Actions contre une prévision de 48,33 milliards, soit une programmation de 117,48% des ressources prévues. Ce dépassement, par rapport aux prévisions du Plan d'Actions de l'Initiative 1000 jours, résulte de la prise en compte de deux nouvelles interventions non prévues dans le Plan d'Actions. Il s'agit des actions relatives à l'emploi des jeunes et à la microfinance.
- 38.** Au total, toutes les cinq interventions prévues pour assurer l'élimination de l'extrême pauvreté et la faim sont prises en compte dans le BGE, exercice 2014. Il s'agit des interventions relatives i) : aux semences, engrais et produits phytosanitaires et vétérinaires ; ii) à l'aménagement agricole et à la sécurité foncière ; iii) à la mécanisation agricole et aux innovations technologiques ; iv) au financement et au marché ; iv) à la nutrition et à la sécurité alimentaire.

### 3. Programmation budgétaire de l'OMD 2 et 3

- 39.** La majorité des indicateurs liés à l'OMD 2 « **Assurer l'éducation primaire universelle** » peine à suivre le sentier idéal pour atteindre la cible fixée en 2015. De nombreux efforts restent encore à faire en matière d'alphabétisation car le taux d'analphabétisme des personnes âgées de 15 ans et plus est en deçà des attentes par rapport au rythme d'évolution attendu au niveau du sentier des OMD, et les femmes demeurent défavorisées. Cependant, concernant l'éducation primaire, l'indicateur lié au taux net de scolarisation se situe sur une bonne trajectoire.
- 40.** En ce qui concerne l'OMD 3, la situation de l'accès égalitaire se règle progressivement surtout au niveau du primaire où, si les efforts pourraient se poursuivre, voire s'intensifier, la cible pourrait être atteinte. Cependant, il n'en est pas de même pour le secondaire, le technique et le supérieur dans lesquels les filles demeurent moins représentées. Par ailleurs, les femmes sont très peu impliquées à un haut niveau dans le processus de développement.
- 41.** Face à ces tendances, trente interventions ont été retenues dans le Plan d'Actions pour l'atteinte des OMD 2 et 3. La mise en œuvre de ces interventions a été prise en compte dans le BGE exercice 2014, à l'exception des actions relatives à : (i) l'harmonisation des programmes et documents d'accompagnement selon l'Approche Par Compétence (APC) et les sous-cycles dans le primaire; ii) l'amélioration de la gestion des ressources humaines et iii) l'affectation équitable du personnel enseignant dans le secondaire. Ceci essentiellement pour des raisons de disponibilité financière.
- 42.** Au total, 84,037 milliards de FCFA ont été inscrits et mobilisés au profit des OMD 2 et 3, dans le BGE exercice 2014, contre une prévision de 107,72 milliards de FCFA programmés dans le Plan d'Actions, soit un taux de prise en compte de 78% du Plan d'Actions. Ces ressources représentent 82,492 milliards de francs CFA pour l'enseignement primaire et 1,54 milliards pour la formation technique et professionnelle.

### 4. Programmation budgétaire de l'OMD 4

- 43.** La tendance d'évolution du taux de mortalité infanto-juvénile est assez cohérente avec le sentier OMD concerné. Si le rythme d'évolution est maintenu, il serait raisonnable d'espérer atteindre la cible prescrite (65 pour 1000) en 2015. Il en est de même du taux de mortalité infantile. Le niveau de la proportion d'enfants de 1 an vaccinés contre la rougeole est également satisfaisant et en cohérence avec le sentier des OMD.

- 44.** Pour l'ensemble des interventions nécessaires au maintien du rythme d'évolution actuelle, une enveloppe d'environ 3,315 milliards de francs CFA a été allouée à l'exécution des actions de cet objectif au titre de 2014, sur une prévision de ressources de 4,759 milliards de FCFA du Plan d'Actions de l'Initiative 1000 jours, soit une programmation financière de 69,66%.
- 45.** Au niveau des interventions en faveur de cet objectif, il convient de noter la mise en œuvre des mesures relatives au renforcement de la prise en charge de la pneumonie, de la diarrhée et de la Planification Familiale dans les formations sanitaires et dans la communauté et celles relatives au renforcement du personnel des centres de références par la mise à disposition des pédiatres et/ou délégation de tâches n'ont pas de dotation budgétaire pour l'année 2014.

## **5. Programmation budgétaire de l'OMD 5**

- 46.** La plupart des indicateurs de l'OMD 5, relatif à l'amélioration de la santé maternelle, sont encore très loin des valeurs cibles prévues. A moins de deux ans de l'échéance fixée, le niveau élevé des indicateurs révèle que la santé maternelle demeure encore une problématique. Le taux de mortalité maternelle semble hors d'atteinte et le taux de prévalence de la contraception péjorative encore. A l'opposé, la proportion des accouchements assistés et la couverture en des soins prénataux semblent être sur la bonne trajectoire pour la réalisation de l'OMD 5. Les ressources inscrites au BGE, exercice 2014 pour l'atteinte de cet objectif sont de 3,224 milliards de FCFA, contre une prévision de 1,203 milliards de FCFA dans le Plan d'Actions de l'Initiative 1000 jours, soit un taux de prise en compte de 268,06%. Cette augmentation substantielle des ressources résulte de la forte dotation faite pour l'amélioration et le renforcement de la couverture des accouchements assistés en liaison avec la politique gouvernementale sur les césariennes, soit 3,083 milliards contre une programmation initiale de 298 millions de francs CFA.

## **6. Programmation budgétaire de l'OMD 6**

- 47.** L'OMD 6, relatif à la maîtrise du VIH/Sida, du paludisme et des autres maladies, pourrait être atteint d'ici 2015 dans une certaine mesure. En effet, le taux de prévalence du VIH/Sida se situe à un niveau très appréciable, en deçà de la cible visée pour 2015 ; la lutte et le traitement contre la tuberculose semblent porter des fruits, car le Bénin est en passe d'atteindre les normes de l'OMS en la matière. Cependant, le paludisme sévit toujours et la proportion d'enfants de moins de 5 ans souffrant de fièvre et traités avec les médicaments anti-paludéens appropriés est encore trop faible. L'atteinte de l'OMD 6 requiert que les nombreuses actions en cours dans ce sens se poursuivent, que les efforts soient maintenus et que les acquis soient consolidés. Les ressources inscrites au budget 2014 afin d'atteindre cet objectif sont de 4,9 milliards sur une prévision de 34,6 milliards, soit une prise en compte d'environ 14,15% pérennisés.

## **7. Programmation budgétaire de l'OMD 7**

- 48.** En ce qui concerne l'OMD 7, la Cible 7C, relative à la réduction de moitié, d'ici à 2015, du pourcentage de la population qui n'a pas accès de façon durable à un approvisionnement en eau potable ni à des services d'assainissement de base, sera probablement atteinte à l'horizon 2015 au regard des performances enregistrées ces dernières années.
- 49.** Au plan budgétaire, une dotation de 78,35 milliards a été inscrite en 2014 sur une prévision de 220,66 milliards de francs CFA, soit 35,51% pour assurer un environnement durable. Les interventions de

cet objectif portent sur les routes, l'énergie, l'eau et le cadre de vie. Toutes les interventions du Plan d'Actions sont prises en compte dans le BGE, à l'exception de la sécurisation de l'énergie électrique pour la production et la distribution de l'eau et le renforcement du système de suivi évaluation au niveau du secteur de l'eau.

### III. Niveau de réalisation du plan d'actions de l'Initiative 1000 jours par OMD au 30 juin 2014

#### 1. Situation de réalisation des initiatives OMD au Bénin

**50.** L'analyse de l'exécution financière du Plan d'Actions fait ressortir qu'un montant total de 86 268,98 millions FCFA a été ordonnancé au premier semestre de l'année 2014, sur une dotation budgétaire de 130 549,03 millions FCFA, prévue pour la même période, soit environ un taux d'exécution financière de 66,08%.

**51.** Par rapport à la réalisation physique du Plan d'Actions, il a été enregistré au premier semestre 2014, un taux d'exécution de 68,96% base semestrielle, soit un taux de 40,05% base annuelle.

**Tableau 4 : Synthèse des taux d'exécution du Plan d'Actions de l'Initiative 1000 jours au 30 juin 2014 par OMD**

Interventions	Taux d'Exécution financière		Taux d'Exécution physique			
			1er trimestre		2ème trimestre	
	1er trimestre	2ème trimestre	Base annuelle	Base trimestrielle (cible 100%)	Base annuelle	Base semestrielle (cible 100%)
OMD 1	31,27%	77,50%	17,52%	127,62%	41,60%	70,17%
OMD 2&3	89,39%	81,31%	17,06%	65,99%	31,79%	63,85%
OMD 4	98,57%	79,88%	0,64%	26,13%	74,41%	92,80%
OMD 5	0,28%	59,21%	0,00%	0,00%	18,13%	49,39%
OMD 6	11,22%	51,41%	5,58%	50,58%	33,64%	68,80%
OMD 7	71,00%	40,68%	14,31%	59,52%	40,75%	68,75%
<b>PLAN D' ACTIONS</b>	<b>78,56%</b>	<b>66,08%</b>	<b>9,38%</b>	<b>56,54%</b>	<b>40,05%</b>	<b>68,96%</b>

Source : DPP/Ministères sectoriels, DCSP-OMD, 2014

**52.** Globalement, le niveau d'exécution financière du plan au premier semestre est en baisse par rapport à son niveau du premier trimestre. Cependant, en terme absolu, le volume des ressources exécutées au second trimestre est bien au-dessus de celui du premier trimestre. Cette dynamique est portée par les améliorations enregistrées au niveau des OMD 1, 5 et 6. Les niveaux d'exécution financière des OMD 2 & 3 sont restés globalement constants alors que l'OMD 4 et l'OMD 7 ont connu un fléchissement par rapport aux attentes.

**Tableau 5 : Synthèse des taux d'exécution du Plan d'Actions de l'Initiative 1000 jours au 30 juin 2014 par OMD et par Ministère**

OMD/MINISTERE		Montant (en millions de FCFA)		Taux d'Exécution Financière (TEF), base ordonnancement	Taux d'Exécution Physique (TEP)	
		Montant programmé	Montant ordonnancé		Base annuelle	Base semestrielle (cible 100%)
OMD 1	MAEP	14 895,67	10 536,20	70,73%	35,00%	49,61%
	MICROFINANCE	1 921,494	2 496,334	129,92%	51,50%	101%
<b>TOTAL OMD 1</b>		<b>16 817,16</b>	<b>13 032,53</b>	<b>77,50%</b>	<b>41,60%</b>	<b>70,17%</b>
OMD 2 & 3	MEMP	57 772,411	46 387,831	80,29%	22 %	44,89%
	MESFTPRIJ	4 110,784	3 930,787	95,62%	46,25 %	92 %
	MCAAT	475,982	124,979	26 %	8,69%	17,39%
<b>TOTAL OMD 2 &amp; 3</b>		<b>62 359,18</b>	<b>50 443,60</b>	<b>80,89%</b>	<b>31,79%</b>	<b>63,85%</b>
OMD 4	<b>SANTE INFANTILE</b>	3 272,77	2 614,41	79,88%	74,41%	92,80%
OMD 5	<b>SANTE MATERNELLE</b>	1 679,75	994,62	59,21%	18,13%	49,39%
OMD 6	<b>Lutte contre le VIH, le paludisme et d'autres maladies</b>	2 777,84	1 428,12	51,41%	33,64%	68,80%
<b>TOTAL OMD SANTE</b>		<b>7 730,36</b>	<b>5 037,15</b>	<b>65,16%</b>	<b>42,06%</b>	<b>70,33%</b>
OMD 7	MTPT	8 020,000	196,42	2,45%	37,65%	50,66%
	MEMIP	322,45857	122,45857	37,98%	55,00%	89,07%
	MUHA	19 038,98	7 081,477	37,19%	20,66%	93,58%
	MECGCCRPRNF	1007,7	662,90	65,78%	24,41%	37,59%
	MERPMEDER (Eau)	9 172,519	8 969,953	97,79%	42,22%	70,12%
	MERPMEDER (Energie)	6 080,671	722,49	11,88%	49,43%	68,11%
<b>TOTAL OMD 7</b>		<b>43 642,33</b>	<b>17 755,70</b>	<b>40,68%</b>	<b>40,75%</b>	<b>68,75%</b>
<b>PLAN D' ACTIONS</b>		<b>130 549,03</b>	<b>86 268,98</b>	<b>66,08%</b>	<b>40,05%</b>	<b>68,96%</b>

Source : DPP/Ministères sectoriels, DCSP-OMD, 2014

## 2. Niveau de réalisation des interventions de l'OMD1

**53.** Le taux d'exécution physique des interventions prévues dans le Plan d'Actions de l'Initiative 1000 jours pour la réalisation de l'OMD 1, affiche au 30 juin 2014, 41,60% base annuelle, soit 70,17% base semestrielle pour une réalisation financière semestrielle de 77,50% (voir tableau 10). Ces niveaux de réalisation sont surtout portés par le Ministère en charge de la microfinance. Les performances observées au niveau de cet OMD pourraient être plus importantes si le MAEP avait suivi la même dynamique que le Ministère en charge de la microfinance.

**54.** Spécifiquement pour le MAEP, le taux d'exécution financière semestrielle est de 70,73% contre une réalisation physique de 49,61% base semestrielle, soit 35,00% en base annuelle (tableau 6). Les interventions de ce Ministère enregistraient au premier trimestre, respectivement 10,48% et 46,03% comme taux d'exécution financière et taux d'exécution physique sur une base trimestrielle (tableau 7).

La dynamique de progrès au niveau du MAEP a connu une croissance accélérée ; ce qui fait passer le taux d'exécution physique de 8,70% base annuelle au premier trimestre à 35,00% au second trimestre (tableau 7).

- 55.** Ces résultats très moyens du MAEP s'expliquent essentiellement par la difficulté à mettre effectivement les Agents Contractuels Ruraux (devenu Agents Contractuels d'Etat) au travail. Ces derniers démobilisés par le non paiement de leur émoluments sur une longue période ont réduit leur ardeur et leur engagement au travail. Ce genre de situation favorise généralement un coût irrécupérable. Les émoluments ont fini par être payés avec rappel, alors que la baisse du rendement liée aux tensions qui ont prévalu ne pourra plus être récupérée. Une autre contrainte majeure tient aussi au temps relativement long d'obtention de l'avis de non objection des partenaires.
- 56.** Quant au Ministère en charge de la microfinance, le taux d'exécution financière semestrielle s'établit à 129,92% contre une réalisation physique de 101% base semestrielle, soit 51,50% en base annuelle (voir tableau 8). Les interventions de ce Ministère affichaient au premier trimestre, 114,12% et 250%, respectivement le taux d'exécution financière et celui d'exécution physique base trimestrielle (tableau 9). La dynamique de progrès au niveau du Ministère en charge de la microfinance a connu une croissance, ce qui fait passer le taux d'exécution physique de 30,75% base annuelle au premier trimestre à 51,50% au second trimestre (tableau 9). Ces niveaux de réalisation physique sont très satisfaisants, car, sur un plan physique, ils correspondent à 101% des attentes du semestre.
- 57.** Ces performances, bien que reluisantes suscitent des commentaires. L'intervention A « Renforcement des capacités d'autonomisation » enregistre un taux d'exécution financière de 169,76%, soit un large dépassement par rapport à la programmation, alors que l'intervention B, « Facilitation d'accès à l'emploi », enregistre une contre performance s'établissant à 29,04%. Au total, deux raisons expliquent cette situation. Il s'agit de la forte influence des décisions politiques qui modifient de façon significative la programmation de base en cours d'exécution et la mauvaise planification des interventions dans certaines structures à charge.

**Tableau 6 : Taux d'exécution des interventions du MAEP au 30 juin 2014**

INTERVENTIONS	Taux d'Exécution Financière	Taux d'Exécution Physique (TEP)	
		Base annuelle	Base semestrielle
			(cible 100%)
<b>MAEP</b>			
Intervention A»: Semences, engrais et produits phytosanitaires et vétérinaires	84,50%	53,00%	77,94%
Intervention B»: Aménagements agricoles et sécurité foncière	74,77%	36,00%	65,45%
Intervention C»: Mécanisation agricole et innovations technologiques	45,78%	28%	58,33%
Intervention D»: Financement et marché	20,67%	31,00%	55,36%
Intervention E»: Nutrition et sécurité alimentaire	23,84%	20,00%	35,71%
<b>TOTAL MAEP</b>	<b>70,73%</b>	<b>35,00%</b>	<b>49,61%</b>

**Source:** DPP/MAEP, DCSP-OMD, 2014

**Tableau 7 : Comparaison des taux d'exécution des interventions du MAEP au 31 mars et au 30 juin 2014**

Interventions	Taux d'Exécution Financière		Taux d'Exécution Physique			
			1er trimestre		2ème trimestre	
	1er trimestre	2ème trimestre	Base annuelle	Base trimestrielle (cible 100%)	Base annuelle	Base semestrielle (cible 100%)
<b>MAEP</b>						
Intervention A	3,60%	84,50%	0,00%	0,00%	53,00%	77,94%
Intervention B	22,33%	74,77%	9,00%	60,00%	36,00%	65,45%
Intervention C	10,52%	45,78%	4%	26,67%	28%	58,33%
Intervention D	21,83%	20,67%	10,00%	45,45%	31,00%	55,36%
Intervention E	50,00%	23,84%	20,00%	100,00%	20,00%	35,71%
<b>Total MAEP</b>	<b>10,48%</b>	<b>70,73%</b>	<b>8,70%</b>	<b>46,03%</b>	<b>35,00%</b>	<b>49,61%</b>

**Source:** DPP/MAEP, DCSP-OMD, 2014

**Tableau 8 : Taux d'exécution des interventions du MCMEJF**

INTERVENTIONS	Taux d'Exécution Financière (TEF)	Taux d'Exécution Physique (TEP)	
		Base annuelle	Base semestrielle (cible 100%)
<b>Intervention A</b> : Renforcement des capacités d'autonomisation	169,76%	75%	158%
<b>Intervention B</b> : Facilitation d'accès à l'emploi	29,04%	28,00%	44%
<b>TOTAL MCMEJF</b>	<b>129,92%</b>	<b>51,50%</b>	<b>101%</b>

**Source :** DPP/Ministères sectoriels, DCSP-OMD, 2014

**Tableau 9 : Comparaison des taux d'exécution de MCMEJF au 31 mars et au 30 juin 2014**

Interventions	Taux d'Exécution Financière		Taux d'Exécution Physique			
			1er trimestre		2ème trimestre	
	1er trimestre	2ème trimestre	Base annuelle	Base trimestrielle (cible 100%)	Base annuelle	Base semestrielle (cible 100%)
<b>Intervention A:</b>	149,67%	169,76%	55,00%	400%	75%	158%
<b>Intervention B:</b>	3,26%	29,04%	6,50%	100%	28,00%	44%
<b>TOTAL MCMEJF</b>	<b>114,12%</b>	<b>129,92%</b>	<b>30,75%</b>	<b>250%</b>	<b>51,50%</b>	<b>101%</b>

**Source :** DPP/Ministères sectoriels, DCSP-OMD, 2014

**Tableau 10 : Taux d'exécution des interventions de l'OMD 1 au 30 juin 2014**

INTERVENTIONS	Taux d'Exécution Financière	Taux d'Exécution Physique (TEP)	
		Base annuelle	Base semestrielle (cible 100%)
<b>MAEP</b>			
Intervention A»: Semences, engrais et produits phytosanitaires et vétérinaires	84,50%	53,00%	77,94%
Intervention B»: Aménagements agricoles et sécurité foncière	74,77%	36,00%	65,45%
Intervention C»: Mécanisation agricole et innovations technologiques	45,78%	28%	58,33%
Intervention D»: Financement et marché	20,67%	31,00%	55,36%
Intervention E»: Nutrition et sécurité alimentaire	23,84%	20,00%	35,71%
<b>TOTAL MAEP</b>	<b>70,73%</b>	<b>35,00%</b>	<b>49,61%</b>
<b>MECMEJF</b>			
<b>Intervention A</b> : Renforcement des capacités d'autonomisation	169,76%	75%	158%
<b>Intervention B</b> : Facilitation d'accès à l'emploi	29,04%	28,00%	44%
<b>TOTAL MCMEJF</b>	<b>129,92%</b>	<b>51,50%</b>	<b>101%</b>
<b>ENSEMBLE OMD 1</b>	<b>77,50%</b>	<b>41,60%</b>	<b>70,17%</b>

**Source** : DPP/MAEP, DPP/MECMEJF, DCSP-OMD, 2014

**Tableau 11 : Comparaison des taux d'exécution de l'OMD 1 au 31 mars et au 30 juin 2014**

Interventions	Taux d'Exécution Financière		Taux d'Exécution Physique			
			1er trimestre		2ème trimestre	
	1er trimestre	2ème trimestre	Base annuelle	Base trimestrielle (cible100%)	Base annuelle	Base semestrielle (cible100%)
<b>MAEP</b>						
Intervention A	3,60%	84,50%	0,00%	0,00%	53,00%	77,94%
Intervention B	22,33%	74,77%	9,00%	60,00%	36,00%	65,45%
Intervention C	10,52%	45,78%	4%	26,67%	28%	58,33%
Intervention D	21,83%	20,67%	10,00%	45,45%	31,00%	55,36%
Intervention E	50,00%	23,84%	20,00%	100,00%	20,00%	35,71%
<b>Total MAEP</b>	<b>10,48%</b>	<b>70,73%</b>	<b>8,70%</b>	<b>46,03%</b>	<b>35,00%</b>	<b>49,61%</b>
<b>MCMEJF</b>						
<b>Intervention A:</b>	149,67%	169,76%	55,00%	400%	75%	158%
<b>Intervention B:</b>	3,26%	29,04%	6,50%	100%	28,00%	44%
<b>TOTAL MCMEJF</b>	<b>114,12%</b>	<b>129,92%</b>	<b>30,75%</b>	<b>250%</b>	<b>51,50%</b>	<b>101%</b>
<b>ENSEMBLE OMD 1</b>	<b>31,27%</b>	<b>77,50%</b>	<b>17,52%</b>	<b>127,62%</b>	<b>41,60%</b>	<b>70,17%</b>

**Source :** DPP/MAEP, DPP/MECMEJF, DCSP-OMD, 2014

### 3. Niveau de réalisation des interventions de l'OMD 2 et de l'OMD 3

- 58.** Le taux d'exécution physique des interventions, prévues dans le Plan d'Actions de l'Initiative 1000 jours pour la réalisation des OMD 2 et 3, affiche au 30 juin 2014, 31,79% base annuelle, soit 63,85% base semestrielle, pour une réalisation financière semestrielle de 80,89% (voir tableau 18). Ces niveaux de réalisation sont notamment tirés par le MEMP et le Ministère en charge de l'enseignement secondaire. Ces performances pourraient être meilleures si le MCAAT avait suivi la même dynamique que les deux autres Ministères.
- 59.** De façon spécifique, en ce qui concerne le MEMP, le taux d'exécution financière semestrielle s'établit à 80,29% pour une réalisation physique de 44,89% base semestrielle, soit 22% en base annuelle (tableau 12). Ces mêmes niveaux d'exécution affichaient au premier trimestre, 88,19% et 41,39% respectivement, comme taux d'exécution financière et taux d'exécution physique base trimestrielle (tableau 13). La dynamique de progrès au niveau du MEMP est restée constante ; ce qui fait passer le taux d'exécution physique base annuelle de 10,35% au premier trimestre à 22% au second trimestre (tableau 13). Ces niveaux de réalisation physique sont largement en deçà des attentes car, ils ne correspondent qu'à 44,89% des attentes, soit moins de 5 attentes sur 10. Compte tenu de l'importance du secteur de l'éducation dans les OMD 2 et 3, il urge que des mesures hardies soient prises pour corriger cette tendance. A cet effet, des solutions accélératrices doivent être trouvées afin que les interventions suivantes puissent connaître l'effectivité de leur réalisation : Intervention C : « Développer les opportunités d'accès pour les enfants non scolarisés et déscolarisés ayant dépassé l'âge d'entrée à l'école », Intervention E : « Renforcer le partenariat public / privé », Intervention F : « Réduire les taux

d'abandon et de redoublement dans l'enseignement primaire », Intervention G : « Créer et renforcer les cantines scolaires dans les milieux défavorisés », Intervention I : « Harmoniser tous les programmes et documents d'accompagnement selon l'APC et les sous cycles », Intervention J : « Rendre disponibles et à temps dans toutes les écoles les intrants pédagogiques », Intervention L : « Expérimenter les langues nationales à l'école primaire », Intervention S : « Accroître les TBS des filles dans l'enseignement primaire ».

- 60.** Ces taux d'exécution relativement mitigés (fort taux d'exécution financière et taux d'exécution physique très moyen) s'expliquent par des décomptes payés pour des interventions dont l'exécution physique est constatée l'année dernière et des dépenses de transfert totalement exécutées. Cependant, il est à noter que plusieurs activités/tâches n'ont pas connu de démarrage. Ceci est lié au retard dans la mise en place du cadre institutionnel approprié. Le plan stratégique du Bénin qui décline la vision du Bénin en matière de développement des opportunités d'accès pour les enfants non scolarisés et déscolarisés ayant dépassé l'âge d'entrée à l'école n'a été adopté par le Gouvernement qu'en septembre 2014. Le défaut d'adoption de ce plan avait amorti l'élan des partenaires techniques et financiers sur l'intervention (Coopération Suisse, Plan Bénin, UNICEF). Il est donc à espérer que les activités relatives à cette intervention démarreront une fois la vision adoptée.
- 61.** Aussi, pour accélérer les interventions dans le secteur de l'enseignement maternel et primaire, il paraît nécessaire de renforcer la délégation du contrôle financier du Ministère pour donner plus de célérité au traitement des dossiers. Enfin, l'équipe de coordination en charge de l'intervention F « Réduire les taux d'abandon et de redoublement dans l'enseignement primaire » doit être recomposée.
- 62.** Pour ce qui est du Ministère en charge de l'enseignement secondaire, le taux d'exécution financière semestrielle affiche 95,62% pour une réalisation physique de 92% base semestrielle, soit 46,25% en base annuelle (tableau 14). Ces mêmes niveaux d'exécution affichaient au premier trimestre, 101,89% et 101% respectivement le taux d'exécution financière et celui d'exécution physique base trimestrielle (tableau 15). La dynamique de progrès au niveau de ce Ministère est pratiquement constante, ce qui fait passer le taux d'exécution physique de 26,57% base annuelle au premier trimestre à 46,25% au second trimestre (tableau 15). Ces niveaux de réalisation physique sont satisfaisants, car sur un plan physique, elles correspondent à 9,2 attentes sur 10.
- 63.** Il est cependant important de préciser que ce bon niveau de taux d'exécution financière est lié aux dépenses de transfert et à la mobilisation de ressources pour des activités qui sont toujours à la phase préparatoire pour cause de grève dans le secteur. Les grèves enregistrées dans le secteur continuent d'influencer la progression normale de certaines activités qui ont dû être reprogrammées au troisième trimestre. Il s'agit des interventions G « Accroissement de l'accès à l'ETFP », H « Recrutement et formation des enseignants et formateurs » et J « Renforcement de l'inspection pédagogique dans les établissements ». En revanche, l'intervention I, programmée plutôt pour le troisième trimestre a été réalisée par anticipation, d'où le taux d'exécution financière de 233,09% enregistré.
- 64.** Quant au MCAAT, le taux d'exécution financière semestrielle s'établit à 26,26% contre une réalisation physique de 17,39% base semestrielle, soit 8,69% en base annuelle (tableau 16). Ces mêmes taux d'exécution étaient au premier trimestre, de 141,22% et 27% respectivement pour le taux d'exécution financière et le taux d'exécution physique base trimestrielle (tableau 17). La dynamique de progrès au niveau du MCAAT s'est décélérée, ce qui fait passer le taux d'exécution physique de 6,80% base annuelle au premier trimestre à 8,69% au second trimestre (tableau 17). Ces niveaux de réalisation physique sont relativement faibles, car sur un plan physique ils ne correspondent qu'à 17,39% des attentes, soit moins de 2 attentes sur 10. Compte tenu de l'importance du secteur de l'alphabétisation dans les OMD 2 et 3, il est impératif que des mesures hardies soient prises pour corriger cette tendance. A cet effet, des solutions accélératrices doivent être prises afin de concrétiser la réalisation de l'intervention K : « Expérimenter les langues nationales à l'école primaire ».

**Tableau 12 : Taux d'exécution des interventions du MEMP**

INTERVENTIONS	Taux d'Exécution Financière	Taux d'Exécution Physique (TEP)	
		Base annuelle (cible moyenne 25%)	Base semestrielle (cible 100%)
<b>Intervention A :</b> Accroître le taux net de scolarisation dans les communes ayant les plus faibles taux net de scolarité	97,61%	80,00 %	160%
<b>Intervention B :</b> Assurer l'intégration des enfants à besoins spécifiques dans le système éducatif	49,38	100 %	200%
<b>Intervention C :</b> Développer les opportunités d'accès pour les enfants non scolarisés et déscolarisés ayant dépassé l'âge d'entrée à l'école	0 %	0 %	0 %
<b>Intervention D :</b> Assurer une couverture équitable des besoins en infrastructures et en enseignants	91,61 %	32,5 %	65 %
<b>Intervention E :</b> Renforcer le partenariat public / privé	0 %	0 %	0,00 %
<b>Intervention F :</b> Réduire les taux d'abandon et de redoublement dans l'enseignement primaire	1,23 %	0 %	0,00 %
<b>Intervention G :</b> Créer et renforcer les cantines scolaires dans les milieux défavorisés	4,81 %	0 %	0 %
<b>Intervention H :</b> Renforcer la qualification des enseignants et du personnel d'encadrement	69,55 %	18,44 %	37 %
<b>Intervention I :</b> Harmoniser tous les programmes et documents et documents d'accompagnement selon l'APC et les sous cycles	0	0,00 %	0,00 %
<b>Intervention J :</b> Rendre disponibles et à temps dans toutes les écoles les intrants pédagogiques	5,41 %	0,00 %	0,00 %
<b>Intervention K :</b> Promouvoir le bien-être en milieu scolaire	93,56 %	27,06 %	54 %
<b>Intervention L :</b> Expérimenter les langues nationales à l'école primaire	0	0,00%	0 %
<b>Intervention M :</b> Améliorer les compétences en lecture et en calcul dans les premières années d'enseignement	99,07 %	15,00 %	30 %
<b>Intervention N :</b> Organiser les examens de fin de cycle	50,88 %	100,00%	200 %
<b>Intervention O :</b> Améliorer la gestion pédagogique	78,67 %	25,00%	50 %
<b>Intervention P :</b> Améliorer la gestion financière	0 ,00%	0 ,00%	0 %
<b>Intervention Q :</b> Améliorer la gestion des ressources humaines	0,00%	000%	0.00%
<b>Intervention R :</b> Renforcer le pilotage du système	58,66 %	6 ,99 %	14 %
<b>Intervention S :</b> Accroître les TBS des filles dans l'enseignement primaire	143,14 %	0 ,00%	0 ,00%
<b>TOTAL MEMP</b>	<b>80,29%</b>	<b>22%</b>	<b>44,89%</b>

**Source :** DPP/Ministères sectoriels, DCSP-OMD, 2014

**Tableau 13 : Comparaison des taux d'exécution de MEMP au 31 mars et au 30 juin 2014**

INTERVENTIONS	Taux d'Exécution Financière(TEF)		Taux d'Exécution Physique			
			1er trimestre		2ème trimestre	
	1er trimestre	2ème trimestre	Base annuelle (cible moyenne 25%)	Base trimestrielle (cible100%)	Base annuelle (cible moyenne 25%)	Base semestrielle (cible100%)
<b>Intervention A</b>	97,17%	97,61%	80,00%	320%	80,00%	160%
<b>Intervention B</b>	0,00%	49,38	0,00%	0,00%	100%	200%
<b>Intervention C</b>	0,00%	0%	0,00%	0,00%	0%	0%
<b>Intervention D</b>	93,51%	91,61%	28,75%	115%	32,5%	65%
<b>Intervention E</b>	0,0%	0%	0	0,00%	0%	0,00%
<b>Intervention F</b>	0,00%	1,23%	0,00%	0,00%	0%	0,00%
<b>Intervention G</b>	0,00%	4,81%	0,00%	0,00%	0%	0%
<b>Intervention H</b>	64,81 %	69,55%	12,36 %	49%	18,44%	37%
<b>Intervention I</b>	0,00%	0	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
<b>Intervention J</b>	100,00%	5,41%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
<b>Intervention K</b>	75,53 %	93,56%	24 ,00%	96%	27,06%	54%
<b>Intervention L</b>	0,00%	0	0,00%	0,00%	0,00%	0%
<b>Intervention M</b>	0,00%	99,07%	0,00%	0,00%	15,00%	30%
<b>Intervention N</b>	100,00%	50,88%	0,00%	0,00%	100,00%	200%
<b>Intervention O</b>	0,00%	78,67%	0,00%	0,00%	25,00%	50%
<b>Intervention P</b>	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0%
<b>Intervention Q</b>	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
<b>Intervention R</b>	0,00%	58,86%	0,00%	0,00%	6,99%	14%
<b>Intervention S</b>	0,00%	143,14%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
<b>TOTAL MEMP</b>	<b>88,19%</b>	<b>80,29%</b>	<b>10,35%</b>	<b>41,39%</b>	<b>22%</b>	<b>44,89%</b>

**Source** : DPP/Ministères sectoriels, DCSP-OMD, 2014

**Tableau 14 : Taux d'exécution des interventions du MESFTPRIJ**

INTERVENTIONS	Taux d'Exécution Financière	Taux d'Exécution Physique(TEP)	
		Base annuelle (cible moyenne 25%)	Base semestrielle (cible100%)
<b>Intervention A :</b> Renforcement des infrastructures en quantité, en qualité et de façon équitable	32,31%	26,67%	53,34%
<b>Intervention B :</b> Allocation équitable du personnel enseignant	-	-	-
<b>Intervention C :</b> Prise de mesures spéciales de soutien en faveur des élèves défavorisés pour assurer une plus grande égalité dans l'accès au secondaire	-	-	-
<b>Intervention D :</b> Formation initiale et continue des enseignants et du corps de contrôle (CP et inspecteurs)	100,00%	100,00%	200%
<b>Intervention E :</b> Mise à disposition des établissements des programmes d'études et guides pédagogiques pour les deux cycles selon l'approche par compétences	99,07%	70,00%	140,0%
<b>Intervention F :</b> Renforcement des capacités des professeurs à la mise en œuvre des programmes selon l'APC	0	0,00%	0%
<b>Intervention G :</b> Accroissement de l'accès à l'ETFP	75,67%	60%	120%
<b>Intervention H :</b> Recrutement et formation des enseignants et formateurs	99,98%	10%	20%
<b>Intervention I :</b> Développement des offres de formation professionnelle	233,09%	27,50%	55%
<b>Intervention J :</b> Renforcement de l'inspection pédagogique dans les établissements	79,48%	10%	20%
<b>Intervention K :</b> Amélioration de l'accès des filles à l'enseignement secondaire général	93,61%	100%	200%
<b>TOTAL MESFTPRIJ</b>	<b>95,62%</b>	<b>46,25%</b>	<b>92%</b>

**Source :** DPP/Ministères sectoriels, DCSP-OMD, 2014

**Tableau 15 : Comparaison des taux d'exécution du MESFTPRIJ au 31 mars et au 30 juin 2014**

INTERVENTIONS	Taux d'Exécution Financière		Taux d'Exécution Physique			
			1er trimestre		2ème trimestre	
	1er trimestre	2ème trimestre	Base annuelle (cible moyenne 25%)	Base trimestrielle (cible 100%)	Base annuelle (cible moyenne 25%)	Base semestrielle (cible 100%)
<b>Intervention A</b>	91,68%	32,31%	13,33%	53%	26,67%	53,34%
<b>Intervention B</b>	-	-	-	-	-	-
<b>Intervention C</b>	-	-	-	-	-	-
<b>Intervention D</b>	100,00%	100,00%	100,00%	400%	100,00%	200%
<b>Intervention E</b>	0,00%	99,07%	25,00%	100%	70,00%	140,0%
<b>Intervention F</b>	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0%
<b>Intervention G :</b>	0,00%	75,67%	20,00%	80%	60%	120%
<b>Intervention H</b>	0,00%	99,98%	10,00%	40%	10%	20%
<b>Intervention I</b>	100,00%	233,09%	27,50%	110%	27,50%	55%
<b>Intervention J</b>	0,00%	79,48%	5,00%	20%	10%	20%
<b>Intervention K</b>	96,01%	93,61%	100%	400%	100%	200%
<b>TOTAL MESFTPRIJ</b>	<b>101,89%</b>	<b>95,62%</b>	<b>26,57%</b>	<b>101%</b>	<b>46,25%</b>	<b>92%</b>

**Source** : DPP/Ministères sectoriels, DCSP-OMD, 2014

**Tableau 16 : Taux d'exécution des interventions du MCAAT**

INTERVENTIONS	Taux d'Exécution Financière	Taux d'Exécution Physique (TEP)	
		Base annuelle	Base semestrielle (cible 100%)
<b>Intervention C</b> : Développer les opportunités d'accès pour les enfants non scolarisés	28,09%	10,87%	22%
<b>Intervention L</b> : Expérimenter les langues nationales à l'école primaire	0%	0%	0%
<b>TOTAL MCAAT</b>	<b>26,26%</b>	<b>8,69%</b>	<b>17,39%</b>

**Source** : DPP/Ministères sectoriels, DCSP-OMD, 2014

**Tableau 17 : Comparaison des taux d'exécution du MCAAT au 31 mars et au 30 juin 2014**

INTERVENTIONS	Taux d'Exécution Financière		Taux d'Exécution Physique			
			1er trimestre		2ème trimestre	
	1er trimestre	2ème trimestre	Base annuelle	Base trimestrielle	Base annuelle	Base semestrielle (cible 100%)
<b>Intervention C</b>	141,22%	28,09%	8,50%	34%	10,87%	22%
<b>Intervention L</b>	0,0%	0,0%	0,0%	0,00%	0	0%
<b>TOTAL MCAAT</b>	<b>141,22%</b>	<b>26,26%</b>	<b>6,80%</b>	<b>27%</b>	<b>8,69%</b>	<b>17,39%</b>

**Source** : DPP/Ministères sectoriels, DCSP-OMD, 2014

**Tableau 18 : Taux d'exécution des OMD 2 et 3 au 30 juin 2014**

INTERVENTIONS	Taux d'Exécution Financière	Taux d'Exécution Physique	
		Base annuelle	Base semestrielle (cible 100%)
<b>MEMP</b>	80,29%	22%	44,89%
<b>MESFTPRIJ</b>	95,62%	46,25%	92%
<b>MCAAT</b>	26,26%	8,69%	17,39%
<b>ENSEMBLE OMD 2 &amp; 3</b>	<b>80,89%</b>	<b>31,79%</b>	<b>63,85%</b>

**Source** : DPP/Ministères sectoriels, DCSP-OMD, 2014

**Tableau 19 : Comparaison des taux d'exécution des OMD 2 et 3 au 31 mars et au 30 juin 2014**

INTERVENTIONS	Taux d'Exécution financière(TEF)		Taux d'exécution physique			
			1er trimestre		2ème trimestre	
	1er trimestre	2ème trimestre	Base annuelle (cible moyenne 25%)	Base trimestrielle (cible 100%)	Base annuelle (cible moyenne 25%)	Base semestrielle (cible 100%)
<b>MEMP</b>	88,19%	80,29%	10,35%	41%	22,00%	44,89%
<b>MESFTPRIJ</b>	101,89%	95,62%	26,57%	101%	46,25%	92%
<b>MCAAT</b>	141,22%	26,26%	6,80%	27%	8,69%	17,39%
<b>ENSEMBLE OMD 2 &amp; 3</b>	<b>89,39%</b>	<b>81,31%</b>	<b>17,06%</b>	<b>65,99%</b>	<b>31,79%</b>	<b>63,85%</b>

**Source** : DPP/Ministères sectoriels, DCSP-OMD, 2014

#### 4. Niveau de réalisation des interventions de l'OMD 4

65. Les ressources financières affectées aux interventions en faveur de l'OMD 4, consacré à la santé infantile, ont été ordonnancées à hauteur de 79,88% au premier semestre pour un taux d'exécution physique de 74,41%, base annuelle, soit 92,80% base semestrielle (Tableau 20). Ces mêmes taux d'exécution affichaient au premier trimestre, 98,57% et 0,64% respectivement le taux d'exécution financière et celui d'exécution physique base annuelle (Tableau 21). Pour cet OMD, la dynamique de progrès du Ministère de la Santé s'est accélérée, faisant passer le taux d'exécution physique base annuelle de 0,64% au premier trimestre à 74,41% au second trimestre. Ces niveaux de réalisation sont proches des attentes, car sur un plan physique ils correspondent à 92,80% des attentes du semestre.

**Tableau 20 : Taux d'exécution des interventions de l'OMD 4 au 30 juin 2014**

INTERVENTIONS	Taux d'Exécution Financière	Taux d'Exécution Physique	
		Base annuelle	Base semestrielle (cible 100%)
<b>Intervention A</b> : Prévention des pathologies des nouveau-nés	0,00%	100,00%	100,00%
<b>Intervention B</b> : Amélioration du mécanisme de référence des nouveau-nés	100,00%	100,00%	100,00%
<b>Intervention C</b> : Promotion des soins essentiels aux nouveau-nés y compris la réanimation du nouveau-né	81,55%	84,50%	93,92%
<b>Intervention J</b> : mise en place d'un mécanisme de collecte, d'analyse des données du niveau communautaire et du secteur privé	0,00%	25,00%	50,00%
<b>Intervention K</b> : Développement du partenariat avec les mairies et les radios locales pour la mobilisation communautaire et la pérennisation de la MEO des interventions	0,00%	50,00%	100,00%
<b>Intervention L</b> : Renforcement de compétence des RC	0,00%	50,00%	100,00%
<b>Intervention M</b> : Amélioration de l'état nutritionnel des enfants de moins de cinq ans	0,00%	95,45%	100,00%
<b>ENSEMBLE OMD 4</b>	<b>79,88%</b>	<b>74,41%</b>	<b>92,80%</b>

Source : DPP/MS, DCSP-OMD, 2014

**Tableau 21 : Comparaison des taux d'exécution des interventions de l'OMD 4 au 31 mars et au 30 juin 2014**

Interventions	Taux d'Exécution Financière		Taux d'Exécution Physique			
			1er trimestre		2ème trimestre	
	1er trimestre	2ème trimestre	Base annuelle	Base trimestrielle (cible100%)	Base annuelle	Base semestrielle (cible100%)
Intervention A	0,00%	0,00%	0,00%	100,00%	100,00%	100,00%
Intervention B	0,00%	100,00%	0,00%	100,00%	100,00%	100,00%
Intervention C	98,64%	81,55%	2,29%	4,03%	84,50%	93,92%
Intervention J	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	25,00%	50,00%
Intervention K	0,00%	0,00%	0,00%	-	50,00%	100,00%
Intervention L	0,00%	0,00%	0,00%	-	50,00%	100,00%
Intervention M	0,00%	0,00%	0,00%	-	95,45%	100,00%
<b>ENSEMBLE OMD 4</b>	<b>98,57%</b>	<b>79,88%</b>	<b>0,64%</b>	<b>26,13%</b>	<b>74,41%</b>	<b>92,80%</b>

Source : DPP/MS, DCSP-OMD, 2014

## 5. Niveau de réalisation des interventions de l'OMD 5

**66.** Au terme du premier semestre 2014, les interventions prévues dans le Plan d'Actions de l'initiative 1000 jours pour accélérer l'atteinte de l'OMD 5 consacré à la santé maternelle ont enregistré un taux d'exécution physique de 18,13% base annuelle, soit 49,39% base semestrielle. Leur taux d'exécution financière pour le compte du premier semestre s'établit à 59,21% (Tableau 22). Ces mêmes taux d'exécution étaient, au premier trimestre, de 0,28% et de 0,00% respectivement le taux d'exécution financière et celui d'exécution physique. Ainsi, au niveau de l'OMD 5, le taux d'exécution physique base annuelle passe de 0,00% au premier trimestre à 18,13% au second trimestre (Tableau 23). Ce niveau de réalisation physique est largement en deçà des attentes, car il correspond à 49,39% des attentes. Etant donné l'importance de cet OMD pour la réduction de la mortalité maternelle, il urge que des actions soient menées pour corriger cette tendance, notamment dans le cadre de l'« Amélioration du taux de couverture en planification familiale ».

**Tableau 22 : Taux d'exécution des interventions de l'OMD 5 au 30 juin 2014**

INTERVENTIONS	Taux d'Exécution Financière	Taux d'Exécution Physique	
		Base annuelle	Base semestrielle (cible 100%)
<b>Intervention A</b> : Améliorer la disponibilité, l'accès et la qualité des fonctions SONU dans les formations sanitaires et les hôpitaux	0,00%	13,85%	66,13%
<b>Intervention B</b> : Améliorer la couverture des accouchements assistés	61,19%	26,00%	50,56%
<b>Intervention C</b> : Améliorer le taux de couverture en planification familiale	0,00%	5,19%	14,67%
<b>ENSEMBLE OMD 5</b>	<b>59,21%</b>	<b>18,13%</b>	<b>49,39%</b>

Source : DPP/Ministères sectoriels, DCSP-OMD, 2014

**Tableau 23 : Comparaison des taux d'exécution des interventions de l'OMD 5 au 31 mars et au 30 juin 2014**

Interventions	Taux d'Exécution Financière		Taux d'Exécution Physique			
			1er trimestre		2ème trimestre	
	1er trimestre	2ème trimestre	Base annuelle	Base trimestrielle (cible 100%)	Base annuelle	Base semestrielle (cible 100%)
Intervention A	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	13,85%	66,13%
Intervention B	0,28%	61,19%	0,00%	0,00%	26,00%	50,56%
Intervention C	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	5,19%	14,67%
<b>ENSEMBLE OMD 5</b>	<b>0,28%</b>	<b>59,21%</b>	<b>0,00%</b>	<b>0,00%</b>	<b>18,13%</b>	<b>49,39%</b>

Source : DPP/Ministères sectoriels, DCSP-OMD, 2014

## 6. Niveau de réalisation des interventions de l'OMD 6

**67.** Les interventions prévues dans le Plan d'Actions de l'Initiative 1000 jours pour accélérer l'atteinte de l'OMD 6 consacré à la lutte contre le paludisme, la tuberculose et le VIH/SIDA ont enregistré, au titre du premier semestre 2014, un taux d'exécution physique de 33,64% base annuelle, soit 68,80% base semestrielle, pour un taux de réalisation financière de 51,41% (Tableau 24). Ces mêmes niveaux d'exécution sont notamment tirés par les volets « Paludisme », « Tuberculose » et le volet visant à « Assurer l'accès au traitement contre le VIH/SIDA ». Les performances de cet OMD pourraient être meilleures si le volet visant à « Enrayer la propagation du VIH/SIDA » suivait la même dynamique que les trois autres.

**68.** En ce qui concerne les interventions visant à enrayer la propagation du VIH/SIDA d'ici 2015, le taux d'exécution financière est de 13,95% et de 15,92% pour la réalisation physique base annuelle (soit 24,25% base semestrielle) au 30 juin 2014. Ces mêmes taux d'exécution affichaient au premier trimestre, 1,36% et 0,22% respectivement le taux d'exécution financière et celui d'exécution physique base

annuelle (Tableau 25). Le taux d'exécution physique (base annuelle) a connu une hausse au niveau de ce volet passant de 0,22% à 15,92% au premier trimestre et au second trimestre. Cependant, ce volet enregistre des réalisations largement en deçà des attentes, car le niveau de réalisation physique correspond à 24,25% des attentes. De ce fait, des mesures hardies doivent être prises pour assurer la réalisation de l'intervention relative à « l'Intensification des interventions de lutte contre le Sida en direction des MARP's en contractant des ONG ».

**69.** Pour ce qui est des interventions du volet visant à assurer l'accès aux traitements contre le VIH/SIDA, elles ont enregistré, au titre du premier semestre 2014, un taux d'exécution physique de 45,75% base annuelle, soit 63,50% base semestrielle pour une réalisation financière de 68,08%. Ces mêmes taux d'exécution affichaient au premier trimestre, 0,00% et 6% respectivement le taux d'exécution financière et celui d'exécution physique base annuelle. La dynamique de performance s'est accélérée au niveau de ce volet ce qui fait passer le taux d'exécution physique (base annuelle) de 6% au premier trimestre à 45,75% au second trimestre. Ce niveau de réalisation physique est en deçà des prévisions car il correspond à 63,50% des attentes.

**70.** En ce qui concerne les interventions visant la maîtrise du paludisme et autres grandes maladies, elles ont enregistré un taux d'exécution financière de 77,40% pour une réalisation physique de 34,27% base annuelle, soit 76,20% base semestrielle. Ces mêmes taux d'exécution affichaient au premier trimestre, 49,87% et 6,98% respectivement le taux d'exécution financière et celui d'exécution physique. La dynamique de progrès s'est également accélérée au niveau de ce volet faisant passer le taux d'exécution physique (base annuelle) de 6,98% au premier trimestre à 34,27% au second trimestre. Ce niveau de réalisation physique est satisfaisant, car il correspond à 76,20% des attentes du semestre. Pour un meilleur taux de réalisation au niveau de ce volet, il urge que des mesures soient prises pour réaliser l'intervention D du volet Tuberculose relative à la « Réhabilitation des salles d'hébergement, de soins et des laboratoires de certains centres de diagnostic et les magasins de stockage des médicaments antituberculeux de niveau intermédiaire du programme ».

**Tableau 24 : Taux d'exécution des interventions de l'OMD 6 au 30 juin 2014**

INTERVENTIONS	Taux d'Exécution Financière	Taux d'Exécution Physique	
		Base annuelle	Base semestrielle (cible 100%)
<b>ENRAYER LA PROPAGATION DU VIH/SIDA</b>			
<b>Intervention A :</b> Organisation de deux campagnes de dépistage du VIH par département et par an en milieu scolaire, universitaire et chez les jeunes déscolarisés	6,88%	38,33%	57,07%
<b>Intervention B :</b> Sensibilisation des jeunes à travers l'organisation des journées mondiales de lutte contre le Sida	47,28%	4,85%	9,69%
<b>Intervention C :</b> Organisation de l'enquête de deuxième génération (ESDG) qui permettra de renseigner tous les indicateurs d'impacts liés à l'OMD 6	-	-	-
<b>Intervention D :</b> Intensification des interventions de lutte contre le Sida en direction des MARP's en contractant des ONG	0,00%	0,71%	1,09%

INTERVENTIONS	Taux d'Exécution Financière	Taux d'Exécution Physique	
		Base annuelle	Base semestrielle (cible 100%)
<b>ENSEMBLE ENRAYER PROPAGATION VIH/SIDA</b>	<b>13,95%</b>	<b>15,92%</b>	<b>24,25%</b>
<b>ASSURER L'ACCES AUX TRAITEMENTS CONTRE LE VIH/SIDA</b>			
<b>Intervention A</b> : Acquisition des médicaments ARV et des médicaments de prise en charge des infections opportunistes pour les PVVIH	100,00%	100,00%	100,00%
<b>Intervention B</b> : Acquisition des réactifs pour le dépistage du VIH et pour le suivi biologique des PVVIH	21,95%	25,00%	50,00%
<b>Intervention C</b> : Acquisition des consommables pour le suivi biologique des PVVIH	6,95%	35,00%	66,67%
<b>Intervention D</b> : Recrutement de personnel qualifié pour les sites de prise en charge des PVVIH	-	-	-
<b>ENSEMBLE ASSURER L'ACCES AUX TRAITEMENTS CONTRE LE VIH/SIDA</b>	<b>68,08%</b>	<b>45,75%</b>	<b>63,50%</b>
<b>MAITRISER LE PALUDISME ET D'AUTRES GRANDES MALADIES</b>			
<b>PALUDISME</b>			
<b>Intervention A</b> : Organisation de la campagne de distribution de masse de 2014	90,20%	80,61%	92,58%
<b>Intervention B</b> : Maintien de la distribution de routine aux enfants de moins d'un an	38,98%	58,26%	94,63%
<b>Intervention C</b> : Accès précoce et correct au diagnostic et au traitement des cas de paludisme à tous les niveaux de la pyramide sanitaire	74,61%	50,67%	71,68%
<b>ENSEMBLE PALUDISME</b>	<b>76,98%</b>	<b>54,28%</b>	<b>72,95%</b>
<b>TUBERCULOSE</b>			
<b>Intervention A</b> : Réalisation en 2014 de l'enquête d'incidence, de prévalence et de mortalité liée à la tuberculose dans la population générale	-	-	-
<b>Intervention B</b> : Détection précoce de toutes les formes de tuberculose et un accès rapide au dépistage et au traitement en particulier aux cas de tuberculose à frottis positifs	81,32%	17,72%	86,03%
<b>Intervention C</b> : Formation/recyclage chaque deux ans des prestataires des centres diagnostic de la tuberculose	86,41%	50,00%	100,00%
<b>Intervention D</b> : Réhabilitation des salles d'hébergement, de soins et des laboratoires de certains centres de diagnostic et les magasins de stockage des médicaments antituberculeux de niveau intermédiaire du programme	-	0,00%	-

INTERVENTIONS	Taux d'Exécution Financière	Taux d'Exécution Physique	
		Base annuelle	Base semestrielle (cible 100%)
<b>Intervention E</b> : Rendre fonctionnel l'état civil pour disposer des données fiables sur les décès dus à la tuberculose au sein de la population	-	-	-
<b>ENSEMBLE TUBERCULOSE</b>	<b>82,12%</b>	<b>13,62%</b>	<b>93,99%</b>
<b>ENSEMBLE MAITRISER LE PALUDISME ET AUTRES GRANDES MALADIES</b>	<b>77,40%</b>	<b>34,27%</b>	<b>76,20%</b>
<b>ENSEMBLE OMD 6</b>	<b>51,41%</b>	<b>33,64%</b>	<b>68,80%</b>

Source : DPP/Ministère sectoriel, DCSP-OMD, 2014

**Tableau 25 : Comparaison des taux d'exécution des interventions de l'OMD 6 au 31 mars et au 30 juin 2014**

Interventions	Taux d'Exécution Financière		Taux d'Exécution Physique			
			1er trimestre		2ème trimestre	
	1er trimestre	2ème trimestre	Base annuelle	Base trimestrielle (cible100%)	Base annuelle	Base semestrielle (cible100%)
<b>ENRAYER LA PROPAGATION DU VIH/SIDA</b>						
Intervention A :	0,37%	6,88%	0,00%	0,00%	38,33%	57,07%
Intervention B :	3,34%	47,28%	0,99%	2,15%	4,85%	9,69%
Intervention C :	-	-	-	-	-	-
Intervention D :	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,71%	1,09%
<b>ENSEMBLE ENRAYER PROPAGATION VIH/ SIDA</b>	<b>1,36%</b>	<b>13,95%</b>	<b>0,22%</b>	<b>0,47%</b>	<b>15,92%</b>	<b>24,25%</b>
<b>ASSURER L'ACCES AUX TRAITEMENTS CONTRE LE VIH/SIDA</b>						
Intervention A :	-	100,00%	0,00%	100,00%	100,00%	100,00%
Intervention B :	-	21,95%	0,00%	0,00%	25,00%	50,00%
Intervention C :	0,00%	6,95%	20,00%	100,00%	35,00%	66,67%
Intervention D :	-	-	-	-	-	-
<b>ENSEMBLE ASSURER L'ACCES AUX TRAITEMENTS CONTRE LE VIH/Sida</b>	<b>0,00%</b>	<b>68,08%</b>	<b>6,00%</b>	<b>57,00%</b>	<b>45,75%</b>	<b>63,50%</b>

Interventions	Taux d'Exécution Financière		Taux d'Exécution Physique			
			1er trimestre		2ème trimestre	
	1er trimestre	2ème trimestre	Base annuelle	Base trimestrielle (cible100%)	Base annuelle	Base semestrielle (cible100%)
<b>MAITRISER LE PALUDISME ET D'AUTRES GRANDES MALADIES</b>						
<b>PALUDISME</b>						
Intervention A :	0,00%	90,20%	0,00%	0,00%	80,61%	92,58%
Intervention B :	25,94%	38,98%	12,00%	25,94%	58,26%	94,63%
Intervention C :	65,22%	74,61%	6,36%	65,22%	50,67%	71,68%
<b>ENSEMBLE PALUDISME</b>	<b>36,60%</b>	<b>76,98%</b>	<b>7,12%</b>	<b>30,09%</b>	<b>54,28%</b>	<b>72,95%</b>
<b>TUBERCULOSE</b>						
Intervention A :	-	-	-	-	-	-
Intervention B :	114,24%	81,32%	8,86%	100,00%	17,72%	86,03%
Intervention C :	86,61%	86,41%	25,00%	100,00%	50,00%	100,00%
Intervention D :	-	-	0,00%	-	0,00%	-
Intervention E :	-	-	-	-	-	-
<b>ENSEMBLE TUBERCULOSE</b>	<b>109,33%</b>	<b>82,12%</b>	<b>6,81%</b>	<b>100,00%</b>	<b>13,62%</b>	<b>93,99%</b>
<b>ENSEMBLE MAITRISER LE PALUDISME ET AUTRES GRANDES MALADIES</b>	49,87%	77,40%	6,98%	62,86%	34,27%	76,20%
<b>ENSEMBLE OMD 6</b>	<b>11,22%</b>	<b>51,41%</b>	<b>5,58%</b>	<b>50,58%</b>	<b>33,64%</b>	<b>68,80%</b>

Source : DPP/Ministère sectoriel, DCSP-OMD, 2014

## 7. Niveau de réalisation des interventions de l'OMD 7

**71.** Le taux d'exécution physique des interventions prévues dans le Plan d'Actions de l'Initiative 1000 jours pour accélérer l'atteinte de l'OMD 7 s'établit à 68,75% base semestrielle, soit 40,75% base annuelle pour une exécution financière de 39,48% sur la période sous revue (tableau 38). Ces mêmes taux d'exécution affichaient au premier trimestre un taux d'exécution physique de 68,91% dans la période sous revue, soit 15,49% base annuelle et un taux d'exécution financière de 71,00% (tableau 39). Cette performance appréciable a été obtenue grâce aux réalisations considérables (quasiment 80% des prévisions) effectuées dans les domaines des routes et transports, de l'eau et de l'énergie qui enregistrent respectivement un taux d'exécution physique semestrielle de 82,04%, 70,12% et 68,11% ; les réalisations physiques du secteur de l'environnement et du cadre de vie sont modérées (65,59% base semestrielle).

**72.** Au niveau des routes et des transports, la mise en œuvre des mesures/actions identifiées pour les différentes interventions a permis d'atteindre un taux d'exécution physique de 46,33% base annuelle, soit 69,87% base semestrielle pour une exécution financière de 19,56% des montants prévus pour la période sous revue (tableau 30). Ces taux affichaient au premier trimestre, 15,45% base annuelle (soit 64,74% base trimestrielle) et 3,3% respectivement (tableau 31).

**Tableau 26 : Taux d'exécution des interventions du MTPT**

INTERVENTIONS	Taux d'Exécution Financière (TEF)	Taux d'Exécution Physique(TEP)	
		Base annuelle	Base semestrielle (cible 100%)
<b>Intervention A</b> »: Réhabilitation de 10»300 km de pistes rurales dans toutes les communes du Bénin sauf Cotonou	4,44 %	51,00%	76,12%
<b>Intervention B</b> »: Acquisition et installation de 15 ponts métalliques dans diverses localités du Bénin	0,00%	12,00%	14,12%
<b>Intervention C</b> »: Poursuite et achèvement du désenclavement des localités de So-Ava, Grand- popo, et Aguégus	3,03%	35,00%	50,00%
<b>Intervention D</b> »: Aménagement et bitumage de la route Akassato-Bohicon	1,29%	43,00%	46,74%
<b>TOTAL MTPT</b>	<b>2,45%</b>	<b>37,65%</b>	<b>50,66%</b>

Source : DPP/Ministères sectoriels, DCSP-OMD, 2014

**Tableau 27 : Comparaison des taux d'exécution de MTPT au 31 mars et au 30 juin 2014**

INTERVENTIONS	Taux d'Exécution Financière(TEF),		Taux d'Exécution Physique			
			1er trimestre		2ème trimestre	
	1er trimestre	2ème trimestre	Base annuelle (cible moyenne 25%)	Base trimestrielle (cible 100%)	Base annuelle	Base semestrielle (cible 100%)
<b>Intervention A</b>	4,36%	4,44%	11,00%	47,83%	51,00%	76,12%
<b>Intervention B</b>	0,00%	0,00%	7,00%	10,00%	12,00%	14,12%
<b>Intervention C</b>	100%	3,03%	10,00%	15,38%	35,00%	50,00%
<b>Intervention D</b>	2,17%	1,29%	15,00%	25,21%	43,00%	46,74%
<b>TOTAL MTPT</b>	<b>3,30%</b>	<b>2,45%</b>	<b>10,90%</b>	<b>29,47%</b>	<b>37,65%</b>	<b>50,66%</b>

Source : DPP/Ministères sectoriels, DCSP-OMD, 2014

**Tableau 28 : Taux d'exécution des interventions du MEMIP au 30 juin 2014**

INTERVENTIONS	Taux d'Exécution Financière	Taux d'Exécution Physique	
		Base annuelle	Base semestrielle (cible 100%)
<b>Intervention E &amp; F : Huit sites de transport fluvio-lagunaire aménagés à court-terme</b>	37,98%	55,00%	89,07%
<b>Total MEMIP</b>	<b>37,98%</b>	<b>55,00%</b>	<b>89,07%</b>

Source : DPP/Ministères sectoriels, DCSP-OMD, 2014

**Tableau 29 : Comparaison des taux d'exécution des interventions du MEMIP au 31 mars et au 30 juin 2014**

INTERVENTIONS	Taux d'Exécution Financière		Taux d'Exécution Physique			
			1er trimestre		2ème trimestre	
	1er trimestre	2ème trimestre	Base annuelle	Base trimestrielle (cible100%)	Base annuelle	Base semestrielle (cible100%)
Intervention E & F	0,00%	37,98%	20,00%	100,00%	55,00%	89,07%
<b>Total MEMIP</b>	<b>0,00%</b>	<b>37,98%</b>	<b>20,00%</b>	<b>100,00%</b>	<b>55,00%</b>	<b>89,07%</b>

Source : DPP/Ministères sectoriels, DCSP-OMD, 2014

**Tableau 30 : Taux d'exécution des interventions du MTPT et MEMIP**

INTERVENTIONS	Taux d'Exécution Financière	Taux d'Exécution Physique	
		Base annuelle	Base semestrielle (cible 100%)
<b>ROUTES ET TRANSPORT</b>			
<b>Intervention A</b> : Réhabilitation de 10.300 km de pistes rurales dans toutes les communes du Bénin sauf Cotonou	4,44 %	51,00%	76,12%
<b>Intervention B</b> : Acquisition et installation de 15 ponts métalliques dans diverses localités du Bénin	0,00%	12,00%	14,12%
<b>Intervention C</b> : Poursuivre et achèvement du désenclavement des localités de So-Ava, Grand-Popo et Aguégus	3,03%	35,00%	50,00%
<b>Intervention D</b> : Aménagement et bitumage de la route Akassato-Bohicon	1,29%	43,00%	46,74%
<b>Total MTPT</b>	<b>2,45%</b>	<b>37,65%</b>	50,66%
<b>Intervention E &amp; F</b> : Huit sites de transport fluvio-lagunaire aménagés à court-terme	37,98%	55,00%	89,07%
<b>Total MEMIP</b>	<b>37,98%</b>	<b>55,00%</b>	<b>89,07%</b>
<b>ENSEMBLE ROUTES ET TRANSPORTS</b>	<b>19,56%</b>	<b>46,33%</b>	<b>69,87%</b>

Source : DPP/Ministères sectoriels, DCSP-OMD, 2014

**Tableau 31 : Comparaison des taux d'exécution des interventions du MTPT et MEMIP au 31 mars et au 30 juin 2014**

INTERVENTIONS	Taux d'Exécution Financière (TEF)		Taux d'Exécution Physique			
			1er trimestre		2ème trimestre	
	1er trimestre	2ème trimestre	Base annuelle (cible moyenne 25%)	Base trimestrielle (cible 100%)	Base annuelle	Base semestrielle (cible 100%)
<b>ROUTES ET TRANSPORTS</b>						
<b>MTPT</b>						
Intervention A	4,36%	4,44%	11,00%	47,83%	51,00%	76,12%
Intervention B	0,00%	0,00%	7,00%	10,00%	12,00%	14,12%
Intervention C	100%	3,03%	10,00%	15,38%	35,00%	50,00%
Intervention D	2,17%	1,29%	15,00%	25,21%	43,00%	46,74%
<b>TOTAL MTPT</b>	<b>3,30%</b>	<b>2,45%</b>	<b>10,90%</b>	<b>29,47%</b>	<b>37,65%</b>	<b>50,66%</b>
<b>MEMIP</b>						
Intervention E & F	0,00%	37,98%	20,00%	100,00%	55,00%	89,07%
<b>Total MEMIP</b>	<b>0,00%</b>	<b>37,98%</b>	<b>20,00%</b>	<b>100,00%</b>	<b>55,00%</b>	<b>89,07%</b>
<b>ENSEMBLE ROUTES ET TRANSPORTS</b>	<b>3,30%</b>	<b>19,56%</b>	<b>15,45%</b>	<b>64,74%</b>	<b>46,33%</b>	<b>69,87%</b>

Source : DPP/Ministères sectoriels, DCSP-OMD, 2014

- 73.** Pour ce qui est de l'environnement et du cadre de vie, le taux d'exécution physique s'établit à 22,54% base annuelle, soit 65,59% base semestrielle pour une réalisation financière de 38,63% (tableau 32). Les niveaux de réalisation physique dans ce secteur ont été portés par les actions du MUHA qui réalise presque la totalité (93,58%) des prévisions physiques du semestre. Ces résultats seraient plus reluisants si le Ministère en charge de l'Environnement redoublait d'effort dans l'intensification des actions de reboisement, la seule intervention qui lui incombe dans le cadre de l'Initiative 1000 jours.
- 74.** Il faut rappeler, pour cet ensemble « environnement et cadre de vie », qu'au premier trimestre 57,07% des ressources prévues ont été ordonnancées pour une réalisation physique de 3,2% des activités prévues pour l'année, soit 34,90%, base trimestrielle (tableau 33). La dynamique de progrès dans les réalisations s'est nettement accélérée au second trimestre.
- 75.** La réalisation financière des interventions dont la mise en œuvre a été assurée par le Ministère en charge de l'Environnement est de 65,78% pour une réalisation physique de 24,41% base annuelle, soit 37,59% des prévisions du semestre. Notons qu'au premier trimestre, le Ministère avait enregistré un taux d'exécution physique de 5,5% base annuelle, soit 18,41% base trimestrielle après avoir ordonnancé 56,82% des montants programmés (tableau 33). La dynamique de performance enregistrée au premier trimestre s'est donc décélérée lors du second trimestre.
- 76.** De son côté, le Ministère en charge de l'Urbanisme a obtenu un taux d'exécution physique de 20,66% base annuelle, soit 93,58% base semestrielle pour une exécution financière de 37,19% des montants

prévus pour le semestre. Il convient de rappeler que le Ministère avait exécuté la moitié (51,39%) des réalisations physiques prévues pour le premier trimestre, soit 0,9% des prévisions de l'année pour avoir ordonnancé la même part (57,09%) des montants prévus pour ce trimestre (tableau 33). Sa dynamique de performance s'est manifestement améliorée.

**77.** Ces performances résultent du fait que le MUHA a programmé pour le second semestre l'essentiel de ses activités. Ce choix pourrait paraître illogique mais répond à une anticipation par rapport au retard qu'accusent généralement les avis de non objection attendus des partenaires techniques et financiers. La plupart des activités du MUHA sont financées sur ressources extérieures. Il s'agit là d'une bonne pratique qu'il va falloir partager avec l'ensemble des Ministères dont le financement de certaines activités repose sur ressources extérieures.

**Tableau 32 : Taux d'exécution des interventions du MUHA et du MECGCCRPNF au 30 juin 2014**

INTERVENTIONS	Taux d'Exécution Financière	Taux d'Exécution Physique	
		Base annuelle	Base semestrielle (cible 100%)
<b>Environnement et Cadre de vie</b>			
<b>MECGCCRPNF</b>			
<b>Intervention A</b> : Intensification des actions de reboisement	65,78%	24,41%	37,59%
<b>Total MECGCCRPNF</b>	<b>65,78%</b>	<b>24,41%</b>	<b>37,59%</b>
<b>MUHA</b>			
<b>Intervention B</b> : Amélioration du système de drainage des eaux dans les principales villes	35,22%	18,25%	90,12%
<b>Intervention C</b> : Amélioration du système de gestion des déchets solides et des eaux usées	49,75%	27,50%	100,00%
<b>Intervention D</b> : Promotion de l'offre de logements à moindre coût au plus grand nombre	51,79%	19,25%	100,00%
<b>Total MUHA</b>	<b>37,19%</b>	<b>20,66%</b>	<b>93,58%</b>
<b>ENSEMBLE ENVIRONNEMENT &amp; CADRE DE VIE</b>	<b>38,63%</b>	<b>22,54%</b>	<b>65,59%</b>

Source : DPP/Ministères sectoriels, DCSP-OMD, 2014

**Tableau 33 : Comparaison des taux d'exécution des interventions du MUHA et du MECGCCRPNF au 31 mars et au 30 juin 2014**

Interventions	Taux d'Exécution Financière		Taux d'Exécution Physique			
			1er trimestre		2ème trimestre	
	1er trimestre	2ème trimestre	Base annuelle	Base trimestrielle (cible 100%)	Base annuelle	Base semestrielle (cible 100%)
<b>Environnement et Cadre de vie</b>						
<b>MECGCCRPNF</b>						
Intervention A	56,82%	65,78%	5,50%	18,41%	24,41%	37,59%
<b>Total MECGCCRPNF</b>	<b>56,82%</b>	<b>65,78%</b>	<b>5,50%</b>	<b>18,41%</b>	<b>24,41%</b>	<b>37,59%</b>
<b>MUHA</b>						
Intervention B	67,11%	35,22%	1,00%	44,44%	18,25%	90,12%
Intervention C	3,29%	49,75%	1,00%	50,00%	27,50%	100,00%
Intervention D	87,51%	51,79%	0,00%	-	19,25%	100,00%
<b>Total MUHA</b>	<b>57,09%</b>	<b>37,19%</b>	<b>0,90%</b>	<b>51,39%</b>	<b>20,66%</b>	<b>93,58%</b>
<b>ENSEMBLE ENVIRONNEMENT &amp; CADRE DE VIE</b>	<b>57,07%</b>	<b>38,63%</b>	<b>3,20%</b>	<b>34,90%</b>	<b>22,54%</b>	<b>65,59%</b>

Source : DPP/Ministères sectoriels, DCSP-OMD, 2014

**78.** En ce qui concerne les interventions dans le secteur de l'eau, presque la totalité des montants prévus pour le semestre ont été ordonnancés (97,79% de réalisation financière) pour un taux d'exécution physique de 42,22% base annuelle, soit plus des 4/5 de ce qui est prévu pour le semestre (84,45% d'exécution physique base semestrielle). A ces mêmes taux d'exécution correspondaient au premier trimestre un taux d'exécution financière de 179,37% et un taux d'exécution physique de 9,09% base annuelle, soit un taux de 36,36% base trimestrielle (tableau 35). La dynamique de performance du Ministère s'est significativement améliorée au second trimestre de l'année.

**79.** Certaines interventions présentent cependant des taux d'exécution aberrants. Il s'agit par exemple de l'intervention A « Augmentation du nombre de points d'eau ». L'écart observé au niveau de l'intervention A se justifie par le fait que des décomptes ont été payés sur financement KFW pour des travaux de réalisation d'ouvrages hydrauliques. La réalisation physique des travaux étant déjà prise en compte au titre de l'année 2013. Ici, les réalisations de 2014 sont encore à l'étape de passation de marché, ce qui explique l'écart constaté. L'intervention B « Accélération de la mise en œuvre de la GIRE » affiche un taux de réalisation nul, car la mise en œuvre de la plupart des mesures est coordonnée à la prise des textes d'application de la loi portant gestion de l'eau en République du Bénin qui est en cours d'adoption. Certaines autres interventions enregistrent des retards en lien avec la complexité des procédures de passation de marché (Intervention F : « Amélioration de l'accès des couches défavorisées de la population urbaine et périurbaine à l'eau par les branchements à coût réduit »).

**Tableau 34 : Taux d'exécution des interventions du MERPMEDER (secteur Eau)**

INTERVENTIONS	Taux d'Exécution Financière (TEF)	Taux d'Exécution Physique(TEP)	
		Base annuelle (cible moyenne 25%)	Base semestrielle (cible 100%)
<b>Intervention A:</b> Augmentation du nombre de point d'eau	120,53%	36,78%	61,64%
<b>Intervention B:</b> Accélération de la mise en œuvre de la GIRE	0%	0,00%	0%
<b>Intervention C :</b> Renforcement des capacités des communes en tant que maître d'ouvrage et de leurs partenaires clés	262,32%	64,41%	104%
<b>Intervention D :</b> Renforcement du système d'information et de suivi évaluation	0	40,00%	55%
<b>Intervention E :</b> Renforcement des systèmes d'alimentation en eau potable en milieu urbain et peri-urbain	108,08%	52,75%	80%
<b>Intervention F :</b> Amélioration de l'accès des couches défavorisées de la population urbaine et périurbaine à l'eau potable par les branchements à coût réduit	0	51,00%	99%
<b>Intervention G :</b> Sécurisation de l'énergie électrique pour la production de l'eau	-	-	-
<b>TOTAL EAU</b>	<b>97,79%</b>	<b>42,22%</b>	<b>70,12%</b>

Source : DPP/Ministères sectoriels, DCSP-OMD, 2014

**Tableau 35 : Comparaison des taux d'exécution de MERPMEDER (secteur eau) au 31 mars et au 30 juin 2014**

Interventions	Taux d'Exécution Financière		Taux d'Exécution Physique			
			1er trimestre		2ème trimestre	
	1er trimestre	2ème trimestre	Base annuelle	Base trimestrielle (cible 100%)	Base annuelle	Base semestrielle (cible 100%)
<b>Intervention A</b>	100 %	120,53%	4,00%	17,14%	36,78%	61,64%
<b>Intervention B</b>	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0%
<b>Intervention C</b>	1196,73%	262,32%	40,41%	155%	64,41%	104%
<b>Intervention D</b>	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	40,00%	55%
<b>Intervention E</b>	177,10%	108,08%	19,25%	128%	52,75%	80%
<b>Intervention F</b>	0,00%	0,00%	00,00%	00,00%	51,00%	99%
<b>Intervention G</b>	-	-	-	-	-	-
<b>TOTAL EAU</b>	<b>182,96%</b>	<b>97,79%</b>	<b>8,94%</b>	<b>46,35%</b>	<b>42,22%</b>	<b>70,12%</b>

Source : DPP/Ministères sectoriels, DCSP-OMD, 2014

- 80.** Pour les interventions du secteur de l'énergie, 11,88% (taux d'exécution financière) des montants prévus pour le semestre ont été utilisés pour réaliser 68,11% (taux d'exécution physique base semestrielle) des activités prévues pour le semestre, soit 49,43% (taux d'exécution physique base annuelle) des prévisions de l'année. Au premier trimestre, on a observé un taux d'exécution financière de 43,671% et un taux d'exécution physique de 33,86% base annuelle, soit 126,35% base trimestrielle (tableau 37). Au second trimestre, le Ministère a concrétisé moins de 2% des réalisations physiques annuelles et affiche ainsi une baisse drastique dans sa dynamique de performance.
- 81.** Les écarts entre réalisations physiques et financières s'expliquent par les retards en lien avec la procédure de passation des marchés publics. Il s'agit respectivement du projet d'électrification de trois localités rurales sur financement de la Banque Mondiale (DAEM), du projet d'électrification de 67 localités rurales par raccordement au réseau conventionnel de la SBEE sur financement de la BIDC au titre de l'intervention A « Développement de l'électrification rurale » et de l'Organisation sur le terrain de la mise en œuvre des actions de promotion de 8 000 équipements de cuisson à gaz et 5 000 foyers NANSU à Porto-Novo et Parakou par les ONG d'intermédiation sociale recrutées à cet effet au titre de l'intervention D « Renforcement du système d'information et de suivi évaluation ».
- 82.** La subvention de la diffusion de 8 000 équipements de cuisson à gaz et de 5 000 foyers NANSU aux ménages de Porto-Novo et Parakou a été transférée. Par contre, les décomptes relatifs aux travaux d'électrification de sept (07) localités, pratiquement terminés, n'ont pas encore été payés.
- 83.** Par ailleurs, les dépenses ordonnancées et payées dans le cadre des travaux d'électrification de 22 localités sur financement du Fonds d'électrification rurale ne sont pas disponibles donc non intégrées à la matrice, alors que les niveaux d'exécution physiques sont constatés.

**Tableau 36 : Taux d'exécution des interventions du MERPMEDER (secteur énergie)**

INTERVENTIONS	Taux d'Exécution financière (TEF)	Taux d'Exécution Physique(TEP)	
		Base annuelle	Base semestrielle (cible 100%)
<b>Intervention A</b> : Développement de l'électrification rurale	0,72%	29,50%	43,38%
<b>Intervention B</b> : Développement du réseau de distribution de l'électricité en zone urbaine	15,42%	45,00%	57,32%
<b>Intervention C</b> : Promotion de l'accès des ménages aux équipements de cuisson à gaz	31,98%	100,00%	133,33%
<b>Intervention D</b> : Renforcement du système d'information et de suivi évaluation	33,47%	9,00%	15,28%
<b>TOTAL ENERGIE</b>	<b>11,88%</b>	49,43%	68,11%

Source : DPP/Ministères sectoriels, DCSP-OMD, 2014

**Tableau 37 : Comparaison des taux d'exécution de MERPMEDER (secteur énergie) au 31 mars et au 30 juin 2014**

Interventions	Taux d'Exécution Financière		Taux d'Exécution Physique			
			1er trimestre		2ème trimestre	
	1er trimestre	2ème trimestre	Base annuelle	Base trimestrielle (cible 100%)	Base annuelle	Base semestrielle (cible 100%)
<b>Intervention A</b>	0,00%	0,72%	19,50%	60,94%	29,50%	43,38%
<b>Intervention B</b>	55,70%	15,42%	12,00%	42,11%	45,00%	57,32%
<b>Intervention C</b>	-	31,98%	75,00%	300%	100,00%	133,33%
<b>Intervention D</b>	53,14%	33,47%	5,42%	20,97%	9,00%	15,28%
<b>TOTAL ENERGIE</b>	<b>43,671%</b>	<b>11,88%</b>	33,86%	126,35%	49,43%	68,11%

Source : DPP/Ministères sectoriels, DCSP-OMD, 2014

**Tableau 38 : Taux d'exécution de l'OMD 7**

SECTEURS	Taux d'Exécution Financière(TEF)	Taux d'Exécution Physique	
		Base annuelle	Base semestrielle (cible 100%)
<b>ROUTES ET TRANSPORTS</b>			
MTPT	2,45%	<b>37,65%</b>	50,66%
MEMIP	37,98%	55,00%	89,07%
<b>TOTAL ROUTES ET TRANSPORTS</b>	<b>19,56%</b>	<b>46,33%</b>	<b>69,87%</b>
<b>ENVIRONNEMENT ET CADRE DE VIE</b>			
MECGCCRPRNF	65,78%	24,41%	37,59%
MUHA	37,19%	20,66%	93,58%
<b>TOTAL ENVIRONNEMENT &amp; CADRE DE VIE</b>	<b>36,00%</b>	<b>22,54%</b>	<b>65,59%</b>
<b>TOTAL EAU</b>	<b>97,79%</b>	<b>42,22%</b>	<b>70,12%</b>
<b>TOTAL ENERGIE</b>	<b>11,88%</b>	<b>49,43%</b>	<b>68,11%</b>
<b>TOTAL OMD 7</b>	<b>40,68%</b>	<b>40,75%</b>	<b>68,75%</b>

**Source** : DPP/Ministères sectoriels, DCSP-OMD, 2014

**Tableau 39 : Comparaison des taux d'exécution de l'OMD 7 au 31 mars et au 30 juin 2014**

SECTEURS	Taux d'Exécution Financière(TEF)		Taux d'Exécution Physique			
			1er trimestre		2ème trimestre	
	1er trimestre	2ème trimestre	Base annuelle	Base trimestrielle (cible 100%)	Base annuelle	Base semestrielle (cible 100%)
<b>ROUTES ET TRANSPORTS</b>						
MTPT	3,30%	2,45%	<b>10,90%</b>	29,47%	37,65%	50,66%
MEMIP	0,00%	37,98%	20,00%	100,00%	55,00%	89,07%
<b>TOTAL ROUTES ET TRANSPORTS</b>	<b>3,30%</b>	<b>19,56%</b>	<b>15,45%</b>	<b>64,74%</b>	<b>46,33%</b>	<b>69,87%</b>
<b>ENVIRONNEMENT ET CADRE DE VIE</b>						
MEGCCRPRNF	<b>56,82%</b>	<b>65,78%</b>	<b>5,50%</b>	<b>18,41%</b>	<b>24,41%</b>	<b>37,59%</b>
MUHA	<b>57,09%</b>	<b>37,19%</b>	<b>0,90%</b>	<b>51,39%</b>	<b>20,66%</b>	<b>93,58%</b>
<b>TOTAL ENVIRONNEMENT &amp; CADRE DE VIE</b>	<b>57,07%</b>	<b>38,63%</b>	<b>3,20%</b>	<b>34,90%</b>	<b>22,54%</b>	<b>65,59%</b>
<b>TOTAL EAU</b>	<b>179,37%</b>	<b>97,79%</b>	<b>8,94%</b>	<b>46,35%</b>	42,22%	70,12%
<b>TOTAL ENERGIE</b>	<b>43,671%</b>	<b>11,88%</b>	<b>33,86%</b>	<b>126,35%</b>	49,43%	68,11%
<b>TOTAL OMD 7</b>	<b>71,00%</b>	<b>40,68%</b>	<b>14,31%</b>	<b>59,52%</b>	<b>40,75%</b>	<b>68,75%</b>

**Source** : DPP/Ministères sectoriels, DCSP-OMD, 2014

## IV. Analyse des performances des Ministères et secteurs OMD

**84.** Les taux d'exécutions financières et physiques devraient être suffisants pour analyser la performance des différents Ministères clés OMD. Cependant, l'expérience du suivi du premier trimestre a révélé quelques difficultés dans la prise en charge et l'implémentation de la méthodologie « Taux d'Exécution Physique » (TEP). Afin de minimiser l'effet de ces dysfonctionnements dans l'analyse de l'efficacité des Ministères, nous avons procédé au calcul d'un score de performance qui renseigne sur le degré d'atteinte des objectifs en termes d'exécution physique. La cible est de 100%. Le score de performance indique donc le niveau d'atteinte des objectifs en termes de « tâches/mesures » prévues par le Ministère dans la période sous revue.

### 1. Ministère de l'Agriculture, de l'Élevage et de la Pêche (MAEP)

**85.** Le tableau 40 qui présente les résultats des performances du Ministère de l'Agriculture, de l'Élevage et de la Pêche révèle une bonne dynamique de progrès faisant passer le score de performance de 44,76% à 67,43% du premier au second trimestre. Le niveau de réalisation physique du Ministère a connu une évolution parallèle passant de 8,70% au premier trimestre à 41,90% au second trimestre (tableau 11). Cependant, ces performances sont largement en deçà des attentes et ne correspondent qu'à 59,89% des prévisions de réalisation physique au titre du premier semestre.

**86.** Afin de corriger les écarts, le MAEP est appelé à optimiser ses performances sur l'ensemble des interventions dont l'essentiel a connu un début de mise en œuvre. L'Intervention E « Nutrition et sécurité alimentaire » a connu une baisse de régime au deuxième trimestre avec zéro objectif atteint. Le Ministère est appelé à faire preuve d'anticipation afin de mieux gérer les goulots qui ont, quelque peu, freiné son élan, notamment les goulots liés à la chaîne de passation des marchés et à la délégation des crédits.

**87.** Si la cible liée à la faim est atteinte, il est important que les acquis soient consolidés. Le MAEP devra donc faire davantage d'effort afin de tenir ses engagements.

**Tableau 40 : Performance du MAEP**

Interventions	Trimestre 1	Trimestre 2
<b>Intervention A</b> »: Semences, engrais et produits phytosanitaires et vétérinaires	0,00%	70,00%
<b>Intervention B</b> »: Aménagements agricoles et sécurité foncière	66,67%	60,00%
<b>Intervention C</b> »: Mécanisation agricole et innovations technologiques	14,29%	66,67%
<b>Intervention D</b> »: Financement et marché	40,00%	60,00%
<b>Intervention E</b> »: Nutrition et sécurité alimentaire	100,00%	0,00%
<b>MAEP</b>	<b>44,76%</b>	<b>67,43%</b>

Source : DPP/MAEP et DCSP-OMD, 2014

## 2. Ministère en charge de la Microfinance (MCMEJF)

- 88.** Le tableau 41 révèle une contreperformance du Ministère en charge de la Microfinance au second trimestre. En effet, le score de performance est passé de 100% au premier trimestre à 66,67% au second trimestre. Le Ministère est passé de la totalité des objectifs atteints au premier trimestre à environ 2 objectifs sur trois atteints au second trimestre. Cette contreperformance globale est liée à la baisse de régime constatée au niveau de l'intervention B «Facilitation d'accès à l'emploi », où les objectifs ne sont atteints qu'à 33,33%, soit environ 1 objectif sur 3. Des mesures correctives doivent être prises afin de renverser la régression constatée dans la mise en œuvre de l'intervention B. Par ailleurs, il faut signaler que deux activités prévues au titre de l'intervention A sont totalement exécutées par anticipation.
- 89.** De même, malgré son niveau de réalisation globalement acceptable par rapport aux autres Ministères, le MCMEJF a enregistré une contre-performance au second trimestre. Le taux de réalisation physique est donc passé de 30,75% à 51,50% respectivement au premier et au deuxième trimestre (tableau 11). Ce niveau de réalisation physique pourrait être meilleur si le Ministère avait pu réaliser l'ensemble de ces objectifs, notamment en maintenant un bon niveau de réalisation de l'intervention B. L'efficacité globale du Ministère pourrait donc être mise à mal si les activités prévues au titre de l'intervention B restaient toujours dans cette torpeur, surtout que celles-ci concernent la facilitation d'accès à l'emploi, un des volets importants de l'OMD 1.

**Tableau 41 : Performance du Ministère en charge de la Microfinance**

Interventions	Trimestre 1	Trimestre 2
<b>Intervention A :</b> Renforcement des capacités d'autonomisation	100,00%	100,00%
<b>Intervention B :</b> Facilitation d'accès à l'emploi	100,00%	33,33%
<b>MCMEJF</b>	<b>100,00%</b>	<b>66,67%</b>

Source : DPP/MCMEJ et DCSP-OMD, 2014

## 3. Ministère en charge de l'Énergie et de l'Eau (MERPMEDER)

### 1.1. Secteur de l'Eau

- 90.** Le tableau 42 révèle que le score de performance du MERPMEDER, relativement au secteur de l'eau, s'établit à 54,19% au titre du second trimestre après avoir affiché 18,33% au premier trimestre ; soit environ 1 objectif sur 2 est atteint au second trimestre. Cette performance globale est tirée par les bons progrès réalisés au niveau de l'intervention C « Renforcement des capacités des communes en tant que maîtres d'ouvrage et de leurs partenaires clés » qui s'inscrit dans une bonne dynamique, affichant ainsi un score d'atteinte des objectifs de 100% contre 50,00% au premier trimestre. Ce score de performance global est dû aussi au démarrage des interventions A « Augmentation du nombre de point d'eau » et F « Amélioration de l'accès des couches défavorisées de la population urbaine et périurbaine à l'eau par les branchements à coûts réduits ». Le niveau d'exécution physique du Ministère au second trimestre illustre bien cette amélioration de performance ; le taux d'exécution physique étant passé de 9,09% à 42,22% (tableau 39). Toutefois, les performances pourraient être meilleures si l'intervention B « Accélération de la mise en œuvre de la GIRE » avait connu un démarrage. Cette dernière intervention n'a connu aucun démarrage depuis 6 mois. Il se pose alors la question de sa faisabilité au cours de cette année. Il faut souligner que des activités rentrant dans le cadre des interventions A et E sont entièrement exécutées par anticipation.

**91.** Au total, les performances du secteur de l'eau restent globalement très moyennes. Seulement environ un objectif sur deux a été atteint. Vu l'importance du secteur de l'eau dans l'atteinte de l'OMD 7 puis des OMD 4 et 6, ces niveaux de performance ne sont pas encourageants. Il est alors impératif de mener des actions urgentes afin d'améliorer la performance globale du Ministère.

**Tableau 42 : Performance du MERPMEDER, secteur Eau**

Interventions	Trimestre 1	Trimestre 2
<b>Intervention A</b> : Augmentation du nombre de points d'eau	0,00%	60,00%
<b>Intervention B</b> : Accélération de la mise en œuvre de la GIRE	0,00%	0,00%
<b>Intervention C</b> : Renforcement des capacités des communes en tant que maîtres d'ouvrage et de leurs partenaires clés	50,00%	100,00%
<b>Intervention D</b> : Renforcement du système d'information et de suivi évaluation	0,00%	33,33%
<b>Intervention E</b> : Renforcement des systèmes d'alimentation en eau potable en milieu urbain et péri-urbain	66,67%	64,29%
<b>Intervention F</b> : Amélioration de l'accès des couches défavorisées de la population urbaine et périurbaine à l'eau par les branchements à coût réduit	0,00%	50,00%
<b>Intervention G</b> : Sécurisation de l'énergie électrique pour la production de l'eau	–	–
<b>MERPMEDER EAU</b>	<b>18,33%</b>	<b>54,19%</b>

Source : DPP/MERPMEDER et DCSP-OMD, 2014

## 1.2. Secteur de l'Énergie

**92.** Le tableau 43 des performances au niveau du MERPMEDER, relativement au secteur de l'énergie, révèle une bonne dynamique de progrès faisant passer le score de performance de 30,33% à 67,45% du premier au second trimestre. Le niveau de réalisation physique du Ministère n'a pas connu de progrès particulier ; ceci s'explique par le nombre élevé de tâches administratives ou de paiements de décomptes à poids relativement faible exécutés au cours du second trimestre. Le taux physique est donc passé de 39,04% à 40,69% du premier au second trimestre. Toutefois, il est important d'indiquer que malgré cette amélioration des performances, celles-ci restent en deçà des attentes. Car, moins de deux objectifs sur trois sont atteints. Des marges de progrès restent encore à conquérir. Seulement, la moitié des activités aux poids physiques importants telles que celles relatives à l'Intervention B « Développement du réseau de distribution de l'électricité en zone urbaine » et à l'intervention A « Développement de l'électrification rurale », a été exécutée. Ceci n'est pas de nature à améliorer l'efficacité globale du Ministère. Cependant, cette bonne dynamique de progrès est tirée par l'intervention C « Promotion de l'accès des ménages aux équipements de cuisson à gaz » qui enregistre une bonne performance.

**Tableau 43 : Performance du MERPMEDER (secteur Energie)**

Interventions	Trimestre 1	Trimestre 2
<b>Intervention A</b> : Développement de l'électrification rurale	50,00%	57,14%
<b>Intervention B</b> : Développement du réseau de distribution de l'électricité en zone urbaine	0,00%	42,86%
<b>Intervention C</b> : Promotion de l'accès des ménages aux équipements de cuisson à gaz	0,00%	100,00%
<b>Intervention D</b> : Renforcement du système d'information et de suivi évaluation	44,44%	45,45%
<b>MERPMEDER ENERGIE</b>	<b>30,33%</b>	<b>67,45%</b>

Source : DPP/MERPMEDER et DCSP-OMD, 2014

#### 4. Ministère en charge de l'Alphabétisation (MCAAT)

**93.** Le tableau 44 indique globalement des contreperformances au niveau du MCAAT. Le score de performance s'établit globalement à 30,59% au second trimestre contre 73,33% au premier trimestre. Moins d'un objectif sur 3 a été atteint au titre du second trimestre. La contreperformance se remarque davantage au niveau de l'intervention L «Expérimenter les langues nationales à l'école primaire » qui n'a enregistré aucune activité exécutée au titre du second trimestre. La question est de savoir qu'entre le MCAAT et le MEMP, lequel est le plus habilité à mettre en œuvre cette intervention. La contreperformance mesurée par le score de performance est bien illustrée à travers les niveaux d'exécution qui s'établissent à 8,69% au second trimestre contre 6,80% au premier trimestre, soit seulement, 17,39% du taux d'exécution physique prévu sur la période sous revue (premier semestre) (tableau 19). Les performances actuelles du Ministère en ce qui concerne les interventions en lien avec les OMD suggèrent un diagnostic profond et une prise en charge effective de manière à remonter la pente au troisième trimestre.

**Tableau 44 : Performance du MCAAT**

Interventions	Trimestre 1	Trimestre 2
<b>Intervention C</b> : Développer les opportunités d'accès pour les enfants non scolarisés	66,67%	38,24%
<b>Intervention L</b> : Expérimenter les langues nationales à l'école primaire	100,00%	0,00%
<b>MCAAT</b>	<b>73,33%</b>	<b>30,59%</b>

Source : DPP/MCAAT et DCSP-OMD, 2014

#### 5. Ministère de l'Enseignement Maternel et Primaire (MEMP)

**94.** Le score de performance du Ministère de l'Enseignement Maternel et Primaire affiche un taux de 18,63% au second trimestre contre 11,75% au premier trimestre (tableau 45). Moins de deux objectifs sur dix prévus sont atteints. Le MEMP vient de connaître ainsi deux trimestres consécutifs de contreperformance. Le taux d'exécution physique du Ministère illustre bien cette persistance dans la contreperformance. En effet, il est passé de 10,35% à 22% du premier au second trimestre, soit seulement 44,89% du taux

d'exécution physique prévu pour le premier trimestre (tableau 19). Cette contreperformance est liée à un certain nombre d'interventions restées durablement non exécutées. Il s'agit, entre autres, de l'intervention C « Développer les opportunités d'accès pour les enfants non scolarisés et déscolarisés ayant dépassé l'âge d'entrée à l'école », de l'intervention G « Créer et renforcer les cantines scolaires dans les milieux défavorisés », de l'intervention J « Rendre disponibles et à temps dans toutes les écoles les intrants pédagogiques », l'intervention L « Expérimenter les langues nationales à l'école primaire », puis de l'intervention S « Accroître les TBS des filles dans l'enseignement primaire ». Au-delà de ces interventions, les rares interventions qui ont connu un début de mise en œuvre le sont avec des taux d'exécution très faibles.

- 95.** Le secteur de l'Enseignement maternel et primaire jouant un rôle important dans la mise en œuvre des OMD et notamment dans la réalisation des OMD 2 et OMD 3, une reprise en main totale des activités du MEMP est fortement suggérée.

**Tableau 45 : Performance du MEMP**

Interventions	Trimestre 1	Trimestre 2
<b>Intervention A</b> : Accroître le taux net de scolarisation dans les communes ayant les plus faibles taux net de scolarité	50,00%	50,00%
<b>Intervention B</b> : Assurer l'intégration des enfants à besoins spécifiques dans le système éducatif	0,00%	12,50%
<b>Intervention C</b> : Développer les opportunités d'accès pour les enfants non scolarisés et déscolarisés ayant dépassé l'âge d'entrer à l'école	0,00%	0,00%
<b>Intervention D</b> : Assurer une couverture équitable des besoins en infrastructures et en enseignants	33,33%	12,50%
<b>Intervention E</b> : Renforcer le partenariat public / privé	–	–
<b>Intervention F</b> : Réduire les taux d'abandon et de redoublement dans l'enseignement primaire	0,00%	0,00%
<b>Intervention G</b> : Créer et renforcer les cantines scolaires dans les milieux défavorisés	0,00%	0,00%
<b>Intervention H</b> : Renforcer la qualification des enseignants et du personnel d'encadrement	17,65%	20,00%
<b>Intervention I</b> : Harmoniser tous les programmes et documents et documents d'accompagnement selon l'APC et les sous cycles	–	–
<b>Intervention J</b> : Rendre disponibles et à temps dans toutes les écoles les intrants pédagogiques	0,00%	0,00%
<b>Intervention K</b> : Promouvoir le bien-être en milieu scolaire	16,67%	22,22%
<b>Intervention L</b> : Expérimenter les langues nationales à l'école primaire	0,00%	0,00%
<b>Intervention M</b> : Améliorer les compétences en lecture et en calcul dans les premières années d'enseignement	50,00%	50,00%
<b>Intervention N</b> : Organiser les examens de fin de cycle	–	100,00%
<b>Intervention O</b> : Améliorer la gestion pédagogique	0,00%	16,67%
<b>Intervention P</b> : Améliorer la gestion financière	0,00%	0,00%
<b>Intervention Q</b> : Améliorer la gestion des ressources humaines	–	0,00%
<b>Intervention R</b> : Renforcer le pilotage du système	0,00%	33,33%
<b>Intervention S</b> : Accroître les TBS des filles dans l'enseignement primaire	0,00%	0,00%
<b>MEMP</b>	<b>11,75%</b>	<b>18,63%</b>

Source : DPP/MEMP et DCSP-OMD, 2014

## 6. Ministère en charge de l'Enseignement Secondaire (MESFTPRIJ)

**96.** Le score de performance du Ministère en charge de l'Enseignement Secondaire affiche 65,99% au second trimestre contre 56,08% au premier trimestre, soit deux objectifs sur trois atteints (tableau 46). Si ce score ne reflète pas globalement une contreperformance, elle traduit une relative stagnation. Cependant, il faut indiquer que le Ministère s'est concentré sur certaines interventions à fort impact

physique telles que l'intervention E « Mise à disposition des établissements des programmes d'études et guides pédagogiques pour les deux cycles selon l'approche par compétences » et l'intervention G « Accroissement de l'accès à l'ETFP ». Le taux d'exécution physique s'établit donc à 46,25% au second trimestre contre 26,57% au premier trimestre (tableau 19). Ces performances quoiqu' en deçà des attentes, restent à un niveau appréciable.

- 97.** Cependant, la stagnation à laquelle on a assisté au second trimestre, peut être le signe d'un essoufflement. Elle est notamment liée à la baisse de régime constatée au niveau des interventions A « Renforcement des infrastructures en quantité, en qualité et de façon équitable » alors que l'intervention F « Renforcement des capacités des professeurs à la mise en œuvre des programmes selon l'APC » n'a pas connu à ce jour un démarrage. Il urge donc que des actions hardies soient prises pour lancer les activités de cette intervention. Les interventions H « Recrutement et formation des enseignants et formateurs », I « Développement des offres de formation professionnelle » et J « Renforcement de l'inspection pédagogique dans les établissements » peinent à décoller et s'enfoncent dans une relative torpeur. Il faut signaler au passage que malgré cette contreperformance globale, l'intervention D « Formation initiale et continue des enseignants et du corps de contrôle (CP et inspecteurs) » est totalement exécutée par anticipation. Il est à noter aussi que des tâches en lien avec les interventions A, E, H, I et K sont entièrement exécutées.
- 98.** Globalement, le score de performance du Ministère reste à un niveau moyen, malgré les efforts enregistrés. Ces efforts restent épars et dispersés et ne permettent pas de réaliser une efficacité globale de l'action du Ministère au niveau de la période sous revue. Des efforts doivent donc être faits afin de respecter la programmation établie et de circonscrire le champ d'intervention du Ministère dans cette programmation.

**Tableau 46 : Performance du Ministère en charge de l'Enseignement Secondaire**

Interventions	Trimestre 1	Trimestre 2
<b>Intervention A</b> : Renforcement des infrastructures en quantité, en qualité et de façon équitable	75,00%	60,00%
<b>Intervention D</b> : Formation initiale et continue des enseignants et du corps de contrôle (CP et inspecteurs)	100,00%	100,00%
<b>Intervention E</b> : Mise à disposition des établissements des programmes d'études et guides pédagogiques pour les deux cycles selon l'approche par compétences	28,57%	60,00%
<b>Intervention F</b> : Renforcement des capacités des professeurs à la mise en œuvre des programmes selon l'APC	0,00%	0,00%
<b>Intervention G</b> : Accroissement de l'accès à l'ETFP	50,00%	100,00%
<b>Intervention H</b> : Recrutement et formation des enseignants et formateurs	16,67%	14,29%
<b>Intervention I</b> : Développement des offres de formation professionnelle	25,00%	30,77%
<b>Intervention J</b> : Renforcement de l'inspection pédagogique dans les établissements	16,67%	33,33%
<b>Intervention K</b> : Amélioration de l'accès des filles à l'enseignement secondaire général	100,00%	66,67%
<b>MESFTPRIJ</b>	<b>56,08%</b>	<b>65,99%</b>

Source : DPP/MESFTPRIJ et DCSP-OMD, 2014

## 7. Ministère des Travaux Publics et des Transports (MTPT)

99. Le Tableau 47 relatif aux performances du Ministère des Travaux Publics et des Transports montre une nette amélioration des performances du ministère. Cette performance passe de 2,00% à 55,34% du premier au second trimestre. Environ 8 objectifs sur 10 prévus sont atteints au second trimestre. Ce décollage du score de performance tient au fait que l'ensemble des tâches prévues au titre du second trimestre pour les interventions A « Réhabilitation de 10.300 km de pistes rurales dans toutes les communes du Bénin sauf Cotonou » et D « Aménagement et bitumage de la route Akassato-Bohicon » ont été entièrement exécutées. Ces performances pourraient être meilleures si les tâches prévues au titre de l'intervention B « Acquisition et installation de 15 ponts métalliques dans diverses localités du Bénin » avaient été convenablement exécutées. En résumé, les performances futures du Ministère sont intimement liées à sa capacité à bien négocier les tâches relevant de l'intervention B.

**Tableau 47 : Performance du Ministère des Travaux Publics et des Transports**

Interventions	Trimestre 1	Trimestre 2
<b>Intervention A</b> : Réhabilitation de 10 300 km de pistes rurales dans toutes les communes du Bénin sauf Cotonou	–	72,73%
<b>Intervention B</b> : Acquisition et installation de 15 ponts métalliques dans diverses localités du Bénin	–	25,00%
<b>Intervention C</b> : Poursuite et achèvement du désenclavement des localités de So-Ava, Grand- popo, et Aguégoués	20,00%	50,00%
<b>Intervention D</b> : Aménagement et bitumage de la route Akassato-Bohicon	0,00%	60,00%
<b>MTPT</b>	2,00%	55,34%

Source : DPP/MTPT et DCSP-OMD, 2014

## 8. Ministère en charge de l'Economie Maritime (MEMIP)

100. Le tableau 48 indique des scores de performance en nette amélioration. Ce score de progrès passe de 5,88% à 58,82% du premier au second trimestre. Le taux d'exécution physique du Ministère fait également un bond significatif, passant de 20% à 55% du premier au second trimestre (tableau 39) sur la période sous revue (premier semestre) Ce taux s'approche de la cible fixée par le Ministère. Cet effort louable de la part du Ministère est à encourager et à maintenir au cours des trimestres à venir. Ceci permettra de corriger les écarts par rapports aux prévisions.

**Tableau 48 : Performance du MEMIP**

Interventions	Trimestre 1	Trimestre 2
<b>Intervention E &amp; F</b> : Huit sites de transport fluvio-lagunaire aménagés à court-terme	5,88%	58,82%
<b>MEMIP</b>	5,88%	58,82%

Source : DPP/MEMIP et DCSP-OMD, 2014

## 9. Ministère en charge de l'Environnement (MEGCCRPRNF)

**101.** Dans le cadre du Plan d'Actions de l'Initiative 1000 jours pour la réalisation des OMD, le Ministère en charge de l'Environnement est appelé à mettre en œuvre l'intervention A « Intensification des actions de reboisement ». Le tableau 49 des performances du Ministère indique une relative torpeur. Les tâches en lien avec l'intervention peinent à décoller. Seulement 23,26% des objectifs prévus pour cette intervention sont réalisés au titre du second trimestre, soit environ un objectif atteint sur quatre de prévus. Cet engourdissement explique aussi le niveau d'exécution physique du Ministère qui reste aussi largement en deçà des attentes et ne représente que 37,59% des cibles prévues sur la période sous revue (premier semestre). Le taux d'exécution physique au second trimestre est de 24,41% contre 5,50% au premier trimestre (tableau 39). A cette allure où, la grande saison pluvieuse tend vers sa fin, cette intervention risque de ne pas connaître un bon aboutissement d'ici la fin de l'année.

**Tableau 49 : Performance du Ministère en charge de l'environnement**

Interventions	Trimestre 1	Trimestre 2
<b>Intervention A</b> : Intensification des actions de reboisement	10,26%	23,26%
<b>MEGCCRPRNF</b>	<b>10,26%</b>	<b>23,26%</b>

Source : DPP/MEGCCRPRNF et DCSP-OMD, 2014

## 10. Ministère en charge de l'Urbanisme (MUHA)

**102.** Le Tableau 50 des performances du Ministère de l'Urbanisme, de l'Habitat et de l'Assainissement présente des performances encore largement en deçà des attentes. Ces performances se sont établies à 34,28% au second trimestre contre 20,93% au premier trimestre. Malgré le progrès observé entre le premier et le second trimestre, les performances restent toujours limitées. Le taux d'exécution physique du Ministère connaît cependant un bon significatif passant de 0,90% à 20,66%. D'après la programmation du Ministère, ces taux ne doivent en rien inquiéter car, ils correspondent à 93,58% des niveaux prévues pour la période sous revue (premier semestre) (tableau 39). Cette observation soulève la question suivante : pourquoi le Ministère programme-t-il des activités à impact physique important au cours du dernier semestre où la consommation budgétaire est davantage plus ardue ? il y a donc de bonnes raisons d'avoir une vision pessimiste sur les capacités du MUHA à réaliser ces objectifs pour cette année.

**Tableau 50 : Performance du Ministère de l'Urbanisme, de l'Habitat et de l'Assainissement**

Interventions	Trimestre 1	Trimestre 2
<b>Intervention B</b> : Amélioration du système de drainage des eaux dans les principales villes	18,42%	29,09%
<b>Intervention C</b> : Amélioration du système de gestion des déchets solides et des eaux usées	23,53%	37,04%
<b>Intervention D</b> : Promotion de l'offre de logements à moindre coût au plus grand nombre	30,77%	61,11%
<b>MUHA</b>	<b>20,93%</b>	<b>34,28%</b>

Source : DPP/MUHA et DCSP-OMD, 2014

## 11. Ministère de la Santé

### 1.3. Volet santé infantile

- 103.** Le score de performance du secteur de la santé infantile indique une nette amélioration des performances de 11,20% à 80,81% d'objectifs atteints du premier au second trimestre (tableau 51). Au total, environ 4 objectifs sur 5 sont atteints dans le secteur au second trimestre. Cette nette amélioration des performances s'est reflétée au niveau du taux de réalisation physique qui s'établit à 74,41% au second trimestre contre 0,64% au premier trimestre (tableau 21). Ce net progrès est porté par une bonne dynamique dans l'atteinte des objectifs prévus. La majorité des interventions ont connu des taux de réalisation de 100% sauf l'intervention C « Promotion des soins essentiels aux nouveau-nés y compris la réanimation du nouveau-né » qui peine à décoller.
- 104.** Au total, le Ministère de la santé dans le secteur de la santé infantile connaît un bon décollage. Cette bonne dynamique doit être maintenue pour des résultats meilleurs ; notamment en donnant un coup d'accélérateur à l'intervention C qui fait plus du quart des poids du secteur.

**Tableau 51 : Performance du Ministère de la Santé, volet santé Infantile**

Interventions	Trimestre 1	Trimestre 2
<b>Intervention A</b> : Prévention des pathologies des nouveau-nés	-	100,00%
<b>Intervention B</b> : Amélioration du mécanisme de référence des nouveau-nés	-	100,00%
<b>Intervention C</b> : Promotion des soins essentiels aux nouveau-nés y compris la réanimation du nouveau-né	40,00%	31,48%
<b>Intervention J</b> : mise en place d'un mécanisme de collecte, d'analyse des données du niveau communautaire et du secteur privé	0,00%	100,00%
<b>Intervention K</b> : Développement du partenariat avec les mairies et les radios locales pour la mobilisation communautaire et la pérennisation de la MEO des interventions	-	100,00%
<b>Intervention L</b> : Renforcement de compétence des RC	-	100,00%
<b>Intervention M</b> : Amélioration de l'état nutritionnel des enfants de moins de cinq ans	-	100,00%
<b>Santé infantile</b>	<b>11,20%</b>	<b>80,81%</b>

Source : DPP/MS et DCSP-OMD, 2014

### 1.4. Volet santé maternelle

- 105.** Le score de performance du secteur de la santé maternelle indique une nette amélioration des performances de 0% à 65,94% d'objectifs atteints du premier au second trimestre (tableau 52). Au total environ 2 objectifs sur 3 sont atteints dans le secteur au second trimestre. Cette nette amélioration des performances s'est reflétée au niveau du taux de réalisation physique qui s'affiche à 18,13% au second trimestre contre 0% au premier trimestre (tableau 23). Ce taux de réalisation physique très contenu malgré les performances enregistrées par le score de performance s'explique par le fait que les activités à poids importants relevant des interventions A « Améliorer la disponibilité, l'accès et la qualité des fonctions SONU dans les formations sanitaires et les hôpitaux » n'ont pas été exécutées. Il s'agit, entre autres, des tâches telles que « Acquérir des matériels médico techniques (Boîte d'accouchement, boîtes d'épisiotomie, pèse-personne, tensiomètres «Vaquez») » et « Acquérir des produits contraceptifs ».

**106.** Au total, le Ministère de la santé dans le secteur de la santé maternelle connaît un bon décollage. Cependant, ces performances se sont plus exprimées dans les activités à poids relativement faible. Le Ministère est appelé à poursuivre la même dynamique mais beaucoup plus en faveur des tâches décisives à fort impact en terme de poids.

**Tableau 52 : Performance du Ministère de la Santé, volet santé maternelle**

Interventions	Trimestre 1	Trimestre 2
<b>Intervention A</b> : Améliorer la disponibilité, l'accès et la qualité des fonctions SONU dans les formations sanitaires et les hôpitaux	0,00%	85,71%
<b>Intervention B</b> : Améliorer la couverture des accouchements assistés	0,00%	68,00%
<b>Intervention C</b> : Améliorer le taux de couverture en planification familiale	0,00%	23,08%
<b>Santé maternelle</b>	<b>0,00%</b>	<b>65,94%</b>

Source : DPP/Ministère Santé et DCSP-OMD, 2014

### 1.5. Volet Paludisme

**107.** Le tableau 53 indique des scores de performance en nette amélioration. Ce score de progrès passe de 31,50% à 76,28% du premier au second trimestre. Ainsi, le taux d'exécution physique du Ministère fait un léger bond, passant de 7,12% au premier trimestre à 12,72% au second trimestre (tableau 25). L'explication à ce niveau du taux d'exécution physique relativement faible se trouve dans une programmation qui met au second semestre d'importantes activités relevant des interventions liées au paludisme. Des questions pourront être posées sur ce choix, puisque la consommation budgétaire s'essouffle généralement vers la fin de l'année. Il est donc important que les départements en charge du secteur du paludisme redoublent de dynamisme afin que ces activités soient réalisées selon leur programmation.

**Tableau 53 : Performance Ministère de la Santé, volet Paludisme**

Interventions	Trimestre 1	Trimestre 2
<b>Intervention A</b> : Organisation de la campagne de distribution de masse de 2014	0,00%	100,00%
<b>Intervention B</b> : Maintien de la distribution de routine aux enfants de moins d'un an	50,00%	50,00%
<b>Intervention C</b> : Accès précoce et correct au diagnostic et au traitement des cas de paludisme à tous les niveaux de la pyramide sanitaire	50,00%	72,22%
<b>Paludisme</b>	<b>31,50%</b>	<b>76,28%</b>

Source : DPP/Ministère Santé et DCSP-OMD, 2014

### 1.6. Volet Tuberculose

**108.** Le score de performance du secteur de la Tuberculose indique une contre-performance : de 55% à 29,20% d'objectifs atteints du premier au second trimestre (tableau 54). Au total, environ un objectif sur 3 est atteint dans le secteur au second trimestre. Cette légère baisse de régime n'est pas de nature

à faire décoller le taux de réalisation physique du secteur. Ce taux s'établit à 13,62% après avoir affiché un niveau de 6,81% au premier trimestre (tableau 25). Malgré la faiblesse de ces niveaux de réalisation physique, les scores de performance nous indiquent que le Ministère se trouve globalement sur sa trajectoire d'activités prévues. L'inquiétude est que le Ministère ait programmé des activités à fort impact physique au second semestre où généralement la consommation budgétaire est limitée. Alors, la question est de savoir si le Ministère donne effectivement priorité aux interventions du secteur de la tuberculose.

**109.** Le Ministère est donc appelé à redoubler de dynamisme dans ce secteur. Dans le cas contraire, les niveaux de réalisation physique risquent de rester très faibles, ce qui pourrait être préjudiciable au progrès dans le secteur de la tuberculose.

**Tableau 54 : Performance du Ministère de la Santé, volet Tuberculose**

Interventions	Trimestre 1	Trimestre 2
<b>Intervention A :</b> Réalisation en 2014 de l'enquête d'incidence, de prévalence et de mortalité liée à la tuberculose dans la population générale	–	–
<b>Intervention B :</b> Détection précoce de toutes les formes de tuberculose et un accès rapide au dépistage et au traitement en particulier aux cas de tuberculose à frottis positifs	100,00%	40,00%
<b>Intervention C :</b> Formation/recyclage chaque deux ans des prestataires des centres diagnostic de la tuberculose	100,00%	100,00%
<b>Intervention D :</b> Réhabilitation des salles d'hébergement, de soins et des laboratoires de certains centres de diagnostic et les magasins de stockage des médicaments antituberculeux de niveau intermédiaire du programme	–	–
<b>Intervention E :</b> Rendre fonctionnel l'état civil pour disposer des données fiables sur les décès dus à la tuberculose au sein de la population	–	–
<b>Tuberculose</b>	<b>55,00%</b>	<b>29,20%</b>

Source : DPP/Ministère Santé et DCSP-OMD, 2014

### 1.7. Volet VIH Assurer

**110.** Le tableau 55 indique des scores de performance en nette amélioration. Ce score de performance passe de 26,25% à 86,25% du premier au second trimestre. Près de 9 objectifs sur 10 prévus sont atteints. Ainsi, le taux d'exécution physique du Ministère fait un bond significatif, passant de 6% à 45,75% du premier au second trimestre. Ce résultat s'explique par les bonnes performances réalisées au niveau de l'intervention A « Acquisition des médicaments ARV et des médicaments de prise en charge des infections opportunistes pour les PVVIH » et de l'intervention B « Acquisition des réactifs pour le dépistage du VIH et pour le suivi biologique des PVVIH » qui ont connu un taux d'exécution de 100% sur le second. Malgré cette bonne performance au second trimestre, les résultats restent en deçà des prévisions pour le premier semestre. Et pour cause, la performance au second trimestre n'a pas permis de rattraper la contre-performance du premier trimestre.

**111.** La leçon qui se dégage de ces résultats est que, toute chose étant égale par ailleurs, il est difficile de rattraper une contre-performance. Les Ministères doivent se servir de ce résultat afin de réaliser tous les objectifs tels qu'ils sont indiqués dans leur programmation.

**Tableau 55 : Performance du Ministère de la Santé, volet VIH Assurer**

Interventions	Trimestre 1	Trimestre 2
<b>Intervention A</b> : Acquisition des médicaments ARV et des médicaments de prise en charge des infections opportunistes pour les PVVIH	0,00%	100,00%
<b>Intervention B</b> : Acquisition des réactifs pour le dépistage du VIH et pour le suivi biologique des PVVIH	0,00%	100,00%
<b>Intervention C</b> : Acquisition des consommables pour le suivi biologique des PVVIH	87,50%	87,50%
<b>Intervention D</b> : Recrutement de personnel qualifié pour les sites de prise en charge des PVVIH	-	-
<b>VIH Assurer</b>	<b>26,25%</b>	<b>86,25%</b>

Source : DPP/Ministère de la Santé et DCSP-OMD, 2014

### 1.8. Volet VIH Enrayer

**112.** Le tableau 56 des performances du secteur de la santé en lien avec « enrayer la propagation du VIH Sida », affiche une nette amélioration du score de performance qui passe de 6,60% à 88,57% du premier au second trimestre. Au total, environ 4 objectifs sur 5 sont atteints au second trimestre. Cette remontée de la performance s'explique par l'exécution de l'ensemble des tâches prévues au second trimestre au titre des interventions A « Organisation de deux campagnes de dépistage du VIH par département et par an en milieu scolaire, universitaire et chez les jeunes déscolarisés », et B « Sensibilisation des jeunes à travers l'organisation des journées mondiales de lutte contre le Sida ». Cependant, le taux d'exécution physique reste encore largement en deçà des attentes. Ce taux passe de 0,22% à 15,92% du premier au second trimestre.

**113.** L'effet de rattrapage attendu n'a donc pas eu lieu. La performance relative réalisée au second trimestre n'a pas permis un rattrapage de la contre-performance du premier trimestre. Une leçon tirée dans ce rapport et qui se confirme aussi pour le secteur de "VIH enrayer" est qu'il est extrêmement difficile pour les Ministères de rattraper des retards dans la mise en œuvre de leur programmation. Les Ministères doivent se tenir à leur programmation, tout retard est préjudiciable à l'atteinte globale des objectifs.

**Tableau 56 : Performance du Ministère de la Santé, volet VIH Enrayer**

Interventions	Trimestre 1	Trimestre 2
<b>Intervention A</b> : Organisation de deux campagnes de dépistage du VIH par département et par an en milieu scolaire, universitaire et chez les jeunes déscolarisés	0,00%	100,00%
<b>Intervention B</b> : Sensibilisation des jeunes à travers l'organisation des journées mondiales de lutte contre le Sida	30,00%	100,00%
<b>Intervention C</b> : Organisation de l'enquête de deuxième génération (ESDG) qui permettra de renseigner tous les indicateurs d'impact liés à l'OMD 6	-	-
<b>Intervention D</b> : Intensification des interventions de lutte contre le Sida en direction des MARP's en contractant des ONG	0,00%	71,43%
<b>VIH Enrayer</b>	<b>6,60%</b>	<b>88,57%</b>

Source : DPP/Ministère de la Santé et DCSP-OMD, 2014

**114.** Au total, en ce qui concerne tous les secteurs impliqués dans la mise en œuvre du Plan d'Actions de l'Initiative 1000 jours pour la réalisation des OMD, sur les 17 secteurs concernés impliquant onze Ministères, on observe cinq secteurs de forte contre-performance. Il s'agit du secteur de l'Enseignement maternel et primaire, du secteur de l'artisanat, du secteur de la Tuberculose, du secteur de l'urbanisme et du secteur de l'environnement. Huit secteurs ont enregistré une amélioration de leur performance. Il s'agit des secteurs de l'Agriculture, de la santé infantile, de la santé maternelle, de la lutte contre le paludisme, de la lutte contre le VIH/SIDA, de l'eau et de l'énergie. Un autre secteur a connu un bon décollage notamment ; il s'agit du secteur des routes et transports. Le secteur de la microfinance a connu une contre-performance par rapport au premier trimestre. Cependant cette contre-performance relative n'a pas empiété sur les résultats globaux du Ministère. Enfin, le secteur de l'enseignement secondaire a connu une dynamique de progrès stable.

**Tableau 57 : Synthèse des scores de performances**

Ministères	Score de performance premier trimestre (%)	Score de performance Second trimestre (%)	Observations
MAEP	44,76	67,43	Amélioration
MCMFEJ	100,00	66,67	Contre-performance relative
MEMP	11,75	18,63	Enlisement dans la contre-performance
MESFPRIJ	56,08	65,99	Dynamique stable
MCAAT	73,33	30,59	Contre-performance
MS (INFANTILE)	11,20	80,81	Forte amélioration
MS (MATERNELLE)	0,00	65,94	Forte amélioration
MS (TUBERCULOSE)	55,00	29,20	Contre-performance
MS (PALUDISME)	31,50	76,28	Forte amélioration
MS (VIH Assurer)	26,25	86,25	Forte amélioration
MS (VIH Enrayer)	6,60	88,57	Forte amélioration
MUHA	20,93	34,28	Enlisement dans la contre-performance
MERPMEDE (EAU)	18,33	54,19%	Amélioration contenue
MERPMEDE (ENERGIE)	30,33	67,45	Amélioration contenue
MTPT	2,00	55,34	Bon décollage
MEMIP	5,88%	58,82	Bon décollage
MEGCCRPRNF	10,26	23,26	Enlisement dans la contre-performance

Source : DCSP-OMD, 2014

## V. Analyse des goulots d'étranglement à la mise en œuvre de l'Initiative 1000 jours au titre du second trimestre

**115.** Les goulots d'étranglement internes ou externes aux Ministères limitent leur performance globale et ralentissent la mise en œuvre des interventions. Il est donc indiqué de les identifier afin d'envisager des solutions accélératrices appropriées. Dans cette perspective, il est proposé ici une identification puis une analyse des goulots d'étranglement qui ont freiné l'activité des Ministères au cours de ce premier semestre.

### 1. Difficultés rencontrées par le Ministère de l'Agriculture, de l'Élevage et de la Pêche (MAEP)

**116.** Au niveau du MAEP, la prévalence des goulots a maintenu une tendance plus ou moins stable, passant de 9,27% à 8,47% du premier au second trimestre (tableau 75). Les goulots les plus fréquents ayant empêché la réalisation des mesures et tâches des interventions prévues dans le Plan d'Actions de l'Initiative 1000 jours sont les problèmes institutionnels en lien avec les acteurs de la chaîne PPBS, (Absence de la mise en place des Régisseurs et Coordonnateurs de projets) (17,39%), le retard dans la délégation des crédits (43,48%), les problèmes au niveau de la chaîne de passation des marchés (CCMP-DNCMP) (13,04%), les problèmes au niveau du contrôle financier (8,70%) et la grève (4,35%) au titre du premier trimestre (tableau 58).

**117.** Par contre, au deuxième trimestre, les deux goulots majeurs qui ont freiné la réalisation des mesures et tâches sont au niveau de la chaîne de passation des marchés (CCMP-DNCMP) (47,62%) et le retard dans la délégation des crédits (28,57%).

**118.** Dans l'ensemble, le problème au niveau de la chaîne de passation des marchés (CCMP-DNCMP) et le retard dans la délégation des crédits sont les goulots les plus fréquents. Cependant, l'effet des problèmes au niveau de la CCMP-DNCMP est plus accentué au second trimestre. On note qu'au cours de ce dernier trimestre, le Ministère a connu des difficultés dans la mise en œuvre d'environ 47% de ces « tâches/mesures » contre environ 56% au premier trimestre. Une proactivité est notée dans la résolution des problèmes. Néanmoins, des efforts doivent être consentis pour réduire au maximum les goulots qui freinent l'activité du Ministère.

**Tableau 58 : Récapitulatif des fréquences des goulots d'étranglement du MAEP**

GOULOTS	Problème au niveau de la chaîne de passation des marchés (CCMP-DNCMP)	Problème au niveau du contrôle financier	Grève	Problème au niveau du décaissement de ressources	Fermeture SIGFIP	Problème Institutionnel (Régisseur, Coordonnateur)	Retard dans la délégation des crédits	Autre (à préciser dans observation)	Rien à signaler (RAS)
PREMIER TRIMESTRE	13,04%	8,70%	4,35%	0,00%	0,00%	17,39%	43,48%	13,04%	44,11%
DEUXIEME TRIMESTRE	47,62%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	28,57%	23,81%	53,12%

**Source :** DPP MAEP, DCSP-OMD, 2014

## 2. Difficultés rencontrées par le Ministère en charge de la Microfinance (MCMEJ)

- 119.** Au niveau du Ministère en charge de la Microfinance, la fréquence des goulots a regressé entre le premier et le second trimestre, passant de 5,56% à 3,47% (tableau 75). Au regard de ces résultats, le problème au niveau du décaissement de ressources et la fermeture du SIGFIP sont les problèmes les plus fréquents qui ont entravé la réalisation des mesures et tâches.
- 120.** En effet, au niveau de ce Ministère au titre du 1er trimestre, trois goulots ont empêché la réalisation des mesures et tâches des interventions prévues dans le Plan d'Actions de l'Initiative 1000 jours. Il s'agit des problèmes au niveau du décaissement de ressources (38%), du retard dans la délégation des crédits (38%) et de la fermeture du SIGFIP (25%).
- 121.** Quant au second trimestre, deux goulots ont été enregistrés à savoir : la fermeture du SIGFIP (60%) et les problèmes au niveau du décaissement de ressources (40%). De plus, leur effet est plus accentué ici (tableau 59).
- 122.** Par ailleurs, il est à noter que 73% des mesures/tâches ont rencontré des goulots dans leur mise en œuvre au second trimestre contre 47% au premier trimestre. L'exacerbation des goulots constatés n'est pas de nature à favoriser l'exécution des interventions. Ces goulots ont en effet contribué à la réduction de la performance du Ministère par rapport à celle du premier trimestre. Le Ministère doit donc se montrer plus proactif dans la gestion des goulots afin de ne pas laisser ceux-ci compromettre durablement son efficacité.

**Tableau 59 : Récapitulatif des fréquences des goulots d'étranglement du MCMEJ**

GOULOTS	Problème au niveau de la chaîne de passation des marchés (CCMP-DNCMP)	Problème au niveau du contrôle financier	Grève	Problème au niveau du décaissement de ressources	Fermeture SIGFIP	Problème Institutionnel (Régisseur, Coordonnateur)	Retard dans la délégation des crédits	Autre (à préciser dans observation)	Rien à signaler (RAS)
PREMIER TRIMESTRE	0%	0%	0%	38%	25%	0%	38%	0%	27%
DEUXIEME TRIMESTRE	0%	0%	0%	40%	60%	0%	0%	0%	53%

**Source :** DPP/MCMEJ ; DCSP-OMD, 2014

## 3. Difficultés rencontrées par le Ministère de l'Enseignement Maternel et Primaire (MEMP)

- 123.** Le poids des goulots d'étranglement dans la mise en œuvre du Plan d'Actions de l'Initiative 1000 jours pour la réalisation des OMD au niveau du MEMP a légèrement augmenté passant de 0,00% à 1,5% du premier au second trimestre (tableau 75). Malgré cette hausse de la prévalence des goulots, leurs niveaux demeurent relativement acceptables et ne devraient pas constituer de très fortes contraintes. Au second trimestre, ce Ministère a été confronté à des difficultés sur 24% de ces mesures/tâches contre 5% au premier trimestre. Les goulots identifiés réfèrent aux problèmes au niveau de la chaîne de passation des marchés et au niveau du contrôle financier avec des taux d'occurrence de 46,15% et de 38,46% respectivement (tableau 60). Compte tenu de la nature des goulots, le Ministère devra se montrer plus proactif dans leur gestion avec un sens mesuré de l'anticipation.

**Tableau 60 : Récapitulatif des fréquences des goulots d'étranglement du MEMP**

GOULOTS	Problème au niveau de la chaîne de passation des marchés (CCMP-DNCMP)	Problème au niveau du contrôle financier	Grève	Problème au niveau du décaissement de ressources	Fermeture SIGFIP	Problème Institutionnel (Régisseur, Coordonnateur)	Retard dans la délégation des crédits	Autre (à préciser dans observation)	Rien à signaler (RAS)
PREMIER TRIMESTRE	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	100,00%	95,00%
DEUXIEME TRIMESTRE	46,15%	38,46%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	15,38%	0,00%	76,39%

**Source** : DPP/MEMP et DCSP-OMD, 2014

#### 4. Difficultés rencontrées par le Ministère en charge de l'Enseignement Secondaire (MESFTPRIJ)

**124.** Le poids des goulots d'étranglement dans la mise en œuvre du Plan d'Actions de l'Initiative 1000 jours pour la réalisation des OMD au niveau du MESFTPRIJ a marginalement augmenté passant de 5,00% à 5,66% du premier au second trimestre (tableau 61). Toutefois leurs niveaux demeurent relativement acceptables et ne devraient pas constituer de très fortes contraintes. La principale difficulté à laquelle le Ministère a été confronté au second trimestre, est d'ordre institutionnel (Régisseur, Coordonnateur) (37,50%). Ensuite s'ajoutent d'autres problèmes relatifs au réaménagement du chronogramme des mesures de l'intervention relative au renforcement des capacités des professeurs (22,50%). La proportion des mesures ayant connu d'entraves s'élève à 55% au second trimestre contre 35% au premier trimestre.

**Tableau 61 : Récapitulatif des fréquences des goulots d'étranglement du MESFTPRIJ**

GOULOTS	Problème au niveau de la chaîne de passation des marchés (CCMP-DNCMP)	Problème au niveau du contrôle financier	Grève	Problème au niveau du décaissement de ressources	Fermeture SIGFIP	Problème Institutionnel (Régisseur, Coordonnateur)	Retard dans la délégation des crédits	Autre (à préciser dans observation)	Rien à signaler (RAS)
PREMIER TRIMESTRE	7,14%	0,00%	7,14%	10,71%	0,00%	42,86%	0,00%	32,14%	65,01%
DEUXIEME TRIMESTRE	0,00%	0,00%	15,00%	10,00%	15,00%	37,50%	0,00%	22,50%	44,52%

**Source** : DPP/MESTPRIJ et DCSP-OMD, 2014

#### 5. Difficultés rencontrées par le Ministère de la Culture, de l'Artisanat, de l'Alphabétisme et du Tourisme (MCAAT)

**125.** Le poids des goulots d'étranglement dans la mise en œuvre du Plan d'Actions de l'Initiative 1000 jours pour la réalisation des OMD au niveau du MCAAT est globalement stable, passant de 8,33% à 7,89% du premier au second trimestre. La fermeture de SIGFIP (47,37%), les problèmes de décaissement de ressources (34,21%) et la grève (5,26%) sont les trois principaux problèmes qui ont limité les performances du MCAAT dans la réalisation des mesures et tâches au titre du premier trimestre.

**126.** Concernant le deuxième trimestre, la fermeture de SIGFIP (52,78%) et les problèmes de décaissement de ressources (33,33%), sont les deux problèmes qui ont freiné la réalisation des mesures et tâches de ce Ministère (tableau 62).

**127.** En général, il est constaté que la Fermeture de SIGFIP constitue un problème majeur dans la réalisation des mesures et tâches du MCAAT. Le Ministère doit davantage faire preuve d'anticipation afin de prévoir la régulation budgétaire et l'internaliser dans ses actions. Au total, environ 34% des mesures/tâches ont enregistré des goulots de différentes natures au second trimestre contre 0% au premier trimestre. La proactivité ainsi que la capacité d'anticipation et de veille du Ministère sont ici davantage sollicitées pour minimiser l'impact des goulots.

**Tableau 62 : Récapitulatif des fréquences des goulots d'étranglement du MCAAT**

GOULOTS	Problème au niveau de la chaîne de passation des marchés (CCMP-DNCMP)	Problème au niveau du contrôle financier	Grève	Problème au niveau du décaissement de ressources	Fermeture SIGFIP	Problème Institutionnel (Régisseur, Coordonnateur)	Retard dans la délégation des crédits	Autre (à préciser dans observation)	Rien à signaler (RAS)
PREMIER TRIMESTRE	0,00%	0,00%	5,26%	34,21%	47,37%	0,00%	0,00%	13,16%	0,00%
DEUXIEME TRIMESTRE	0,00%	0,00%	0,00%	33,33%	52,78%	0,00%	0,00%	13,89%	66,32%

**Source :** DPP/MCAAT et DCSP-OMD, 2014

## 6. Difficultés rencontrées par le Ministère de la Santé

### 1.1.Volet santé infantile

**128.** La prévalence des goulots d'étranglement dans le secteur de la santé infantile a légèrement augmenté passant de 0,49% à 8,22% du premier au second trimestre. Malgré cette hausse, leurs niveaux sont relativement acceptables et ne devraient pas constituer de très fortes contraintes. D'ailleurs le secteur a réalisé une meilleure performance relativement au premier trimestre. C'est la preuve que le Ministère dispose d'une bonne capacité de gestion des goulots. Au premier trimestre de l'année 2014, la mise en œuvre d'environ 25% des mesures et tâches a été retardée par divers goulots d'étranglement. Les goulots qui ont ralenti la réalisation des activités sont notamment les problèmes au niveau du contrôle financier (33,33%) et la grève (33,33%). Par contre au second trimestre, 77% des mesures et tâches ont connu d'entraves dans leur réalisation. L'impact négatif de la grève a baissé (20,37%). Cet impact a été renforcé par les problèmes au niveau du décaissement de ressources (33,33%) et la fermeture du SIGFIP (44,44%). Le nombre important de tâches dont la réalisation a été limitée par les goulots interpelle les acteurs du secteur (tableau 63).

**129.** Néanmoins, il faut saluer la capacité de réaction et de gestion du Ministère qui a considérablement réduit la portée de ces goulots sur l'atteinte des objectifs. Cependant, l'Intervention C « Promotion des soins essentiels aux nouveau-nés y compris la réanimation du nouveau-né » y a sérieusement souffert, et il s'avère important de remédier à cette situation par une meilleure proactivité.

**Tableau 63 : Récapitulatif des fréquences des goulots d'étranglement du MS (secteur santé infantile)**

GOULOTS	Problème au niveau de la chaîne de passation des marchés (CCMP-DNCMP)	Problème au niveau du contrôle financier	Grève	Problème au niveau du décaissement de ressources	Fermeture SIGFIP	Problème Institutionnel (Régisseur, Coordonnateur)	Retard dans la délégation des crédits	Autre (à préciser dans observation)	Rien à signaler (RAS)
PREMIER TRIMESTRE	0,00%	33,33%	33,33%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	33,33%	74,61%
DEUXIEME TRIMESTRE	0,00%	0,00%	20,37%	33,33%	44,44%	0,00%	0,00%	1,85%	23,04%

**Source** : DPP Santé et DCSP-OMD, 2014

### 1.2.Volet Santé maternelle

**130.** Le poids des goulots d'étranglement dans la mise en œuvre du Plan d'Actions de l'Initiative 1000 jours pour la réalisation des OMD au niveau du secteur de la santé maternelle a légèrement augmenté, passant de 0% à 3,23% du premier au second trimestre (tableau 75). Les grèves représentent l'élément le plus fréquent de ces goulots (tableau 64).

**Tableau 64 : Récapitulatif des fréquences des goulots d'étranglement du MS (secteur Santé maternelle)**

GOULOTS	Problème au niveau de la chaîne de passation des marchés (CCMP-DNCMP)	Problème au niveau du contrôle financier	Grève	Problème au niveau du décaissement de ressources	Fermeture SIGFIP	Problème Institutionnel (Régisseur, Coordonnateur)	Retard dans la délégation des crédits	Autre (à préciser dans observation)	Rien à signaler (RAS)
PREMIER TRIMESTRE	0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%	99%
DEUXIEME TRIMESTRE	0%	0%	7%	0%	0%	0%	0%	93%	49%

**Source** : DPP/MS et DCSP-OMD, 2014

### 1.3.Volet paludisme

**131.** La prévalence des goulots d'étranglement au niveau du secteur du paludisme est restée relativement stable passant de 1,32% à 1,97% du premier au second trimestre (tableau 75). Ce niveau de goulot reste globalement faible et illustre une bonne capacité d'anticipation. Dans le secteur du paludisme, les grèves constituent le goulot d'étranglement le plus fréquent sur le semestre (75% au premier trimestre et 50% au second trimestre). Au second trimestre, en plus des grèves, les problèmes au niveau de la chaîne de passation des marchés (16,67%), les problèmes au niveau du contrôle financier (16,67%) et les problèmes au niveau du décaissement de ressources (16,67%) se sont ajoutés. Néanmoins, l'impact négatif engendré par ces goulots reste marginal.

**132.** Il convient de souligner aussi que la mise en œuvre d'au moins 70% des mesures et tâches de ce secteur n'a connu aucune entrave (tableau 65).

**Tableau 65 : Récapitulatif des fréquences des goulots d'étranglement MS (secteur PALUDISME)**

GOULOTS	Problème au niveau de la chaîne de passation des marchés (CCMP-DNCMP)	Problème au niveau du contrôle financier	Grève	Problème au niveau du décaissement de ressources	Fermeture SIGFIP	Problème Institutionnel (Régisseur, Coordonnateur)	Retard dans la délégation des crédits	Autre (à préciser dans observation)	Rien à signaler (RAS)
PREMIER TRIMESTRE	0,00%	0,00%	75,00%	25,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	73,03%
DEUXIEME TRIMESTRE	16,67%	16,67%	50,00%	16,67%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	76,73%

**Source** : DPP/MS et DCSP-OMD, 2014

#### 1.4.Volet tuberculose

**133.** Le poids des goulots d'étranglement dans la mise en œuvre du Plan d'Actions de l'Initiative 1000 jours pour la réalisation des OMD au niveau du secteur de la lutte contre la tuberculose a connu une progression rapide passant de 0% au premier trimestre à 5,26% au second trimestre (tableau 75). Le niveau d'activité plus important dans ce secteur au second trimestre a permis de recenser davantage de goulots. Ces derniers, malgré cette hausse de leur prévalence, restent d'un niveau relativement acceptable et ne devraient pas constituer de très fortes contraintes. Environ 58% des mesures et tâches au second trimestre ont été entravées dans leur mise en œuvre par différents goulots tandis qu'au premier trimestre, aucune mesure et tâche n'avait rencontré de problème. Au deuxième trimestre, les mesures relatives à la réalisation des travaux d'extension et de réhabilitation de la caisse et de la pharmacie du CNHPP, et la réalisation de l'étude de faisabilité pour la construction d'un bâtiment devant abriter un service de pneumologie avec une capacité d'une soixantaine de lits et un service de kinésithérapie respiratoire n'ont pas été réalisées parce que le dossier d'appel à concurrence vient d'être finalisé. Pour ce dernier trimestre, la fermeture du SIGFIP contraint l'exécution de 67% des mesures et tâches (tableau 66).

**Tableau 66 : Récapitulatif des fréquences des goulots d'étranglement du MS (secteur TUBERCULOSE)**

GOULOTS	Problème au niveau de la chaîne de passation des marchés (CCMP-DNCMP)	Problème au niveau du contrôle financier	Grève	Problème au niveau du décaissement de ressources	Fermeture SIGFIP	Problème Institutionnel (Régisseur, Coordonnateur)	Retard dans la délégation des crédits	Autre (à préciser dans observation)	Rien à signaler (RAS)
PREMIER TRIMESTRE	0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%	100%
DEUXIEME TRIMESTRE	0%	0%	0%	0%	67%	0%	0%	33%	42%

**Source** : DPP/MS et DCSP-OMD, 2014

#### 1.5.Volet VIH ASSURER

**134.** La prévalence des goulots d'étranglement dans la mise en œuvre des interventions relevant du traitement des malades du VIH/SIDA, a légèrement progressé pour s'établir à 8,93% au second trimestre contre 3,57% au premier trimestre (tableau 75). Au total, 30% des mesures et tâches du secteur VIH-Assurer ont connu des entraves dans leur mise en œuvre. Au premier comme au second trimestre, l'occurrence des grèves au niveau du Ministère représente au moins 75% des mesures et tâches (tableau 67). Il faut noter qu'au second trimestre, la réalisation de la mesure et tâche relative au « Plaidoyer auprès du FM pour l'allègement des procédures de validation des commandes faites par le PNLs » a été retardé par le fait que « Le plaidoyer a pris au point où c'est le FM qui opère pour les commandes par le VPM ».

**Tableau 67 : Récapitulatif des fréquences des goulots d'étranglement du MS (secteur VIH ASSURER)**

GOULOTS	Problème au niveau de la chaîne de passation des marchés (CCMP-DNCMP)	Problème au niveau du contrôle financier	Grève	Problème au niveau du décaissement de ressources	Fermeture SIGFIP	Problème Institutionnel (Régisseur, Coordonnateur)	Retard dans la délégation des crédits	Autre (à préciser dans observation)	Rien à signaler (RAS)
PREMIER TRIMESTRE	0,00%	0,00%	75,00%	25,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	73,00%
DEUXIEME TRIMESTRE	0,00%	0,00%	80,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	20,00%	63,25%

Source : DPP/MS et DCSP-OMD, 2014

### 1.6.Volet VIH ENRAYER

**135.** Le poids des goulots d'étranglement dans la mise en œuvre des interventions relevant du secteur « Enrayer la propagation du VIH » a progressé pour s'établir à 5,40% au second trimestre contre 1,14% au premier trimestre (tableau 75). Près de 20% des mesures et tâches ont été retardés par des goulots d'étranglement. La grève représente le goulot le plus fréquent, au niveau du secteur « Enrayer VIH ». Elle affecte environ 75% des mesures/tâches (tableau 68). Au premier trimestre, l'impact négatif de la grève a été accentué par les problèmes au niveau du décaissement de ressources (25%). Au second trimestre, l'impact de la grève a été renforcé par les problèmes au niveau de la chaîne de passation des marchés (16%), les problèmes au niveau du contrôle financier (16%) ; les problèmes au niveau du décaissement de ressources (16%), et la fermeture du SIGFIP (16%).

**Tableau 68 : Récapitulatif des fréquences des goulots d'étranglement du Ministère de la Santé (secteur VIH ENRAYER)**

GOULOTS	Problème au niveau de la chaîne de passation des marchés (CCMP-DNCMP)	Problème au niveau du contrôle financier	Grève	Problème au niveau du décaissement de ressources	Fermeture SIGFIP	Problème Institutionnel (Régisseur, Coordonnateur)	Retard dans la délégation des crédits	Autre (à préciser dans observation)	Rien à signaler (RAS)
PREMIER TRIMESTRE	0%	0%	75%	25%	0%	0%	0%	0%	85%
DEUXIEME TRIMESTRE	16%	16%	37%	16%	16%	0%	0%	0%	77%

**Source :** DPP/MS et DCSP-OMD, 2014

### 7. Difficultés rencontrées par le Ministère des Travaux Publics et des Transports (MTPT)

**136.** La prévalence des goulots d'étranglement dans le secteur des travaux publics et des transports est restée relativement stable s'établissant à 8,71% au second trimestre contre 6,12% au premier trimestre (tableau 75). Le goulot le plus fréquent auquel le Ministère des Travaux Publics et des Transports (MTPT) est confronté est celui de la procédure de passation des marchés publics qui affiche une présence de 79,17% au second trimestre contre 66,67% au premier trimestre. Au second trimestre, le MTPT a été également confronté à des problèmes relatifs au décaissement de ressources (8,33%), au retard dans l'évaluation (8%) et à la fermeture du SIGFIP (4,17%). Il faut noter que ce Ministère était également confronté au problème lié à la fermeture du SIGFIP (4,17%) au premier trimestre (tableau 69). Par ailleurs, environ 46% des mesures/tâches ont connu des entraves au cours de leur mise en œuvre au second trimestre contre 39% au premier trimestre.

**137.** Les goulots relatifs à la procédure de passation des marchés publics restent très présents et

pratiquement une constance dans ce secteur. Le MTPT doit envisager une stratégie d'internalisation de ce goulot en faisant preuve d'une plus grande capacité d'anticipation.

**Tableau 69 : Récapitulatif des fréquences des goulots d'étranglement du MTPT**

GOULOTS	Problème au niveau de la chaîne de passation des marchés (CCMP-DNCMP)	Problème au niveau du contrôle financier	Grève	Problème au niveau du décaissement de ressources	Fermeture SIGFIP	Problème Institutionnel (Régisseur, Coordonnateur)	Retard dans la délégation des crédits	Autre (à préciser dans observation)	Rien à signaler (RAS)
PREMIER TRIMESTRE	66,67%	20,83%	0,00%	0,00%	4,17%	0,00%	4,17%	4,17%	61%
DEUXIEME TRIMESTRE	79,17%	0,00%	0,00%	8,33%	4,17%	0,00%	0,00%	8,33%	54%

**Source** : DPP/MTPT et DCSP-OMD, 2014

## 8. Difficultés rencontrées par le Ministère de l'Economie Maritime et des Infrastructures Portuaires (MEMIP)

**138.** La prévalence des goulots d'étranglement dans le secteur de l'économie maritime reste à un niveau relativement faible voir nul. Cette prévalence a diminué pour s'établir à 0% au second trimestre contre 0,74% au premier trimestre (tableau 75). En résumé, le MEMIP n'a rencontré pratiquement aucune entrave à l'exécution de son PTA sensible aux OMD (tableau 70).

**Tableau 70 : Récapitulatif des fréquences des goulots d'étranglement du MEMIP**

GOULOTS	Problème au niveau de la chaîne de passation des marchés (CCMP-DNCMP)	Problème au niveau du contrôle financier	Grève	Problème au niveau du décaissement de ressources	Fermeture SIGFIP	Problème Institutionnel (Régisseur, Coordonnateur)	Retard dans la délégation des crédits	Autre (à préciser dans observation)	Rien à signaler (RAS)
PREMIER TRIMESTRE	0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%	100%	94%
DEUXIEME TRIMESTRE	0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%	100%

**Source** : DPP/MEMIP et DCSP-OMD, 2014

## 9. Difficultés rencontrées par le Ministère de l'Urbanisme, de l'Habitat et de l'Assainissement (MUHA)

**139.** La prévalence des goulots d'étranglement dans le secteur de l'urbanisme reste relativement faible même si elle a enregistré une légère hausse pour s'établir à 5,67% au second trimestre contre 5,38% au premier trimestre. Sur l'ensemble des deux trimestres, il se révèle que le problème au niveau de la chaîne de passation des marchés et le retard dans la délégation des crédits sont les deux goulots les plus fréquents ayant entravés les activités du Ministère (tableau 71).

**Tableau 71 : Récapitulatif des fréquences des goulots d'étranglement du MUHA**

GOULOTS	Problème au niveau de la chaîne de passation des marchés (CCMP-DNCMP)	Problème au niveau du contrôle financier	Grève	Problème au niveau du décaissement de ressources	Fermeture SIGFIP	Problème Institutionnel (Régisseur, Coordonnateur)	Retard dans la délégation des crédits	Autre (à préciser dans observation)	Rien à signaler (RAS)
PREMIER TRIMESTRE	91,07%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	8,93%	0,00%	58,63%
DEUXIEME TRIMESTRE	86,44%	0,00%	0,00%	0,00%	1,69%	0,00%	8,47%	3,39%	57,63%

**Source** : DPP/MUHA et DCSP-OMD, 2014

## 10. Difficultés rencontrées par le Ministère en charge de l'Environnement (MECGCCRPNF)

**140.** L'occurrence des goulots d'étranglement dans le secteur de l'environnement est restée relativement élevée quoiqu'en baisse. Elle affiche un taux de 11,75% au second trimestre contre 16% au premier trimestre (tableau 75). La prévalence de ces goulots est relativement élevée et de nature à ralentir les activités du Ministère. Trois principaux goulots sont enregistrés et entravent fondamentalement les activités du Ministère sur les deux trimestres. Il s'agit : (i) de la procédure de passation des marchés (CCMP-DNCMP) (37,50%) ; (ii) du problème institutionnel (Régisseur, Coordonnateur) (32,81%) et (iii) du retard dans la délégation des crédits (28,13%), (tableau 72). Certains de ces goulots pouvaient être mieux gérés si le Ministère avait fait preuve d'une plus grande capacité d'anticipation.

**Tableau 72 : Récapitulatif des fréquences des goulots d'étranglement du MECGCCRPNF**

GOULOTS	Problème au niveau de la chaîne de passation des marchés (CCMP-DNCMP)	Problème au niveau du contrôle financier	Grève	Problème au niveau du décaissement de ressources	Fermeture SIGFIP	Problème Institutionnel (Régisseur, Coordonnateur)	Retard dans la délégation des crédits	Autre (à préciser dans observation)	Rien à signaler (RAS)
PREMIER TRIMESTRE	37,50%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	32,81%	28,13%	1,56%	16,00%
DEUXIEME TRIMESTRE	10,64%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	12,77%	74,47%	2,13%	22,00%

**Source** : DPP/ MECGCCRPNF et DCSP-OMD, 2014

## 11. Difficultés rencontrées par le MERPMEDER

### 1.1.Secteur EAU

**141.** La prévalence des goulots d'étranglement dans le secteur de l'eau est en légère hausse et s'établit à 3,47% au second trimestre contre 0,69% au premier trimestre (tableau 75). Ces niveaux quoiqu'en hausse ne sont pas de nature à négativement impacter la performance du Ministère. Les problèmes les plus fréquents qu'a connus le Ministère de l'Energie et de l'Eau dans le secteur de l'eau sont : l'ordonnancement non encore effectif et la demande de réallocation infructueuse avec 25,33% et 20% respectivement au second et au premier trimestre. A ces problèmes, s'ajoute au second trimestre celui de la chaîne de passation des marchés publics (27,33%). Au total sur les deux premiers trimestres, environ 25% des mesures/tâches du Ministère ont été entravées par des goulots (tableau 73).

**Tableau 73 : Récapitulatif des fréquences des goulots d'étranglement du MERPMEDER (secteur EAU)**

GOULOTS	Problème au niveau de la chaîne de passation des marchés (CCMP-DNCMP)	Problème au niveau du contrôle financier	Grève	Problème au niveau du décaissement de ressources	Fermeture SIGFIP	Problème Institutionnel (Régisseur, Coordonnateur)	Retard dans la délégation des crédits	Autre (à préciser dans observation)	Rien à signaler (RAS)
PREMIER TRIMESTRE	0,00%	0,00%	0,00%	33,33%	0,00%	0,00%	66,67%	0,00%	96,47%
DEUXIEME TRIMESTRE	20,00%	0,00%	0,00%	0,00%	26,67%	0,00%	6,67%	46,67%	77,48%

**Source** : DPP/MERPMEDER et DCSP-OMD, 2014

## 1.2.Secteur ENERGIE

**142.** L'occurrence des goulots d'étranglement dans le secteur de l'énergie est restée globalement stable. Elle affiche un taux de 7,58% au second trimestre contre 8,71% au second trimestre (tableau 75). Pour les deux premiers trimestres de l'année 2014, les principales difficultés auxquelles le Ministère de l'Energie et de l'Eau est confronté dans le secteur de l'énergie sont intimement liées au transfert de crédit en faveur de l'électrification rurale. Ce goulot intervient avec des poids de 45,67% et de 65,33% respectivement au second et premier trimestre. Ensuite interviennent les difficultés liées à la complexité de la procédure de passation des marchés publics avec des poids quoiqu'en baisse de 24,33% et de 34,67% respectivement au second et premier trimestre. Au total, pour ce premier semestre moins de la moitié des mesures/tâches ont été entravées par divers goulots (tableau 74).

**Tableau 74 : Récapitulatif des fréquences des goulots d'étranglement du MERPMEDER (secteur ENERGIE)**

GOULOTS	Problème au niveau de la chaîne de passation des marchés (CCMP-DNCMP)	Problème au niveau du contrôle financier	Grève	Problème au niveau du décaissement de ressources	Fermeture SIGFIP	Problème Institutionnel (Régisseur, Coordonnateur)	Retard dans la délégation des crédits	Autre (à préciser dans observation)	Rien à signaler (RAS)
PREMIER TRIMESTRE	14%	0%	0%	0%	0%	0%	0%	86%	52,05%
DEUXIEME TRIMESTRE	26%	0%	0%	0%	0%	0%	0%	74%	62,00%

**Source** : DPP/MERPMEDER et DCSP-OMD, 2014

**Tableau 75 : Prévalence des goulots d'étranglement par ministère**

Ministères	Premier trimestre (%)	Second trimestre (%)
MAEP	9,27%	8,47%
MCMFEJ	5,56%	3,47%
MEMP	0,00%	1,50%
MESFTPRIJ	5,00%	5,66%
MCAAT	8,33%	7,89%
MS (INFANTILE)	0,49%	8,22%
MS (MATERNELLE)	0,00%	3,23%
MS (TUBERCULOSE)	0,00%	5,26%
MS (PALUDISME)	1,32%	1,97%
MS (VIH Assurer)	3,57%	8,93%
MS (VIH Enrayer)	1,14%	5,40%
MUHA	5,38%	5,67%
MERPMEDER (EAU)	0,69%	3,47%
MERPMEDER (ENERGIE)	7,58%	8,71%
MTPT	6,12%	8,71%
MEMIP	0,74%	0,00%
MEGCCRPRNF	16,00%	11,75%

**Source :** DCSP-OMD, 2014

## VI. Proposition de recommandations par OMD et par Ministère

**143.** Au regard de l'analyse de la mise en œuvre du Plan d'Actions, au cours du premier semestre, un certain nombre de recommandations de politique se dégagent. Le rapport suggère trois grands groupes de recommandations.

- De façon générale, les retards dans l'exécution des interventions OMD, pour diverses raisons, n'ont jamais pu être rattrapés malgré la bonne volonté des Ministères concernés. Ceci suggère notamment, la confirmation d'un ensemble de recommandations :
  - prendre des mesures afin de lancer le Budget Général de l'Etat au plus tard mi-janvier de chaque année ;
  - faire valider les PTA intégrés des Ministères clés OMD au plus tard fin janvier de chaque année ;
  - prendre les dispositions afin d'avoir en place tous les acteurs (SGM, DRFM, DPP, CSE) sectoriels de la chaîne PPBS au plus tard fin décembre de l'année précédente ;
  - promouvoir la proactivité au niveau des coordonnateurs de projets qui devront apprêter en fin d'année n-1 les dossiers des projets à mettre en œuvre au cours de l'année n ; il s'agit notamment, des dossiers d'appel d'offres, du plan de passation des marchés et du plan de consommation des crédits.
- Des goulots d'étranglement classiques et redondants ont été notamment mentionnés par les Ministères. Il s'agit de la fermeture fréquente et aléatoire du SIGFIP et des problèmes en lien avec la chaîne de passation des marchés publics. Dans les deux cas, il est envisagé trois recommandations.
  - Les Ministères sont appelés à considérer la régulation budgétaire ou fermeture du SIGFIP et les problèmes en lien avec la chaîne de passation des marchés publics comme étant des contraintes. Il revient aux Ministères de faire preuve d'anticipation nécessaire, afin d'optimiser leur réalisation sous la contrainte de la régulation budgétaire d'une part ou de la complexité des procédures de passation des marchés publics, d'autre part.
  - Le Ministère à la Présidence de la République chargé de la Coordination des Politiques de mise en œuvre des OMD et des ODD doit envisager des formations de renforcement de capacité avec études de cas pratiques pour les cellules de passation des marchés publics et les acteurs de la chaîne PPBS de tous les Ministères clés OMD. Ce renforcement de capacités des acteurs sectoriels, pourra aussi aider à réduire les cas de dossiers défaillants d'une part, et sensibiliser davantage les cadres de la Direction Nationale du Contrôle des Marchés Publics (DNCMP) sur les difficultés des acteurs sectoriels, d'autre part.
  - Le Ministère en charge des Finances est appelé à instruire ses structures compétentes afin qu'elles donnent une absolue priorité aux dépenses OMD. Des solutions claires de protection des dépenses liées aux OMD devront être envisagées.

- Le Ministère en charge des Finances est appelé à instruire la Caisse Autonome d'Amortissement (CAA) à l'effet d'obtenir auprès de celle-ci, la soumission avant paiement pour avis et visa, les factures au Maître d'Ouvrage (Ministère bénéficiaire d'un financement) avant tout décaissement sur les ressources extérieures. Cette démarche permettra, entre autres, aux Ministères bénéficiaires de suivre le niveau de consommation des crédits sur ressources extérieures.
- Enfin, le rapport recommande des missions de vérification de l'Inspection Générale des Finances et des missions de contrôle conjointes de la DGSP, de la DSCPP et de la Cellule de Contrôle des projets et programmes de la Présidence de la République afin de contrôler la bonne gestion financière et la matérialité des réalisations physiques.

# Conclusion

- 144.** Suite à l'appel du Secrétaire Général des Nations Unies en faveur d'actions urgentes et prioritaires pour l'atteinte des OMD, le Gouvernement de la République du Bénin s'est impliqué fortement dans l'opérationnalisation de l'initiative, par l'adoption d'un Plan d'Actions ciblées, étendu sur le biennal 2014-2015.
- 145.** La mise en œuvre diligente et efficace de ce plan permettra d'atteindre ou d'approcher un grand nombre de cibles des OMD d'ici 2015.
- 146.** L'analyse des différents rapports de la programmation et de l'exécution des tâches pour le compte du premier trimestre 2014, réalisée par le MPR/CP-OMD-ODD, révèle cependant la primauté accordée à certaines interventions contenues dans ce plan mais non programmées pour la période considérée ainsi que de grandes disparités dans l'exécution des interventions programmées.
- 147.** Un montant total de 86 268,98 millions FCFA a été ordonnancé au premier semestre de l'année 2014, sur une dotation budgétaire de 130 549,03 millions FCFA, prévue pour la même période, soit environ un taux d'exécution financière de 66,08%. Par rapport à la réalisation physique du Plan d'Actions, il a été enregistré au 30 juin 2014, un taux d'exécution de 68,96% base semestrielle, soit un taux de 40,05% base annuelle.
- 148.** Au regard de ces résultats encourageants, il est important que sous le leadership de chaque Ministre sectoriel, la même dynamique de progrès soit maintenue ou accélérée.

## **ANNEXE 1 : Liste de Présence à l'Atelier de Renseignement de la Matrice à Lokossa**

<b>NOM ET PRENOMS</b>	<b>FONCTION</b>	<b>MINISTERE</b>
ABOUBAKARI Mohamed	DPP	MEMP
ADICLES Venance	Collaborateur DPP	MESFTPRIJ
AGBOTON G. Abdel-Aziz	Collaborateur SEP DPP	MAEP
AGOSSOU Jean	Cellule Suivi Evaluation DPP	MS
ALACHE Moussa	Chef Division Budget DRFM	MCAAT
ALIMA Florent	Collaborateur DRFM	MPR/CP-OMD-ODD
ALINSATO Alastaire	Directeur de la Coordination du Suivi des Politiques des OMD	MPR/CP-OMD-ODD
ATOHOUN Habakuk	Membre Cellule Suivi Evaluation DPP	MCAAT
AVOCETIEN Pascal	Représentant DRFM	MUHA
BABATOUNDE L. Alain	Directeur des ODD	MPR/CP-OMD-ODD
BAGOUDOU Bauro	Chef Service Cellule Suivi Evaluation	MEMP
BONI YARA Awal	Membre Cellule Suivi Evaluation DPP	MCMEJF
CHABI Jeanne	Représentante DPP	MCAAT
DAKO Eloi Prosper	Chef Service EP/DPP	MECGCCRPRNF
DAOUDOU M.B. Priscille	Secrétaire de Direction/DCSP	MPR/CP-OMD-ODD
DAVAKAN Macaire	Collaborateur Cellule Suivi Evaluation DPP	MAEP
DJISSA Michel	Membre Cellule Suivi Evaluation DPP	MESFTPRIJ
DOSSOU Max-Aurel	DRFM	MPR/CP-OMD-ODD
EKPE Mamadou	Collaborateur/DCSP	MPR/CP-OMD-ODD
GADO Charaf-Dine	DPP	MESFTPRIJ
GANTIN K. Philippe	SGM	MPR/CP-OMD-ODD
GBEKPO Ives	Collaborateur/DCSP	MPR/CP-OMD-ODD
GOHOUNGBE Franck	Collaborateur/DCSP	MPR/CP-OMD-ODD

<b>NOM ET PRENOMS</b>	<b>FONCTION</b>	<b>MINISTERE</b>
GOMINA Zènabou	Membre Cellule Suivi Evaluation DPP	MEMP
HINSON Finagnon	Collaborateur DPP	MEMIP
HOUSSOUKPE Clément	Chef Service Cellule Suivi Evaluation	MERPMERDER
HOUNGBEDJI Ulrich	Représentant DRFM	MEMIP
HOUNKPEVI G.O Françoise	Collaboratrice/DCSP	MPR/CP-OMD-ODD
KEKE S. Jean-Claude	DC	MPR/CP-OMD-ODD
KOUNNOU Horacia Fifamè	Collaboratrice/DCSP	MPR/CP-OMD-ODD
LOUPEDA Achille	Chef Service Cellule Suivi Evaluation DPP	MTPT
MOUSSE Carel Brian	Collaborateur/DCSP	MPR/CP-OMD-ODD
OBALÉ Luc	Chef Cellule Suivi Evaluation	MCMEJF
ODE MARTINS Bérénice	Point Focal Budget Programme	MCMEJF
SOSSOU André Félix	Coordonnateur PASD	PASD/PNUD
TAMBAMOU Gerenimo	DAPP	MTPT
TONATO A. Honoré	Représentant DRFM	MECGCCRPNF
TOWANOU Marcellin	Chef Service Comptabilité DRFM	MESFTPRIJ
VISSOH Agnès	Cellule Suivi Evaluation DPP	MS
VODOUGNON Ulrich	Représentant DPP	MUHA

## ANNEXE 2 : Liste de Présence à la séance de pré-validation au Palais de la Présidence de la République

NOM ET PRENOMS	FONCTION	MINISTERE
KEKE S. Jean Claude	DC	MPR/CP-OMD-ODD
GANTIN K. Philippe	SGM	MPR/CP-OMD-ODD
ALINSATO Alastaire	DCSP-OMD	MPR/CP-OMD-ODD
EDON Cyriaque	DPP	MPR/CP-OMD-ODD
HOUETCHENOU Christian	DGB	DGB/MEFPD
ABOUBAKARI Mohamed	DPP	MEMP
ADOUNKPE Martial	C/CSE/DPP	MUHA
AGBOTON Abdel-Aziz	Collaborateur SEP/DPP	MAEP
AÏDJI Delphin	DPP	MUHA
ATOHOUN Habakuk	Membre Cellule Suivi Evaluation DPP	MCAAT
AYENAN Kossi Boniface	Coll/SC/DPP	MAEP
BONI YARA Awal	Membre Cellule Suivi Evaluation DPP	MCMEJF
DAKO Eloi Prosper	Chef Service EP/DPP	MECGCCRPRNF
DAVAKAN Marcaire	Collaborateur C/CSE/DPP	MAEP
DENAGBE D. Julien	SBC/DRFM	MS
DJISSA Michel	Chef division Suivi-Evaluation	MESFTPRIJ
FONTECLOUNON R. Yvon S.	DRFM	MUHA
GADO Charaf-Dine	DAPP	MESFTPRIJ
GOHOUNGBE Franck	Collaborateur/DCSP	MPR/CP-OMD-ODD
GOMINA Zénabou	Membre Cellule Suivi Evaluation DPP	MEMP
HATANGIMANA Candide	Collaboratrice/DCSP	MPR/CP-OMD-ODD
HINSOU Finagnon Ramanou	Collaborateur DPP	MEMIP
HODONOU Assogba	DPP	MAEP
HOUESSOUKPE Clément	Chef Service Cellule Suivi Evaluation	MERPMERDER
HOUNGBEDJI Ulrich	Représentant DRFM	MEMIP
LOUPEDA Achille	C/CSE/DPP	MTPT
MOUSSE Carel Brian	Collaborateur/DCSP	MPR/CP-OMD-ODD

<b>NOM ET PRENOMS</b>	<b>FONCTION</b>	<b>MINISTERE</b>
OBALE Luc G.	Chef Cellule Suivi Evaluation	MCMEJF
TOKPESSI Jean A.	DRFM	MAEP
TONATO A. Honoré	Représentant DRFM	MECGCCRPNF
TOWANOU Marcellin	Chef Service Contrôle et Comptabilité/ DRFM	MESFTPRIJ
VODOUNGNON Ulrich	Membre CSEPP	MUHA
ZOUNGAN Cyrille	CA/CSE/DPP	MS

# Table des matières

<b>Avant-Propos</b> .....	<b>2</b>
<b>Sommaire</b> .....	<b>3</b>
<b>Glossaire</b> .....	<b>4</b>
<b>Liste des tableaux</b> .....	<b>5</b>
<b>Résumé Exécutif</b> .....	<b>9</b>
<b>Introduction</b> .....	<b>13</b>
<b>I. Méthodologie de suivi du plan d'actions : un cadre de suivi renforcé</b> .....	<b>14</b>
1. Calcul du TEP d'une intervention au cours d'une période .....	15
2. Calcul du TEP d'un Ministère au cours d'une période .....	15
3. Calcul du TEP d'un OMD au cours d'une période .....	15
4. Calcul du TEP du Plan d'Actions au cours d'une période .....	16
5. Calcul du Score de Performance pour une Intervention .....	17
6. Calcul du Score de Performance d'un Ministère .....	17
7. Calcul du Poids d'un goulot d'étranglement pour une intervention PG(I) .....	17
8. Calcul du Poids d'un goulot d'étranglement pour un Ministère PG(M) .....	18
<b>II. Analyse de la programmation des interventions du plan d'actions</b> .....	<b>19</b>
1. Programmation des OMD dans le budget 2014 .....	19
2. Programmation budgétaire de l'OMD 1 .....	19
3. Programmation budgétaire de l'OMD 2 et 3 .....	20
4. Programmation budgétaire de l'OMD 4 .....	20
5. Programmation budgétaire de l'OMD 5 .....	21
6. Programmation budgétaire de l'OMD 6 .....	21
7. Programmation budgétaire de l'OMD 7 .....	21
<b>III. Niveau de réalisation du plan d'actions de l'Initiative 1000 jours par OMD au 30 juin 2014</b> .....	<b>23</b>
1. Situation de réalisation des initiatives OMD au Bénin .....	23
2. Niveau de réalisation des interventions de l'OMD1 .....	24
3. Niveau de réalisation des interventions de l'OMD 2 et de l'OMD 3 .....	28
4. Niveau de réalisation des interventions de l'OMD 4 .....	35
5. Niveau de réalisation des interventions de l'OMD 5 .....	36
6. Niveau de réalisation des interventions de l'OMD 6 .....	37
7. Niveau de réalisation des interventions de l'OMD 7 .....	41
<b>IV. Analyse des performances des Ministères et secteurs OMD</b> .....	<b>53</b>

1. Ministère de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche (MAEP) .....	53
2. Ministère en charge de la Microfinance (MCMEJF) .....	54
3. Ministère en charge de l'Energie et de l'Eau (MERPMEDER) .....	54
1.1. Secteur de l'Eau .....	54
1.2. Secteur de l'Energie .....	55
4. Ministère en charge de l'Alphabétisation (MCAAT) .....	56
5. Ministère de l'Enseignement Maternel et Primaire (MEMP) .....	56
6. Ministère en charge de l'Enseignement Secondaire (MESFTPRIJ) .....	58
7. Ministère des Travaux Publics et des Transports (MTPT) .....	60
8. Ministère en charge de l'Economie Maritime (MEMIP) .....	60
9. Ministère en charge de l'Environnement (MECGCCRPRNF) .....	61
10. Ministère en charge de l'Urbanisme (MUHA) .....	61
11. Ministère de la Santé .....	62
1.3. Volet santé infantile .....	62
1.4. Volet santé maternelle .....	62
1.5. Volet Paludisme .....	63
1.6. Volet Tuberculose .....	63
1.7. Volet VIH Assurer .....	64
1.8. Volet VIH Enrayer .....	65
<b>V. Analyse des goulots d'étranglement à la mise en œuvre de l'Initiative 1000 jours au titre du second trimestre .....</b>	<b>68</b>
1. Difficultés rencontrées par le Ministère de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche (MAEP) .....	68
2. Difficultés rencontrées par le Ministère en charge de la Microfinance (MCMEJ) .....	69
3. Difficultés rencontrées par le Ministère de l'Enseignement Maternel et Primaire (MEMP) .....	69
4. Difficultés rencontrées par le Ministère en charge de l'Enseignement Secondaire (MESFTPRIJ) ..	70
5. Difficultés rencontrées par le Ministère de la Culture, de l'Artisanat, de l'Alphabétisme et du Tourisme (MCAAT) .....	70
6. Difficultés rencontrées par le Ministère de la Santé .....	71
1.1. Volet santé infantile .....	71
1.2. Volet Santé maternelle .....	72
1.3. Volet paludisme .....	72
1.4. Volet tuberculose .....	73
1.5. Volet VIH ASSURER .....	73
1.6. Volet VIH ENRAYER .....	74
7. Difficultés rencontrées par le Ministère des Travaux Publics et des Transports (MTPT) .....	74
8. Difficultés rencontrées par le Ministère de l'Economie Maritime et des Infrastructures Portuaires (MEMIP) .....	75
9. Difficultés rencontrées par le Ministère de l'Urbanisme, de l'Habitat et de l'Assainissement (MUHA) .....	75
10. Difficultés rencontrées par le Ministère en charge de l'Environnement (MECGCCRPRNF) .....	76

11. Difficultés rencontrées par le MERPMEDER .....	76
1.1. Secteur EAU .....	76
1.2. Secteur ENERGIE .....	77
<b>VI. Proposition de recommandations par OMD et par Ministère .....</b>	<b>79</b>
<b>Conclusion .....</b>	<b>81</b>
<b>Annexes .....</b>	<b>82</b>